

# France Forum

## Editorial

---

Compétition mondiale :  
les nouvelles donnes

---

Habiter la cité globale

---

Entre mondialisation et nations,  
quelle Europe ?

---

Le mondialisme et ses exigences

---

Topographies du politique

---

Alain Poher, cet inconnu

---

Camus ou l'éveil des consciences

---

Arts et lettres

---

Janvier-Mars  
1997

Henri BOURBON · Jean  
AUBRY · Claude CHANCEL  
· Michel DRANCOURT ·  
Michel CAMDESSUS · Jean  
BOISSONNAT · Charles  
DELAMARE · Christian  
SAVÈS · Raymond  
LEGRAND-LANE · Rémy LE  
GALL · Philippe SÉNART ·  
Marc DARMON · André LE  
GALL · Paul DUMAS-  
RICORD · Jean-Dominique  
DURAND · Emmanuel  
GOLDSTEIN · Jacques  
MALLET · Jean TEITGEN ·  
Raymond MARTIN



A nos lecteurs par Henri BOURBON et Jean AUBRY p. 2

## **DOSSIERS ET ETUDES**

Compétition mondiale : les nouvelles donnes  
débat avec Claude CHANCEL et Michel DRANCOURT p. 3

Habiter la Cité globale. Stratégies et institutions économiques.  
par Michel CAMDESSUS p. 15

Entre mondialisation et Nations, quelle Europe ? Dix propositions pour l'Europe  
par Jean BOISSONNAT p. 26

Le prix d'excellence. Le mondialisme et ses exigences.  
par Charles DELAMARE p. 30

Topographies du politique  
Interview de Christian SAVÈS par Henri BOURBON p. 37

Alain POHER, cet inconnu  
par Raymond LEGRAND-LANE p. 45

CAMUS ou l'éveil des consciences  
par Rémy LE GALL p. 52

## **ARTS ET LETTRES**

La Vie littéraire  
par Philippe SÉNART p. 59

Disques  
par Marc DARMON p. 72

## **NOTES DE LECTURE**

Le droit au sens de François BAYROU par André LE GALL p. 74

Camus, une vie d'Olivier TODD par Christian SAVÈS p. 77

Raimond «Le Cathare» de Dominique BAUDIS par Paul DUMAS-RICORD p. 79

L'Agonie du christianisme de Miguel de UNAMUNO par Jean-Dominique DURAND p. 80

Le Travail - Une valeur en voie de disparition - de Dominique MEDA par Emmanuel GOLDSTEIN p. 81

La fin de Ceausescu de Jean-Marie Le BRETON par Jacques MALLET p. 83

Les langages secrets de la nature de Jean-Marie PELT par Jean TEITGEN p. 84

La constitution de la liberté de Friedrich A. HAYEK par Raymond MARTIN p. 86

Ressusciter la politique et Qui est l'État de Pierre-Yves BOURDIL par Christian SAVÈS p. 88

Revue des Revues p. 91

Comité de Direction : Henri BOURBON - Jean AUBRY

133, bis rue de l'Université - 75007 PARIS

C.C.P. Paris 14.788-84 N - Tél. 01 53 59 20 60

Abonnement annuel : 120 F - Abonnement de soutien : de 150 F à 200 F

# A nos lecteurs

**L**a présente livraison de France-Forum vient naturellement prendre sa place dans une série ininterrompue de numéros, dont le premier était publié, il y a exactement quarante ans.

Il fallait marquer l'événement. A compter de ce jour, notre revue change de format et adopte une nouvelle présentation. L'un et l'autre nous semblent présenter certains avantages, notamment pour le classement, l'exposition en librairie, la maniabilité... Ce n'est sans doute pas par hasard que la majorité des revues intellectuelles ont opté pour des solutions analogues. Grâce à son logo, lui aussi modernisé, France-Forum demeurera néanmoins facilement reconnaissable.

L'habit, certes, ne fait pas le moine. La qualité et l'originalité d'une revue résident dans son contenu, non dans son aspect extérieur. Eu égard au choix des sujets traités ou à la compétence et au talent des signataires, les articles de ce numéro ne devraient pas vous décevoir, et témoignent, nous l'espérons, de notre fidélité aux objectifs que s'étaient initialement fixés les fondateurs de France-Forum, celui d'une libre réflexion et recherche, conduite notamment à travers le dialogue.

Mais un 40<sup>e</sup> anniversaire mérite une célébration spéciale. Tel sera l'objet du numéro suivant, celui du 2<sup>e</sup> trimestre 1997. Sa structure, différente de celle des numéros ordinaires, fera place à un retour en arrière sur ces quarante années 1957-1997 riches en événements, évolutions, mutations, crises et fractures majeurs, conduisant à s'interroger sur la manière dont France-Forum a - ou non - perçu leur existence, apprécié leur importance et leur signification. France-Forum tentera d'en tirer quelques leçons sur ce que devrait ou pourrait être le rôle des revues - et de la nôtre en particulier - pour aider à s'orienter au sein d'un monde qui, dit-on, a perdu ses repères et affronte de perpétuels changements et bouleversements. Enfin, pour joindre en quelque sorte le geste à la

parole, et à ses risques et périls, il tentera de mettre en lumière quelques traits et lignes de force essentiels, démarche indispensable pour rendre ce monde un peu plus intelligible, un peu plus prévisible, un peu plus maîtrisable.

Pour réaliser ce programme ambitieux, seront mis à contribution amis et collaborateurs habituels de la revue, bien sûr ; mais aussi, aux côtés de représentants de générations capables de porter un regard neuf sur une histoire qui s'est déroulée principalement avant leur naissance ou leur entrée dans l'âge adulte, quelques-uns des grands témoins et acteurs de cette période troublée.

Ainsi devrait-il être possible de mieux mesurer la portée d'une aventure commencée en 1957, fortement et durablement marquée par la pensée et le talent d'Etienne Borne et à laquelle ont été associés, à un moment ou à un autre, pour leurs articles ou leur participation à des colloques dont plusieurs firent date, quelques-uns de ceux qui, en cette seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, jouèrent les premiers rôles sur les scènes intellectuelle, artistique, politique, économique, sociale, syndicale...

Et, puisque le MRP a été aux origines de France-Forum, il n'est pas illogique qu'en cette même année 1997, notre revue publie à une date qui sera précisée ultérieurement, et dans un numéro hors série, les actes du colloque «Regards sur le Mouvement Républicain Populaire» qui s'est tenu au Sénat, le 10 décembre 1996, et qui a permis à des universitaires et à des journalistes de dialoguer avec quelques-uns des grands acteurs et témoins de cette autre aventure, celle-là strictement politique, d'un peu plus de deux décennies, de 1945 à 1967.

Henri BOURBON - Jeu AUBRY

# Compétition mondiale : les nouvelles donnes

par Claude CHANCEL et Michel DRANCOURT

*A l'occasion de la publication de l'ouvrage collectif «L'entreprise dans la nouvelle économie mondiale» (Presses Universitaires de France - collection Major - 1996) de Claude Chancel, Michel Drancourt, André Louat et Eric-Charles Pielberg (préface de Jacques Marseille), le Club France-Forum de Paris a organisé au Sénat, le 4 décembre 1996, une conférence-débat avec deux des auteurs de ce livre.*

*Celui-ci consacre, dans sa 1<sup>re</sup> partie, plusieurs chapitres à l'analyse approfondie des divers capitalismes anciens - américain, britannique, français, allemand, japonais - ou nouveaux - coréen, chinois, indien, sud-américain. La 2<sup>e</sup> partie traite des exigences auxquelles doivent se plier les entreprises, de leur évolution et notamment de leur nouveau management.*

*Sous la présidence de notre ami et collaborateur Charles Delamare, Claude Chancel et Michel Drancourt ont participé à cette conférence-débat. Le premier, coordinateur du livre et auteur des développements relatifs à l'Allemagne, au Japon et aux pays émergents, est professeur de Chaire supérieure et enseignant en classe préparatoire au lycée Camille Guérin de Poitiers. Michel Drancourt, signataire de la deuxième partie du livre, n'a pas besoin d'être présenté à nos lecteurs. Ses liens avec notre revue datent de l'origine : il est l'auteur de nombreux livres, dont «Mémoires de l'entreprise» (Ed. Robert Laffont, 1993 ; cf. France-Forum, n° 289-290, p.59) qui retrace sa carrière multiforme, riche d'expériences très diverses. Leurs deux exposés dont le texte est ci-après reproduit ont été suivis d'une discussion, par moments très animée, comme il fallait s'y attendre, s'agissant des défis majeurs auxquels nous confrontent mondialisation et modernité. Michel Camdessus, Jean Boissonnat et Charles Delamare, dans ce même numéro, nous font part de leurs réflexions, voire de leurs propositions, à ce sujet - sur lequel France-Forum ne pourra ultérieurement éviter de revenir.*

**Michel DRANCOURT** - Ce livre n'aurait pas vu le jour sans Claude Chancel. Faut-il rappeler que l'excellente collection «Major» des Presses Universitaires de France, dans laquelle il s'insère, s'adresse aux étudiants ? Mais, comme nous sommes tous aujourd'hui en formation permanente ou devrions l'être, elle concerne aussi les étudiants que nous restons...

## **Un monde qui a changé**

Pourquoi «nouvelle économie mondiale» ?

Depuis que je suis né à la vie économique, il est pratiquement toujours question de changement et toujours de situation nouvelle. Mais, cette fois, jamais, semble-t-il, cela n'a été plus justifié.

La chute du système soviétique - qui pourrait l'oublier ! - a modifié les rapports de force, y compris économiques. Avant, les choses étaient relativement simples, il y avait deux systèmes : l'un qui fonctionnait, l'autre qui, contrairement à l'illusion entretenue par l'idéologie, ne fonc-

tionnait pas, et celui qui fonctionnait était un capitalisme plus ou moins évolutif. Désormais il y a un système dominant, qui est en gros le système américain, avec des variantes, dont la fameuse exception française dont on se demande si elle sera durable.

Deuxième élément de nouveauté, celui-là j'y insiste, c'est la mutation technique. Notez que l'essor du micro-processeur ne date que des années 80, comme l'explosion de l'équipement informatique. Et nous ne sommes qu'au démarrage de cette évolution bouleversante. Cet essor du micro-processeur a coïncidé avec le retour de l'Amérique sur le devant de la scène, notamment sur le plan industriel. Pour une raison simple, les Etats-Unis sont le pays le mieux à même d'entrer dans une civilisation qui exige un changement des habitudes, des méthodes, des organisations. Les Etats-Unis, je vous le rappelle, sont un pays sans statut. Comme l'ont dit les fondateurs de la Fédération, celle-ci ressemble plus à une grande entreprise qu'à un Etat. Au contraire, nos problèmes viennent de ce que, chez nous, la Monarchie a précédé le citoyen - et, de cette situation, nous ne sommes pas encore sortis, même aujourd'hui, en République.

Troisièmement, parce que les Etats-Unis et les pays majeurs ont favorisé la dérégulation, c'est-à-dire la remise en question des situations acquises. La dérégulation est une forme de démocratie économique : il y a des positions, il faut les bousculer. En faveur de qui ? du consommateur qui est en fin de compte l'élément moteur et, en réalité, la justification de cet immense charivari qui accompagne les changements permanents des structures d'entreprises.

Un quatrième facteur sur lequel je me permets d'insister, dans ce palais du Sénat où l'on en a beaucoup parlé, est le développement du nouveau capitalisme que sont les fonds de pension. Dans notre système de retraite par répartition, l'argent a été véhiculé au travers des tuyaux de la Caisse des Dépôts et autres établissements publics, ce qui a généralement contribué à alimenter les caisses publiques. Dans les pays «normalement civilisés» - et l'évolution s'accélère depuis une quinzaine d'années - l'argent des retraites passe par des «tuyaux» différents. Il est généralement créateur de richesse. A

l'heure actuelle, sont aux prises les actionnaires d'un côté, exigeants pour le court et pour le long terme, les entreprises et les consommateurs de l'autre. Que deviennent les producteurs ? Les producteurs aujourd'hui, on en trouve de plus en plus partout dans le monde. Donc ils sont en position faible parce qu'ils ont cessé d'être rares. Le système est plus orienté au bénéfice des consommateurs et des actionnaires. Les producteurs qui s'étaient habitués, surtout dans nos régions, à être protégés ne le sont plus.

La mondialisation de l'économie s'affirme avec un développement des échanges beaucoup plus important que le développement des productions, avec des investissements privés qui, dès maintenant, l'emportent sur les investissements publics dans l'ensemble des pays du monde. Certes il existe des aides ou des supports de l'Etat pour opérer dans les pays tels que la Chine ou la Russie, mais cela ne durera pas éternellement.

Vivant dans les entreprises depuis des décennies, j'ai quand même été interloqué en constatant la forte progression des chiffres d'affaires des grandes entreprises entre 1982 et 1994. Ainsi, sur douze ans, exprimés en dollars constants, les chiffres d'affaires d'Air Liquide ont été multipliés par 3,5, de Hewlett Packard par 3,5, de General Electric par 2, de Nestlé par 2,7, de Saint-Gobain par 1,5, de General Motors par 2,2. Pour les cent premières entreprises mondiales, le chiffre d'affaires en dollars constants a en moyenne été multiplié par 2 ou 3. Dans le même temps les rentabilités nettes sur chiffres d'affaires sont passées à Air Liquide de 4 à 7,72, mais à Hewlett Packard de 9 à 6,40. Elles se sont élevées pour General Electric, champion aux Etats-Unis, de 6 à 7,3, pour Nestlé de 4 à 5,70, pour Saint-Gobain de 0,50 (l'entreprise faisait alors de l'informatique) à 6,38 (elle n'en fait plus aujourd'hui), mais pour General Motors de 3 à 1,60.

L'opinion répandue est que le développement du tissu industriel que constituent les petites et moyennes entreprises est essentiel. En réalité, les locomotives sont les grandes sans lesquelles les autres ne peuvent pas vivre. La force des économies tient à l'alliance des deux catégories. S'il n'y a pas les grosses locomotives, on ne va pas très loin... S'il n'y a pas de petites entre-

prises il manque la vie...

### **Le déclin des États-Unis : une idée reçue mais fausse**

Je vous parlerai surtout des entreprises américaines et des européennes. Claude Chancel vous parlera des entreprises des pays émergents, sans oublier le Japon qui a émergé bon premier.

Depuis 1994, je conduis avec Solving International une enquête sur l'évolution des cent premiers groupes mondiaux et, le 5 novembre 1996, en comité restreint, j'ai commencé à en présenter les résultats qui feront ultérieurement l'objet d'une publication. En voici un premier aperçu.

Ce qui m'a frappé dans cette enquête, c'est justement la mutation des entreprises américaines. Michel Crozier écrivait en 1980 *Le mal américain*, et il ne fut un temps question que du déclin américain. Aujourd'hui ce n'est plus le cas car si les Américains ont été secoués par les Japonais, ils ont repris du «poil de la bête». Ils ont fait du *reengineering*, du vrai. En France, ce mot évoque de petits bricolages, un travail de «petite quincaillerie» pour changer quelques habitudes dans l'entreprise. Non, aux États-Unis, *reengineering* signifie renouvellement complet, y compris des hommes de tête. Le *downsizing*, c'est-à-dire le «dégraissage», consiste, là-bas comme ici, à se séparer de collaborateurs, anciens ou non, s'adaptant mal au rythme actuel, et à les remplacer par des gens très formés. N'oublions pas, au passage, que la force des États-Unis est d'accueillir des gens intelligents et formés de tous les pays du monde, y compris des Chinois. Conséquence de ce renouvellement, de cette flexibilité : le développement de techniques nouvelles, appréciées en ce pays de consommateurs peu routiniers. Contrairement à une opinion trop répandue, la dérégulation est créatrice d'emplois et, qui plus est, d'emplois qualifiés. Depuis 15 ans aux États-Unis 3 emplois créés sur 4 sont des emplois qualifiés. Certes ce ne sont pas toujours des emplois durables, mais quand vous interrogez un cadre américain, il ne tient pas nécessairement à ce que son emploi soit éternel ; il n'a pas l'âme du «postier» caricatural, il cherchera toujours le meilleur job ayant pour lui la meilleure rentabilité.

La pression des actionnaires est forte, mais il faut remarquer qu'aux États-Unis, comme me l'a signalé Bertrand Collomb, président de Lafarge, les fonds de pension jouent le long terme : type de placement qui, chez nous, ne représente que 6 % de l'ensemble. Alors qu'en France, les gestionnaires américains de ces fonds pratiquent des «va-et-vient» en fonction des cours de Bourse suivis au jour le jour, aux États-Unis, ils placent pour vingt-cinq ans. On vient même d'apprendre qu'IBM a émis un emprunt obligataire à 100 ans. Il arrive à l'État fédéral américain d'emprunter à 30 ans, alors qu'en France les emprunts d'État ne dépassent guère la moitié de cette durée. D'où la pression exercée en permanence sur les entreprises par les actionnaires qui se sont engagés avec elles pour qu'elles renouvellent, le cas échéant, leurs managers, leur management, voire la redistribution de leurs activités... Dès lors, on ne cherche pas nécessairement à être le plus gros, mais le meilleur. Une fois qu'on l'est on veut l'être dans une niche, dans un secteur où l'on puisse être le numéro 1 ou le numéro 2. Considérez par exemple la stratégie de General Electric qui a toujours été depuis sa création un modèle de management. Il n'est dès lors pas du tout sûr que les préoccupations court termistes d'un certain nombre de boursiers affectent beaucoup l'évolution des cours de la Bourse.

En raison d'un cadre propice au développement et au changement, le seul vrai «Marché Commun» existant au monde, il ne faut jamais l'oublier, est le marché américain caractérisé par son goût, par son «appétit» pour l'innovation technique, sa maîtrise des phénomènes monétaires (il n'est pas surprenant que, sur ce point, l'Europe veuille s'en inspirer), par sa prédilection pour tout ce qui est neuf, par le transfert qui n'a pas été retardé comme en Europe de la puissance militaire vers la puissance industrielle et économique. A noter enfin - et ce point me peine parce que je suis lié à l'Université Dauphine, la meilleure de France en matière d'enseignement de la gestion - le fait qu'aux yeux du monde le management ne s'enseigne qu'aux États-Unis. Il en résulte un décalage entre les énarques et les élites mondiales : l'approche des premiers est brillante mais n'est pas d'aujourd'hui et remonte à Louvois... tandis que l'élite mondiale est formée dans des écoles amé-

ricaines qui distillent le style américain et un langage commun que nous n'avons pas, ne partageons pas. Même les socialistes envoient leurs enfants faire des études aux Etats-Unis. Cela il est vrai n'est pas nouveau !

### Et l'Europe ?

Un mot de l'Europe. Ne soyons pas pessimistes. Les grandes entreprises européennes que j'ai étudiées ont compris qu'il était temps de réagir. Elles ont démarré plus tard, mais passent enfin d'une politique de croissance linéaire qui a atteint ses limites à la flexibilité pour contrer l'absence actuelle de visibilité. Compte tenu de l'évolution, vous ne pouvez plus piloter à vue, ni vous contenter de prévoir à deux ans. Il faut avoir une vision et savoir ensuite ajuster en permanence le tir.

Conséquence ! On est passé des structures lourdes à l'action rapide. Je ne vais pas développer tous les exemples, mais le plus extraordinaire est celui de Siemens. Chez Siemens, le Président du Directoire actuel raconte que lorsqu'un employé de Siemens le matin trouvait une punaise, la pointe en l'air sur sa chaise, il s'asseyait précautionneusement à côté pensant que la Direction devait avoir de bonnes raisons de l'avoir mise là ! Autrement dit, c'était la structure hiérarchique dans toute sa splendeur. Il a fallu entreprendre une révolution quasi maoïste : celui qui jusqu'alors était commandé doit désormais chercher à prendre des responsabilités, et celui qui commande ne doit plus s'imaginer que, par le seul fait d'avoir dit quelque chose, comme on le croit au Gouvernement ou dans l'Administration en France, les choses se font. Non ! il y a à se préoccuper du cheminement des décisions que l'on prend ou que l'on essaye de faire prendre. Il y a comme aux Etats-Unis un recentrage des spécialisations : Saint-Gobain s'est débarrassé de ses activités papier pour pouvoir concentrer ses investissements ailleurs. L'exemple d'école est celui de Schneider qui est parti de l'acier pour finir dans les composants et les systèmes pour les équipements électriques. A la recherche de la taille mondiale, vous avez la fusion d'Axa et de l'UAP, et Valéo...

Quant au vrai souci de rentabilité, il est nouveau dans nos pays de l'Europe continentale.

Les Allemands n'avaient guère l'habitude des actionnaires : le fameux modèle rhénan, com-mode, se préoccupait un peu du consommateur, beaucoup du producteur, mais pas de l'actionnaire. Le modèle français, encore différent, se préoccupait de l'Etat, du producteur, un peu du consommateur, mais les actionnaires, on ne savait pas ce que c'était. J'ai connu des présidents qui regardaient les cours de la Bourse une fois par an. J'aime mieux vous dire que cela a changé parce que si d'aventure ils ne regardaient qu'une fois par an, ils seraient liquidés en moins de cinq semaines : ce qui est d'ailleurs arrivé, peut-être pas dans les entreprises publiques, et encore... Par conséquent, le souci de la rentabilité et du rendement des capitaux investis est devenu essentiel. L'axiome énoncé par Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain, est désormais admis par tous : un groupe doit générer un autofinancement supérieur à ses investissements dans les métiers existants.

Ainsi, l'Europe, même si c'est avec un certain retard, se met à son tour à l'heure du changement. Mais la perspective est que les Américains vont continuer à donner le *la* en attendant que d'autres, nouveaux venus en Europe et sur le marché mondial, le donnent à leur tour. Mais, et ce pourrait être l'un des objets de notre discussion, venant après d'autres que nous avons déjà eues à France-Forum, j'ai tendance à penser que le modèle rhénan a du plomb dans l'aile et que l'Europe, s'agissant des entreprises et de l'évolution économique, doit désormais s'interroger sur les moyens de maintenir sa personnalité, si personnalité il y a. Comment conciliera-t-elle des comportements s'inspirant de *Rerum novarum* et de la tradition social-démocrate avec la nécessaire adaptation au monde moderne dans lequel nous sommes entrés, et qui est encore appelé à fortement changer avec l'apparition de nouvelles chances, de nouveaux marchés, de nouveaux concurrents, de nouveaux entrants.

### Le Japon, principale économie émergente du XX<sup>e</sup> siècle

Claude CHANCEL - Si l'on fait un rapide tour du monde des pays émergents, quatre zones



peuvent être distinguées. La zone de l'Asie de l'Est et du Sud, là où les Bourses deviennent actives (Séoul, Shanghai, Taïpeh, Manille, Djakarta, Kuala-Lumpur, Bangkok, Delhi), et puis trois zones secondaires : l'Amérique latine (Bourses de Mexico, de Sao-Paulo, de Buenos-Aires), et deux zones en filigrane - les pays en transition de l'Europe de l'Est (le groupe de Bratislava, Varsovie, Prague, Budapest) et une zone Sud-Méditerranée (Casablanca, Tunis, Istanbul).

Comme le soulignait Michel Drancourt, le premier pays émergent au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est l'Allemagne. Le prototype des pays émergents au XX<sup>e</sup>, c'est le Japon. En fait, ces deux pays (un éminent géographe allemand du XIX<sup>e</sup> a dit du Japon qu'il était le pays des Prussiens de l'Asie) ont effectivement des ressemblances assez troublantes. En clair ils ont choisi de gérer les affaires de la Nation en soulageant le fardeau du peuple, le tout dans un contexte d'indépendance, ils ont tenté de marier le national et le social. Le Japon a développé une voie asiatique du développement qui a ses dix commandements dont on pourrait s'entretenir et qui reposent sur les fameux quatre piliers : épargne, éducation, entreprise, Etat. On peut donc réfléchir tout à tour sur le parcours du Japon, l'offensive coréenne qui remet en cause la suprématie acquise par ce dernier et ce que nous pourrions appeler l'effet téquila, c'est-à-dire le problème de la non transparence de la finance.

Actuellement il est de bon ton d'oublier le Japon : c'est la nouvelle mode, mais la mode, c'est ce qui se démode. Le Japon continue à exister. Le Japon reste d'abord, c'est le titre d'un livre de Michel Drancourt (1), plus volontaire que jamais et continue à pratiquer, autant que faire se peut, sa fameuse stratégie des points de non-retour, visant à prendre sur ses partenaires, en divers domaines, une avance décisive.

Il demeure redoutable parce que sa stratégie, à ce que l'on sache, a toujours été plus une stratégie de moyens que de fins. Il s'est assimilé le taylorisme et l'a transformé en toyotisme (la diversité dans le standard). Il est par excellence le pays de la connivence et de l'esprit de groupe. L'école au Japon enseigne trois choses fondamentales : l'écriture, la vie en société, le sens de l'esthétique. L'objectif essentiel du Japon est

d'assurer avec continuité et coûte que coûte l'existence de son pacte national et social.

Si vous me demandiez : parlez-nous de l'économie nippone, je vous demanderais tout de suite de laquelle ? Parce qu'il n'y a pas *une* économie japonaise mais au moins trois. Il y a celle des «petits boulots» (exercés par ceux qui viennent à quatre vous proposer de nettoyer votre voiture, les poinçonneurs de ticket conservés par le métro de Tokyo qui, en dehors de leur principal travail répétitif, ont l'œil ouvert sur les problèmes de sécurité et d'accueil). En application du contrat social, ces petits boulots ne bénéficient que d'une très faible rémunération, mais du moins les intéressés sont intégrés au lieu d'être exclus.

La deuxième économie nippone est celle des métiers nationaux dont le Japon tient absolument à garder la mémoire nationale : menuisiers-ébénistes, métallurgistes,...

La troisième économie, la plus visible, est celle, «en état de guerre», de l'automobile, de l'informatique, des nouveaux créneaux du futur où le Japon cherche à se placer et à dominer.

L'économie de la connivence au Japon, c'est évidemment l'économie des réseaux et aujourd'hui le réseau des réseaux ne se limite pas à rapprocher, il est source de création et lieu de future distinction. Les réseaux ce sont les Zaibatsus, les groupes, le M.I.T.I., complétés par des manipulations du yen. Si le dollar peut être parfois yoyo, le yen peut être judo ou sumo.

La montée du yen a commencé en 1985 après l'accord yen-dollar. La monnaie nippone a été prise dans la vague spéculative de la fin des années 1980. De 1985 à 1989 la bulle foncière et boursière a multiplié les prix des appartements à Tokyo ou des actifs boursiers par 3, alors que pendant ces mêmes années l'indice de la richesse japonaise passait seulement de 100 à 124. Aussi la Banque du Japon, en 1989 et par étapes, a-t-elle rehaussé le taux de l'escompte, ce qui a enclenché le processus de crise, mais rétabli les comptes du Japon. En avril 1995 le yen s'échangeait à 78 contre 1 dollar, aujourd'hui à 112/113 yens. De l'avis des économistes

(1) «*L'économie volontaire*» - Ed. Odile Jacob, 1989. Ce livre a fait l'objet d'une note de lecture dans le n° 256-257 d'octobre-décembre de France-Forum p. 60

japonais, le Japon garde une monnaie sous-évaluée de 15 %, ce qui profite à ses exportateurs, et les autres pays de l'Asie de l'Est peuvent se faire quelque souci, cette sous-évaluation pouvant être utilisée pour remaîtriser l'arrière-cour du leader que reste le Japon. Prenons garde ! peut-être le mécanisme de sortie de crise est-il

l'automobile électronique, les produits high-tech. Face à un formidable marché domestique de 120 millions de consommateurs, le Japon cherche maintenant à susciter au niveau du tertiaire une quatrième vague : objet actuellement d'une réflexion très approfondie.

*Corée : sous l'apparence du «matin calme», une âpreté et une combativité économiques sans égales*

déjà enclenché au Japon alors que certaines monnaies européennes continuent à camper sur les hauts plateaux : une industrie nipponne revigorée pourrait bien recommencer d'ici peu à tourner à plein dans les vallées automnales et embrumées du Japon.

Autre aspect à signaler, le fameux «techno-globalisme» du Japon, autrement dit la recherche éperdue de la quatrième vague de production. La première vague date des années trente : textile et pacotille. La seconde : les industries lourdes et chimiques. La troisième :

Ce pays n'est jamais en repos. Nous avons enregistré en septembre 1996 une très mauvaise nouvelle pour nos constructeurs automobiles européens, le lancement par Mitsubishi Motors, annoncé au Salon mondial de l'automobile à Paris du moteur à essence à injection. Rappelons que les Japonais distinguent trois étapes de créativité : la recherche fondamentale, la transformation des résultats techniques de la recherche fondamentale en produits technologiques, enfin la capacité à vendre. Certes, Renault ou Peugeot ont déjà mis au point ce

moteur, mais quatre à cinq années leur seront nécessaires avant de transformer la mise au point technique ultime en produit véritablement commercial.

Reste que, comme les grandes nations industrielles européennes, le Japon risque de se heurter rapidement aux problèmes de vieillissement, de financement et d'apparition de nouveaux concurrents. Bref, comme chez nous, cette «économie nipponne de la revanche» va être aux prises avec le problème de la société civile.

### **La compétition Corée-Japon**

L'économie coréenne constitue un prototype particulièrement représentatif des nouvelles économies émergentes. Les Japonologues coréens disent eux-mêmes que, pour comprendre la Corée, il faut connaître le Japon. Prenons deux exemples de grandes firmes coréennes, Samsung et Daewoo. *Samsung* est aujourd'hui pratiquement plus grosse qu'IBM, deux fois plus grosse que Nestlé, sa Division électronique a un chiffre d'affaires qui représente les deux-tiers de Philips. C'est le premier producteur de mémoires du monde. A une quinzaine de kilomètres de Séoul, une usine emploie 30.000 salariés : l'électronique est le point fort de Samsung. En Corée on parle d'entreprises mammoth et d'entreprises pieuvres ; elles veulent littéralement tout et Samsung a décidé de devenir l'un des dix premiers constructeurs d'automobiles d'ici l'an 2000. Jusqu'à cette date la Corée espère vendre 5 millions de véhicules, tout en continuant à en importer 80.000. Samsung est considérée en Corée comme la plus nipponne des entreprises coréennes, ce qui n'est pas un mince compliment pour un pays qui rêve nuit et jour de faire subir à l'ancienne puissance coloniale une lourde défaite économique. En clair, Samsung rêve d'avoir le poids de Mitsubishi, sans doute la plus grande entreprise du monde, et la créativité de Sony. Vaste programme !

Second exemple, celui de *Daewoo* dont il a été tant question lors du projet avorté de rachat par cette firme de Thomson multimédia. Cette entreprise, l'un des quatre grands conglomérats coréens, présente l'originalité de n'avoir pas été créée au moment de la guerre, mais seulement en 1967, et d'avoir été l'une des rares sociétés

coréennes à débiter dans le commerce, en quelque sorte sous la forme d'une sosha nipponne. Actuellement Daewoo est prise d'une véritable frénésie de production : après avoir occupé le marché domestique, puis s'être partiellement délocalisée, la firme a entrepris de racher tous ses concurrents étrangers. Actuellement, atteinte d'une véritable boulimie, Daewoo prétend produire de tout, un petit peu comme au temps jadis Mitsubishi, tout, du berceau jusqu'au tombeau, du cure-dents jusqu'au sous-marin atomique, si c'était possible ! Ainsi retrouvons-nous avec des firmes de ce type le capitalisme de type américain du XIX<sup>e</sup> siècle. Kim, le PDG de Daewoo est le fils d'un instituteur coréen. En 1967, il part de Séoul pour Londres où il est censé rejoindre sa petite amie. Il fait un *stop over* comme l'on dit à Singapour, va voir des clients dans la même ville et dit «voilà ! ces échantillons sont fabriqués en Corée» parce qu'il avait compris tout de suite qu'en Corée, en l'état des salaires en ces années 60, on pouvait produire moins cher qu'à Singapour. Il oublie sa fiancée à Londres qui attendra..., il rentre à Séoul après avoir enregistré des commandes : c'est le début de l'aventure Daewoo. Il s'agit donc d'un capitalisme extrêmement agressif, mais reposant à l'évidence sur une collusion des grandes entreprises avec l'Etat, collusion qui aujourd'hui encore met aux prises ces grands conglomérats avec la société civile.

### **La finance, talon d'Achille des pays émergents d'Asie**

Troisième point méritant réflexion, le problème des finances. De la connivence à la transparence. En effet, la crise nipponne de 1990 à 1995 que nous avons précédemment évoquée a été essentiellement l'éclatement de la bulle financière. Qu'est-ce qui fait actuellement scandale au Japon, pour le plus grand bonheur des Etats-Unis, qui continuent comme le soulignait Michel Drancourt, et quoi qu'on en ait dit sur leur prétendu déclin, d'édicter et d'imposer les nouvelles normes du capitalisme mondial ? C'est d'abord que les multiples collusions à la base du système politico-économique nippon sont désormais portées à la connaissance de l'opinion publique : les coopératives agricoles

sont liées et les yakusa, des gangsters, font, avec des paysans, des managers, partie de l'*establishment*. Ensuite, pour fuir le contrôle du Ministère des Finances japonais et de la Banque du Japon, les banques nippones ont créé des maisons de crédit qui ont prêté tout ce qu'elles pouvaient, lâché la bride du crédit dans les années 80 et aujourd'hui il va falloir régler, apurer les mauvais comptes du Japon. S'ajoutent les scandales dont vous avez entendu parler, celui de la Banque Daewa, pour un temps interdite de séjour aux Etats-Unis puisque l'ampleur de son déficit avait été dissimulée aux autorités américaines.- et, en 1996, on n'arrête pas le progrès, celui de la fameuse affaire Sumitomo qui a spéculé sur le cuivre. En ce dernier cas, un seul courtier a fait subir à sa firme des pertes dont le montant a été tenu secret, la Banque des Etats-Unis et la Banque du Japon ayant, pour éviter un *crash* sur les cours du cuivre, engagé les sommes nécessaires. Certaines estimations font état d'un «trou» de 20 milliards de francs - du fait, encore une fois, des imprudences et des malversations d'un seul homme ! Les Etats-Unis ont eu alors beau jeu de sanctionner les établissements en cause, en baissant leurs ratios d'évaluation, en leur imposant de nouvelles normes, occasion de freiner sévèrement l'essor de l'industrie financière du Japon, pour le plus grand bénéfice de ses rivaux américains. Ce qui n'a pas empêché Samsung et Daewoo d'édifier une tour de 446 mètres de hauteur, record mondial, et de se donner le plaisir, assez prisé en Asie, de battre les Etats-Unis au moins sur ce terrain.

### **Ressorts profonds du dynamisme asiatique**

Quelles leçons tirer de cette observation des économies émergentes d'Asie ? Les PME ne vivent qu'à l'ombre des grandes firmes multinationales, au Japon comme en Corée. Au Japon, du donneur d'ordre principal au dernier sous-traitant on peut dénombrer à peu près cinq niveaux de travail. Même chose naguère pour l'Allemagne : il nous faut insister sur le sens du mot allemand *Mittelstand* qui désigne à la fois les fameuses PME allemandes des *Länder* et les classes moyennes, ces classes moyennes qui sont actuellement l'enjeu que l'on connaît. Ce que l'on peut provisoirement retenir, c'est, dans les économies émergentes, l'importance atta-

chée à la taille critique, la nécessité de solder les mauvais comptes quoi qu'il en coûte, condition nécessaire, semble-t-il, à la reconstitution de nouvelles réserves de croissance. Mais en même temps nous devons insister sur l'importance du marché domestique : il ne saurait y avoir de capitalisme dynamique sans consommation nationale tonique. C'est un petit peu la croisée des chemins entre le premier thème et notre second. Ensuite vraisemblablement convient-il de souligner la nécessité de visions lourdes, d'options lourdes, à long terme, combinées là encore avec un pilotage à vue. Marier la force et la souplesse avec la nécessité, en matière d'emploi, de retrouver, au cas où elle serait perdue ou effritée, une sorte de confiance structurelle.

Le dernier thème à mettre en lumière, un peu plus original, est peut-être le problème du temps et de son utilisation. Le temps oriental est une nappe de longue rêverie à laquelle succèdent des exécutions fulgurantes. En tant que Français je me pose, et je ne suis pas le seul, la question de notre temps et de nos rythmes. Selon un proverbe africain les Occidentaux ont une montre mais n'ont pas le temps. Or précisément les managers japonais savent déléguer le travail pour justement mieux réfléchir à leur stratégie. Nous avons également en France un problème de rythme, parce que notre fameux Kim, le PDG de Daewoo, ne fait jamais la trêve des confiseurs. Je parie que, pendant les prochaines fêtes de Noël, il passera ses vacances au Moyen Orient parce que là, évidemment, Noël n'ayant pas la même signification, il pourra continuer à conclure des contrats pour la construction et pour les grands ensembles au Moyen Orient. En France nous observons la trêve des confiseurs, la trêve des vacances de neige, la trêve estivale, les week-ends de quatre jours du mois de mai... certes pourquoi pas ? mais nous avons à réfléchir au temps et au rythme. A l'instar de ce que ces pays ont fait à notre égard, nous aurions intérêt à étudier de manière plus approfondie le Japon, la Corée, les économies émergentes, ce qui ne serait qu'une autre façon de repérer, mettre en lumière et définir nos propres problèmes.

\*  
\*\*

*A la suite de ces deux interventions, un débat s'est engagé au cours duquel ont été notamment évoquées les questions suivantes :*

**Projet - depuis lors remis en cause - de cession de Thomson Multimédia au groupe Daewoo.**

**Claude CHANCEL** - Dans les relations entre la France et la Corée, il convient de ne jamais perdre de vue les trois faits suivants :

- A ce que je sache notre commerce avec la Corée est bénéficiaire, donc il n'est absolument pas vrai que nous soyons à tous les coups perdants dans nos accords avec la Corée. Reste qu'il faut veiller à éviter la déculturation des salariés de Daewoo en France.

- Vous connaissez le proverbe japonais : «pourquoi acheter ce qui a été inventé et pourquoi chercher ce qui a déjà été trouvé ?»... Les pays émergents d'Asie seront toujours très intéressés par l'acquisition - voire le pillage - de nos savoirs et de nos techniques de pointe.

- Autre proverbe japonais : «tant qu'il y aura des terres à conquérir le samouraï s'en emparera». Or les Coréens sont les samouraïs des samouraïs. Pour élargir leurs parts de marché, les capitalistes des pays de l'Asie de l'Est utiliseront sans complexe tous les moyens, notamment la sous-évaluation maintenue aussi longtemps que possible de leurs monnaies, et la fameuse stratégie des points de non retour, dont nous avons déjà parlé - de telle sorte, en ce dernier cas que lorsqu'ils seront contraints d'accepter des accords d'auto-limitation, l'écart ait déjà été creusé. En outre, à l'instar de Colbert, champion du mercantilisme, ils chercheront toujours à exporter au maximum et à importer le moins possible - en tout cas, à ne jamais importer à ce que l'on a espoir de produire rapidement.

**Michel DRANCOURT** - Je voudrais, pour compléter ces indications d'ordre général appeler l'attention sur quelques caractéristiques tant de Thomson que de Daewoo.

Aujourd'hui, moins de 10 % des ventes de Thomson Multimédia se font sur le marché français, 20 % sur celui des autres pays euro-

péens, 28 % sur le marché américain, et l'espoir est de bénéficier au maximum du grand potentiel de développement des marchés des pays émergents. Cela fait longtemps que Thomson est en rapport avec les Coréens, mais, jusqu'alors, ce n'était pas avec Daewoo, mais avec Samsung, pour la fabrication de composants, ou avec les Japonais pour les magnétoscopes.

Le problème de l'alliance avec des Coréens ou autres n'est donc pas nouveau. Mais la difficulté réside dans la capacité financière à développer ce type d'activité le plus rapidement possible. Or, pour l'instant, dans ces domaines tout le monde est perdant. Les Japonais ont mené la stratégie que décrivait Claude Chancel - conquête de parts de marché en cassant les prix avec l'objectif (presqu'atteint) de tuer Philips ou du moins cette part d'activité de Philips, d'écoeurer les Américains (il n'y a plus de producteurs américains en ce domaine), et d'épuiser Thomson. Tout le monde s'est dit : il arrivera bien un jour où les Japonais seront obligés de mettre fin à cette course au prix le plus bas, ne serait-ce que pour afficher des bénéfices et renouveler leur production. Sony traverse effectivement aujourd'hui une crise. Mais le maintien n'a pas été «raisonnable» pour autant.

Les Japonais n'ont pas vu venir la menace des Coréens qui jouent strictement le même jeu qu'eux. Puis viendront les Chinois.

Si vous avez de l'argent à mettre, ne le mettez pas dans les produits bruns sauf si vous avez une puissance financière vous permettant d'attendre longtemps une rentabilité. Cela aurait pu être le cas de Thomson si Thomson était resté appuyé sur le téléphone. Le montage qui avait été prévu dans l'opération Thomson multimédia-Daewoo envisagée me rend très perplexe en raison de la faiblesse financière à terme de l'acquéreur Daewoo. Le problème reste entier - non seulement pour Thomson, mais aussi pour Philips et demain peut-être pour Sony.

Plus précisément, l'espoir chez Thomson se fonde sur le numérique où le groupe a pris une sérieuse avance technologique. Mais cette avance ne devient rentable, au bout d'un certain temps, qu'à condition de mobiliser d'importants moyens financiers que Daewoo ne possède pas,

sauf à grossir encore son endettement. Une catastrophe financière n'est pas exclue mais, c'est une des lois du capitalisme : après un *crash*, un redémarrage sur des bases nouvelles demeure possible.

Bref, la question essentielle est la suivante : «Quel est le groupe ayant les reins assez solides, du point de vue financier, pour attendre que les promesses techniques de Thomson multimédia deviennent rentables ?».

### Capitalisme et humanisme

*«Et la place de l'homme dans tout cela ?» ; tel est le point commun de nombreuses questions posées aux conférenciers. On a dit que les cultures coréennes, japonaises avaient des concepts, une manière de voir la vie, de mesurer le temps, profondément différents des nôtres. Mais que va-t-il se passer en Europe où, semble-t-il, le système en vigueur de régulation de l'économie a conduit à faire tantôt du mauvais socialisme, tantôt du mauvais capitalisme.*

*On ne peut éviter aujourd'hui en France, mais non plus en Allemagne, en Europe, d'aller au-delà du traitement social du chômage. Dans l'immédiat, il faut, ne serait-ce que pour des raisons morales et sociales, empêcher que des gens qui sont tout à fait capables, qui ont 40 ans, qui ont du punch et une formation parfois de grande qualité, se trouvent sur le pavé et soient peu à peu conduits à la désespérance. Mais il faudra peut-être aussi réfléchir au long terme, aux problèmes que pose l'évolution vers une société sans travail.*

*Les Etats-Unis inventeraient, dit-on, une nouvelle forme de capitalisme. Ils connaissent une reprise économique, bénéficient de grandes capacités intellectuelles et d'imagination. Le chômage y est très réduit par rapport aux pays européens mais n'y constate-t-on pas simultanément un certain appauvrissement de la population. N'est-ce pas le prix dont, déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, il a fallu payer l'essor industriel ? Sauf peut-être en Allemagne où, au moment de sa grande expansion industrielle, après la guerre de 1870-71, Bismarck, le premier en Europe, a fait adopter des lois sociales.*

*Par ailleurs, n'oublie-t-on pas trop souvent*

*que le capitalisme ne devrait pas se désintéresser des problèmes de distribution et d'aide à la consommation ? Joseph Schumpeter disait que le propre du capitalisme n'était pas de fournir aux rois et aux reines davantage de bas de soie, mais de mettre les bas de soie à portée des simples ouvriers.*

**Michel DRANCOURT** - Je comprends ces préoccupations. Les Etats-Unis ne se désintéressent pas non plus de la place et du rôle des hommes dans la société : voir le livre, stimulant pour la réflexion, de W. Reich, secrétaire d'Etat américain au travail, selon qui, dans son pays, les 3 ou 4/5e de la population s'insère parfaitement, alors que le reste, laissé pour compte, s'appauvrit.

Plusieurs constats. Premier constat, qu'il m'est arrivé de faire devant des évêques et des ecclésiastiques : la redistribution des richesses, si longtemps réclamée, au profit des pays sous-développés est en train de s'opérer, mais, c'est vrai, au prix, dans un certain nombre de pays, d'un appauvrissement relatif de certaines catégories. Le petit qualifié, le sous-comptable français de Limoges, est désormais en concurrence directe avec son équivalent indien, qui parle anglais, a une meilleure formation que lui et travaille onze heures par jour.

Deuxième constat : s'agissant des préoccupations relatives aux hommes, ce que je connais du capitalisme américain est nettement supérieur à ce que je connais du capitalisme français. Pourquoi ? Parce qu'aux Etats-Unis, si on n'en fait pas beaucoup le thème des discours, on est très attentif à l'efficacité, veillant à ce que les gens qui travaillent chez vous se sentent à l'aise. Seulement, en France, on a donné aux gens l'habitude de soigner leurs doigts de pied quand ils ont un peu mal aux pieds. Aux Etats-Unis quand vous avez mal aux pieds vous vous débrouillez pour régler ce problème et vous souhaitez être bien payé.

La charte la plus intéressante que je connaisse quant au contact avec les gens est celle de Hewlett-Packard. Vous avez aux Etats-Unis énormément de firmes où les fondateurs ont donné des chartes (Motorola, Dana, ...). Certes,

cela ne garantit pas contre les suppressions d'emplois, mais s'il y a des licenciements, il y a aussi de l'embauche. Et il existe aux Etats-Unis une culture «contractuelle», très différente de notre culture «statutaire».

Je ne méconnais pas l'importance des progrès sociaux réalisés en Allemagne depuis Bismarck, ni les avantages du système social européen. Mais s'attaquer au chômage pour le chômage, sans prendre en considération - ou en le faisant de manière insuffisante - le contexte économique et financier, national et international, peut aboutir à un résultat inverse de celui cherché. En Allemagne même, avec Hitler, les conséquences furent plus tragiques encore.

Notez qu'une des raisons de la supériorité du système américain sur le nôtre et de son efficacité en matière de création d'emplois est qu'il est entièrement orienté vers les activités de demain : c'est évident dans les secteurs des télécommunications, de l'informatique, du film, de la télévision, de l'édition... En France, à l'inverse, nous nous enfermons dans nos statuts et notre idéologie, et les considérations humanistes mises en avant dissimulent parfois la défense d'intérêts particuliers. Le développement est bloqué, et le chômage s'accroît.

**Claude CHANCEL** - L'un des événements majeurs à l'heure actuelle, c'est que les trois grandes civilisations du monde - les fils de la Grèce, c'est-à-dire l'Occident, les Chinois qui s'inspirent de Confucius, le continent indien marqué par le bouddhisme - sont de nouveau en voie de retrouver une égalité de richesse - comme ce fut le cas au XVII<sup>e</sup> siècle avant que la révolution industrielle ne vienne provisoirement rompre cet équilibre au profit de l'Occident. Jean Boissonnat disait que l'art de la prévision est très difficile surtout lorsqu'il s'agit du futur : nous allons en tout cas, dès le début du XXI<sup>e</sup> siècle, vers un monde tripolaire.

Pour s'en tenir aux pays émergents d'Asie, les préoccupations n'y sont pas exclusivement économiques. Au Japon, parmi les huit ou neuf commandements de la déontologie managériale, figure celui de «traiter correctement son personnel». Mais il ne s'agit pas de paternalisme. La culture japonaise n'a pas les mêmes concepts que les nôtres. Les Japonais sont pragmatiques.

Le «nipponisme» renvoie dos à dos le «mauvais socialisme» et le «mauvais capitalisme» dont on vient de parler.

Quant à la Corée, Michel Jobert a fait observer, dans sa préface à mon livre «Le défi coréen» (Eyrolles, 1993) que, pour parvenir aux mêmes résultats économiques que la Corée, il faut avoir une culture - nous l'avons -, et faire une révolution culturelle - qui nous reste à accomplir pour devenir plus forts et mieux adaptés à notre époque.

### **Une deuxième révolution industrielle pour l'Europe, mais laquelle ?**

**Michel DRANCOURT** - Plusieurs aspects doivent être évoqués :

- L'irruption et le développement d'Internet vont certainement provoquer quelques secousses et préparer un nouveau type de relations économiques. Des développements spectaculaires sont effectivement appelés à se produire, dans l'assurance comme on l'a fait remarquer, en matière de télécommunications,... domaine où la France a pris quelque retard.

- La création de l'euro est indispensable. Aujourd'hui ni le Franc, ni même le Deutschemark - pour ne pas parler d'autres monnaies - ne font le poids vis-à-vis du dollar dans les transactions internationales. Préoccupons-nous des moyens et conditions de réalisation de cette monnaie unique plutôt que, déjà, de ce que devrait être sa valeur en dollar (qui varie d'ailleurs au jour le jour).

- La structure des entreprises doit se moderniser. Les hiérarchies rigides ont à faire place à une autonomie croissante, associée naturellement à une plus grande responsabilité, des composantes du groupe. Le processus est d'ailleurs en cours. Quant aux avantages et inconvénients d'une monnaie stable pour le développement de l'industrie et des services, la question mériterait d'être creusée, plus qu'elle ne l'est actuellement.

- Certains prédisent ou souhaitent une diminution du poids de l'industrie dans l'ensemble de la production. Je ne partage pas l'engoue-

ment romantique de quelques-uns pour une ère «post-industrielle», dans laquelle les services deviendraient prédominants. Aux Etats-Unis, l'industrie compte toujours pour 22 % dans le Produit intérieur brut (PIB) - comme en 1912. En fait toute notre société, y compris dans ses aspects «tertiaires», se discipline, c'est-à-dire s'*industrialise* (2).

- Plus généralement - et sans nier les exigences de solidarité que certains intervenants ont rappelé non sans véhémence -, le fait - unique en son genre - qu'en France 13 millions de personnes tirent, directement ou indirectement, leurs revenus de la puissance publique, ce qui signifie qu'ils sont, d'une manière ou d'une autre, rémunérés par les 13 millions qui travaillent dans le secteur privé explique que les entreprises n'y soient pas toujours aussi dynamiques et efficaces que chez nos concurrents. En tout cas, elles n'ont pas fait preuve d'un redressement aussi spectaculaire et rapide que celui constaté ces dernières années aux Etats-Unis, sous l'aiguillon de la concurrence internationale. En France, il est vrai, la tradition étatique est pesante. Il y a eu Colbert. Et, même encore sous Napoléon III, une entreprise ne pouvait se créer sans autorisation de l'Empereur. En Amérique, il n'y avait pas d'Etat... En France, on se met plus facilement au service du Roi que du consommateur.

A noter par ailleurs qu'au Japon, la grande rigueur du système économique n'empêche pas la considération pour les travailleurs. Et le taux

du chômage, même s'il a aujourd'hui tendance à augmenter, demeure très faible par rapport à tous les pays occidentaux.

**Claude CHANCEL** - Le développement du partenariat avec les pays asiatiques émergents, l'entrée de la Corée, après le Japon, dans le «Club des riches» leur imposeront de rendre des comptes, d'avoir des finances plus transparentes, de se soumettre à certaines règles et certains contrôles, de se doter d'un système social... On peut leur faire confiance : ils freineront le mouvement vers la dérégulation et mèneront bataille pour obtenir des systèmes dérogatoires.

Mais ils ne manqueront pas simultanément de tout faire pour consolider leur puissance industrielle, tout en s'appliquant à développer, avec les mêmes méthodes de dynamisme et de rigueur, «une industrie de services».

Ne sous-estimez jamais l'âpreté et la combativité de ces pays, notamment de la Corée, ni leur ténacité et leur habileté à «pillar» les connaissances et le savoir-faire accumulés par leurs rivaux d'Occident.

---

(2) Pour moi industrialisation = technique + organisation + comptabilité : ce type de gestion pourrait s'appliquer même aux organismes caritatifs.



# Habiter la cité globale

## Stratégies et institutions économiques

par Michel CAMDESSUS

*A l'heure où la mondialisation accélérée de l'économie et, à un rythme différent - ce qui, en soi, fait problème -, de la politique suscite espoirs et craintes mêlés, il convient de souligner l'actualité et l'importance du Colloque international organisé à Rome, du 30 novembre au 2 décembre 1995, par l'Institut International Jacques Maritain en collaboration avec l'Université de Fribourg (Suisse) sur le thème : «Economie, pour quel avenir ? Pratique économique, pensée de l'Eglise et conditions pour la paix dans le monde». Les travaux en ont été ouverts par le cardinal Roger Etchegaray, Président du Conseil pontifical Justice et Paix, et par Michel Camdessus, Directeur général du Fonds Monétaire International, - les conclusions, tirées par Antonio Fazio, Gouverneur de la Banque d'Italie.*

*Le n° 44 (septembre-décembre 1995) de la revue Notes et Documents pour une recherche personnelle, éditée par l'Institut Jacques Maritain, a rendu compte de ces travaux. Les Actes du colloque seront prochainement publiés en anglais sous le titre «Living in the Global Society» (Ed. Avebury/Ashgate Publishing Group - Hampshire, Angleterre).*

*France-Forum remercie très vivement le Secrétaire général de l'Institut, Roberto Papini, de l'avoir autorisé à reproduire le texte d'ouverture de Michel Camdessus (dont Aggiornamenti Sociali, dans son numéro 3 de mars 1996, a donné la version italienne). Il est inutile de souligner, eu égard aux convictions de l'auteur et à ses hautes fonctions, l'intérêt des solutions qu'il préconise, même s'il a tenu à préciser qu'il ne pouvait offrir que «des vues personnelles surgies de son expérience de praticien».*

**N**ous venons de célébrer deux grands anniversaires : l'un avec éclat, le 50<sup>e</sup> anniversaire des Nations Unies et des organisations de Bretton Woods, l'autre, plus modestement, le 30<sup>e</sup> anniversaire de *Gaudium et spes*. Tous deux nous ont invité à renouveler notre vision d'un monde meilleur à construire, d'autant que, depuis le plus récent de ces deux événements, deux développements majeurs ont encore changé la donne de l'économie mondiale : la chute du mur de Berlin, et la montée des dynamismes de globalisation.

Tous deux ont eu, ou peuvent avoir, des conséquences immenses pour la liberté des hommes et leur fraternité. Tous deux portent un

avenir : celui d'un monde unifié et d'une économie mondiale plus habitable pour les hommes ; de quoi justifier un grand souffle d'espérance dans le monde. Or, ce monde est secoué de doutes, il est à la recherche de repères. Ce monde qui a si inégalement répondu aux espoirs du dernier demi-siècle, ce monde essoufflé dans la course-poursuite entre la misère et le développement, ce monde a peur.

Il est vrai que pour quiconque est en charge d'une parcelle du bien commun, la tâche aujourd'hui est difficile : il faut à la fois gérer une transition douloureuse vers un nouvel équilibre, et s'efforcer d'imaginer de nouvelles stratégies et institutions pour le servir au long de cette

marche si hésitante et douloureuse vers l'unité du monde. Deux questions se posent :

- d'une part, quel est le sens de ce malaise, de cette peur devant cette généralisation de l'économie de marché et cette marche vers un monde unifié ? Que nous révèlent-ils des valeurs et des nouvelles priorités dans la recherche du bien commun pour demain, le 21<sup>e</sup> siècle ?

- d'autre part, quel renouvellement des stratégies et des institutions peut y contribuer ?

**I - Quel est le sens de ce malaise devant le progrès de la globalisation ? Quelles valeurs prennent un relief dans la recherche du bien commun pour le 21<sup>e</sup> siècle ?**

Ce malaise m'interroge très particulièrement puisque l'institution que je dirige s'est vu donner un mandat de la communauté internationale pour faire mieux bénéficier le monde - et tout particulièrement les pays en développement et les pays en transition - des bienfaits du marché et de la globalisation. Mais précisément, marché et globalisation sont en procès.

I - Je ne reviendrai pas longuement sur le *procès de l'économie de marché*, car j'adhère entièrement aux analyses de *Centesimus annus*, ce qui m'amène à dire avec force qu'accepter et promouvoir le rôle central du marché, c'est accepter la compétition comme dynamisme de progrès, sans ignorer son potentiel d'écrasement des faibles et des laissés pour compte. L'accepter, c'est aussi reconnaître que l'Etat et les organisations internationales ont une mission essentielle de surveillance et d'encadrement pour que la compétition reste libre mais se plie aux exigences de la justice et au respect de toutes nos valeurs essentielles qui, elles, n'obéissent pas à la logique des prix. Notons donc tout de suite que, dans l'organisation de la cité globale, il nous faudra assurer la réconciliation de la libre compétition et de la solidarité et, à travers elle, de tout ce qu'exige le respect de tout homme et du tout de l'homme.

2 - *Le procès de la mondialisation* est, lui, encore largement ouvert. Observons donc les faits : le processus a commencé voici quelque temps déjà, mais l'accélération de ce phénomène est précisément la caractéristique de cette fin de siècle. Le processus s'accélère par la

conjonction de divers phénomènes :

- la fin des contrôles des changes, les innovations financières et le progrès dans la transmission de l'information font qu'un marché financier mondial s'est mis en place et fonctionne en temps réel ;

- l'organisation des grandes entreprises en structures de réseaux mondiaux ignorant de plus en plus les frontières nationales ;

- dans le domaine de l'information, la transmission universelle et instantanée des informations ;

- dans la sphère politique, la fin du «grand schisme» et le triomphe - au moins partiel - de l'alliance de la démocratie et du marché ;

- enfin, avec la prise de conscience par l'opinion publique mondiale que certains problèmes fondamentaux de notre temps sont essentiellement transnationaux. La protection de l'environnement est l'exemple le plus évident ; mais qu'il s'agisse de drogues, du sida, de l'argent sale, nous découvrons des problèmes qui, dans leur essence, sont de portée internationale et qui ne peuvent être résolus que très partiellement par chaque Etat-nation.

Il y a là des dynamismes tels que l'on pourrait croire que l'on marche de façon irréversible vers l'unité mondiale.

Serions-nous dès lors sur le point de voir se matérialiser l'utopie du village planétaire, cette autre forme de la «fin de l'histoire» ? Certainement pas ! Pour beaucoup, l'expérience est plutôt celle d'une jungle hostile, de l'instabilité des conditions économiques, de la marginalisation et d'une limitation des chances pour beaucoup. En fait, comme tous les grands phénomènes de l'histoire, la mondialisation est porteuse de chances et de risques. Essayons de les démêler.

a) Les chances sont là. Convenablement maîtrisé, ce phénomène offre des possibilités de progrès extraordinaires en termes d'organisation, d'efficacité, de productivité, de diffusion des connaissances, d'amélioration du niveau de vie et de rapprochement des hommes. En un mot, il peut contribuer à ce que se produise dans l'ensemble du monde une croissance plus forte,

mieux équilibrée et propice au développement des pays pauvres. A-t-on suffisamment remarqué, par exemple, que la combinaison de l'apparition d'un marché mondial unifié de l'argent et de l'application persévérante de politiques macro-économiques et financières rigoureuses dans un nombre notable de pays en développement a permis que les flux de capitaux privés dans leur direction aient plus que décuplé entre 1983-89 et 1990-94, s'établissant en moyenne à 105 milliards de dollars par an, soit un chiffre environ double de celui de l'aide publique au développement, elle-même en déclin ? Nous assistons donc là à une chance d'accélération du processus de développement que les efforts publics de solidarité n'auraient pas permis de réaliser. A-t-on suffisamment remarqué aussi que c'est la forte croissance de ces pays en développement qui, dans les années 91-92, a épargné au monde pris dans son ensemble une phase de récession, démontrant ainsi qu'ils avaient su construire l'autonomie de leur croissance par rapport à celle des pays industriels qui ne sont plus de ce fait les seuls moteurs de la progression de l'ensemble mondial ?

Pour très fragile, pour très incomplète que soit, surtout au plan social, leur réussite, les pays en développement où l'ajustement a réussi ne montrent pas seulement la voie du progrès aux autres pays en développement. Ils ont aussi montré aux pays industrialisés qu'il n'y a pas de moyen plus efficace de hâter et d'affermir leur propre activité, ni de meilleur investissement, que de hâter et d'affermir la pleine intégration des pays en développement et des pays en transformation au système économique mondial, que de hâter en quelque sorte la mondialisation. On pressent donc qu'il y a là des chances qui peuvent être saisies !

b) Et pourtant, pour l'instant, pour beaucoup de nos contemporains, la mondialisation est surtout un univers qui se construit sans eux et dont ils connaissent surtout les méfaits ! Un fait évidemment saute aux yeux, c'est l'hétérogénéité du phénomène, qui s'applique aux biens, aux services, aux capitaux, mais d'une façon très inégale aux hommes. Tout se passe comme si de quelque manière la globalisation était encore inhabitée. Ses dangers - particulièrement sociaux - sautent aux yeux et contribuent à une

sorte d'angoisse, une sorte de nouvelle «grande peur» de fin de millénaire. Cette peur est particulièrement forte dans les vieux pays industriels. Même dans un pays comme le mien, la France, qui en termes macro-économiques bénéficie très évidemment de la mondialisation, un pays qui se flatte de son ouverture universelle, «le pays des droits de l'homme», prêt à s'enflammer pour des causes universalistes, le trouble est profond et la mondialisation - perçue négativement - est déjà au cœur des débats nationaux les plus difficiles. Robert Reich le montre bien dans son analyse sur l'organisation en réseaux des entreprises mondialisées : «Les forces centrifuges de l'économie globale détruisent les liens de solidarité entre citoyens, en enrichissant toujours davantage les plus qualifiés tout en condamnant les autres au déclin de leur niveau de vie, particulièrement les titulaires d'un emploi de production ou de service de caractère personnel, voué à plus de précarité et à des rémunérations plus faibles» (1).

Ce qui est vrai au niveau des individus s'applique aussi d'une certaine manière à celui des pays. L'hétérogénéité du processus de mondialisation et de la diffusion de ses bienfaits crée un risque de marginalisation de pays, voire de régions entières - certaines parties de l'Afrique en particulier. Ce risque de marginalisation des plus pauvres est encore accru par le fait que les pays les plus avancés tendent à concentrer l'aide au développement sur les pays pauvres qui manifestent le mieux leur volonté de mobiliser toutes leurs propres ressources pour s'en tirer par eux-mêmes. Ce risque de marginalisation accrue s'accompagne évidemment, avec la pression démographique, de celui de pressions migratoires massives.

La manière dont l'économie de marché s'implante dans les anciennes économies planifiées ou dont les réformes s'opèrent dans bien des pays en développement ajoute à ces menaces. Elle nous rappelle les moments les plus cruels du capitalisme sauvage à la fin du siècle dernier. La soif d'emploi et de revenus monétaires, la faiblesse de l'Etat sont telles que bien souvent les droits de la personne et des travailleurs sont piétinés. Corruptions, violences se multiplient.

(1) Robert REICH, *L'économie mondialisée*, Dunod, Paris 1993.

Les usines polluantes sont exportées sans souci pour l'environnement ou la santé des populations. La croissance est là, certes, mais non cette croissance de haute qualité que nos institutions cherchent à promouvoir. Que vaut cette mondialisation si elle n'est qu'un moyen pour les cyniques d'échapper à toute norme éthique et à la loi ?

Ajoutons à ce panorama le danger que les conflits commerciaux s'exacerbent, que les pratiques économiques illégales se multiplient, et que des crises financières éclatent. Ne suffit-il pas de rappeler qu'à trois occasions au moins durant les dix dernières années, l'économie mondiale s'est vue secouée par le poids du surendettement, la fluctuation aberrante des taux de change et les vagues spéculatives ? La plus récente, la crise mexicaine de 1995 - la quatrième ! - a été un formidable révélateur des risques financiers de la globalisation.

3 - Alors que penser d'un tel mélange de chances et de dangers ? Faut-il que les espoirs de voir ces dynamismes de globalisation servir l'avènement d'un monde unifié et plus fraternel ne soient que chimères ? Ou peut-on croire avec le Père Teilhard de Chardin « que c'est Dieu lui-même qui attire les hommes et les atteint à travers le processus unificateur de l'Univers » ? A chacun évidemment de répondre à une telle question du fond de ses propres convictions ! Je serais, pour ma part, porté à aller chercher inspiration pour y répondre chez un autre Auvergnat illustre, Blaise Pascal : « Il faut parier ! ». Je prends donc le pari qu'il y ait là un de ces signes des temps dont parle St Matthieu (2), une chance nouvelle donnée à notre monde ; il n'y a rien à perdre à prendre ce pari, et une formidable énergie pour une construction fraternelle du monde à le gagner. Un pari, certes, mais un pari mobilisateur puisqu'il nous fait obligation d'assumer ces dynamismes ambivalents pour faire qu'ils concourent à l'avènement et à l'organisation d'une société plus fraternelle.

Les signes des temps n'annoncent jamais des solutions-miracles aux problèmes du monde, ils sont invitation à un effort porté par une espérance. Nous le sentons bien, il s'agit d'*humaniser les dynamismes de globalisation* en portant à maturité tous leurs germes de croissance et de

solidarité accrues, tout en contenant les forces de marginalisation. Deux valeurs, qui sont au cœur de la conception chrétienne de l'homme, revêtent une importance capitale dans cette perspective :

- *la responsabilité* de chaque individu, mais ici je parlerai de celle de chaque pays pour réaliser son propre destin et pour apporter sa contribution irremplaçable au bien commun collectif ;

- *la solidarité* pour harmoniser les logiques de compétition et de coopération.

De la vigueur ou de la faiblesse du couple responsabilité-solidarité dépend pour l'essentiel notre destin commun.

Sachant que nous ne partons pas d'une situation de table rase mais d'un monde où facteurs d'intégration et de marginalisation sont à l'œuvre, essayons de mieux percevoir maintenant comment de telles valeurs devraient s'exprimer en stratégies nouvelles et en renouvellement des institutions pour que les dynamismes de la globalisation servent l'humanisation du monde.

## II - Renouveau des stratégies

Je le redis, nous ne partons pas de zéro ! Depuis quelque temps les responsables de l'économie mondiale ont progressivement identifié les défis de la globalisation et tentent de leur apporter des réponses. Du travail s'opère dans le monde et au sein des institutions pour mieux définir et d'ores et déjà mettre en œuvre une stratégie de développement soutenable pour une économie globalisée. Si vous lisez par exemple les communiqués des derniers Sommets ou du Comité intérimaire du FMI, vous verrez que nos dirigeants font leur possible pour mettre en place les éléments-clés de régulation d'une économie mondialisée : libre commerce, contrôle de la compatibilité réciproque des politiques macro-économiques et de changes, soutien aux pays en transition et en développement qui s'efforcent d'avancer vers l'économie de marché et de croissance... Il n'en reste pas moins beaucoup à faire pour accréditer auprès de l'opinion publique et introduire effec-

(2) Mt 16,2-5.

tivement dans nos stratégies une dimension accrue de responsabilité, de coopération et de solidarité. Demandons-nous donc quels changements réalisables aujourd'hui pourraient être introduits dans nos stratégies pour progresser vers une gestion plus responsable des économies et une pratique plus efficace de la solidarité.

A - *Une gestion plus responsable des économies*

Je suggérerai trois points d'application de cette gestion plus responsable :

- la rigueur dans la gestion économique d'ensemble,
- la recherche d'une croissance continue sur le développement humain et
- la réforme de l'Etat.

1 - *La rigueur dans la politique économique d'ensemble de chaque pays.* La rigueur ! Il suffirait peut-être de dire la rectitude. Dans un monde où des crises aussi graves que celle du Mexique peuvent se déclencher à l'improviste, la conduite de la politique macro-économique ne tolère plus d'à-peu-près. Il n'est rien de plus indispensable pour contenir les risques et maximiser les chances de la globalisation que cette forme première de la responsabilité pour les dirigeants des pays que sont la rectitude et, là où il le faut, la rigueur des gestions.

Cet impératif s'impose aux grands pays industriels d'abord, en raison de leurs responsabilités systémiques ; mais il s'impose tout autant aux pays « émergents » qui doivent établir ou renforcer leur crédibilité sur les marchés, ou aux pays les plus pauvres menacés de marginalisation. On n'obtiendra pas l'humanisation d'une économie globalisée par moins de rigueur dans les pays industriels ou moins de discipline dans l'ajustement structurel des pays en développement mais, tout au contraire, par un sens renouvelé de l'urgence dans l'adaptation structurelle de toutes les économies - industrielles, en transition ou en développement.

Je sais que l'ajustement structurel n'a pas bonne presse. Je connais les souffrances qui l'accompagnent partout. J'entends les protestations innombrables, les contestations d'un pré-

tendu modèle par des économistes et les cris de certains pasteurs qui expriment le désespoir de leurs peuples et appellent une alternative. Comment y être insensible ? Mais comment ignorer aussi ce qu'une expérience universelle nous enseigne ? C'est le sérieux de cet effort d'ajustement qui crée les meilleures chances de soutien extérieur et de croissance équilibrée pour demain. A cela, je n'ai guère trouvé d'alternative crédible. Si l'ajustement structurel est la seule voie, à nous - gouvernements, institutions, syndicats, organisations non gouvernementales (ONG) - d'essayer de l'humaniser au mieux. Mais, dans le contexte d'aujourd'hui, tout renvoi au lendemain de l'effort nécessaire peut avoir des conséquences dramatiques.

Il est essentiel que des progrès importants soient accomplis avant que la conjoncture mondiale ne se retourne, peut-être plus tôt que prévu, et probablement avant la fin du siècle ! Combien indispensable aussi cette exigence lorsqu'il s'agit des pays d'Afrique et des pays les plus pauvres dans leur course poursuite entre le développement et la croissance démographique !

Pour eux il n'y a pas d'alternative à la rigueur, sinon la marginalisation et la stagnation. Tous les pays, mais particulièrement les pays en développement et en transition, doivent donc prendre des mesures pour réduire au minimum les risques qui ont été illustrés de manière si éloquente par la crise mexicaine. Il leur faut, plus que jamais, resserrer la discipline macro-économique pour assurer aux investisseurs nationaux ou étrangers un environnement stable. Et n'oublions pas que, si les capitaux extérieurs peuvent apporter un complément utile - et parfois vital - à l'épargne intérieure, ils ne sauraient s'y substituer : l'épargne intérieure gérée par des institutions financières solides reste la clé de l'investissement et d'une croissance durable.

Les défis de la mondialisation sont donc une raison de plus pour les pays en développement ou en transition d'accélérer leurs efforts d'ajustement et de réforme. Pour trouver leur véritable sens cependant, ces efforts doivent être tendus vers l'objectif ultime du développement humain.

2 - *La recherche d'une croissance de haute*

*qualité centrée sur l'objectif du développement humain.* Il est essentiel qu'au moment où la globalisation renforce les exigences de discipline de gestion et les sacrifices qu'elles impliquent pour tous, leur raison d'être ultime soit clairement affichée. Chacun doit percevoir que ce qui est en jeu est une croissance soutenable, capable d'assurer durablement le plein emploi et le recul de la pauvreté, capable de promouvoir une plus grande équité renforçant l'égalité des chances, combattant l'exclusion et respectueuse des libertés humaines, de la diversité des cultures et de l'environnement ; une croissance enfin qui aura d'autant plus sa chance qu'elle se situe dans un contexte de participation démocratique et d'effort continu d'amélioration de la gestion des affaires publiques et de combat contre la corruption et la criminalité. Nous connaissons tous le potentiel de contagion internationale de ces fléaux de notre temps. Si l'on peut parler des devoirs de bonne citoyenneté mondiale des Etats, il est clair que l'un des premiers d'entre eux serait de se réformer pour les contenir, puis les éliminer.

3 - *La réforme de l'Etat.* Ainsi au moment même où l'horizon mondial s'élargit, la réforme de l'Etat pour le rendre mieux à même d'assurer ses tâches de souveraineté et de solidarité devient une condition d'une bonne intégration de chaque pays dans l'économie mondiale. Le marché et ses disciplines ne règlent pas, par quelque miracle, tous les problèmes des sociétés. Nous savons bien que l'instauration de l'économie de marché, surtout lorsqu'elle suit l'effondrement de structures totalitaires, s'accompagne de mille désordres dont la démocratie peut périr, désordres qui ne sont souvent que l'apparition au grand jour de trafics antérieurement camouflés ou réservés à certains. L'Etat doit donc être réformé, restauré dans sa dignité et ses moyens de gardien du bien public. Comme on me l'a fait observer souvent dans des pays en transition ou en développement, il n'est pas de réforme plus urgente pour le succès de la réforme économique que celle de l'administration de la justice. Que de fois l'ai-je dit, le monde ne peut donc croître harmonieusement que si partout la «main de justice» de l'Etat prête main forte à la «main invisible» du marché. Mais il lui faut une troisième main, celle de la solidarité.

## B - *Une pratique plus efficace de la solidarité*

La globalisation donne une dimension mondiale à une compétition de plus en plus ouverte et acharnée ; ceci ne donne que plus d'urgence aux efforts pour susciter une nouvelle pratique de la coopération entre les nations et de la solidarité.

Je commence en mentionnant qu'un sens plus aigu de la responsabilité dans la conduite des affaires internes de chaque pays est le premier degré et le plus indispensable de la solidarité dans un monde où le succès et les échecs de chacun retentissent si fortement sur ses voisins. Mais, pour une pratique plus efficace et directe de la solidarité, je mentionnerai trois domaines où il nous faut d'abord nous efforcer de contenir certains reculs actuels pour ensuite aller de l'avant : la coopération monétaire, l'aide au développement, l'aide à la transition.

Il conviendrait d'abord que les grands pays intensifient leurs efforts pour intégrer davantage la dimension internationale dans la conduite de leurs politiques macro-économiques et monétaires. Je regrette que l'on se soit écarté sans raisons convaincantes en matière monétaire des disciplines acceptées lors des accords du Louvre en 1987. Je pense que si l'on veut éviter au monde les dangers que la récente crise du yen lui a fait courir, il est urgent que les pays responsables des devises-clés accompagnent des politiques macro-économiques plus serrées d'une plus étroite surveillance en commun de la valeur extérieure de leurs monnaies.

Une dérive plus dangereuse encore s'observe en matière d'aide au développement. L'assistance officielle au développement a longtemps stagné à la moitié de l'objectif de 0,7 % du PIB. Aujourd'hui elle recule. Dans le monde entier pratiquement, le volet social des programmes d'ajustement structurel est trop souvent sous-financé, parce que les pays industriels continuent à ne pas donner à cette fonction de coopération sociale la priorité qui lui revient dans un monde unifié. Plus grave encore, avec l'alibi fallacieux des économies budgétaires, un bon nombre de pays avancés procèdent à des coupes - parfois sévères - dans leur budget d'aide au développement. Je suis heureux que le Président Clinton, s'adressant aux Assemblées

annuelles des FMI et de la Banque Mondiale, ait reconnu que des coupes dans les programmes tels que celui de l'IDA (Association Internationale pour le Développement) n'étaient pas nécessaires pour équilibrer le budget des USA. Cette observation est vraie partout et il faut qu'elle soit entendue. Il importe aussi que les pays en développement gardent une conscience aiguë de leur devoir de gestion exemplaire des fonds mis à leur disposition par les pays créditeurs ou donateurs. Trop de réactions de rejets de l'aide au développement trouvent d'alibis dans son gaspillage. Cette dérive et la prétendue fatigue des pays donateurs doivent être combattues avec la plus extrême vigueur, si la communauté internationale veut être à même d'arracher les pays les plus pauvres à la marginalisation, et le monde aux tensions et aux crises que l'excès de misère ne peut que provoquer où qu'il se manifeste... Or, la marginalisation n'est pas une fatalité, et chaque pays a sa chance dans cet univers globalisé. J'étais récemment à Maastricht à la réunion de la Coalition Mondiale pour l'Afrique, et j'ai été frappé de voir combien les leaders de l'Afrique partagent cette certitude pour leur continent, reconnaissant la nécessité, la sagesse d'un ajustement structurel dont ils reconnaissent le caractère déterminant dans le succès des pays africains les plus avancés, et sont prêts à avancer dans cette direction. Mais, évidemment, combien leur tâche sera plus aisée et plus rapidement efficace s'ils trouvent dans le monde des partenaires constructifs !

Un autre cas d'application de cette exigence accrue de solidarité est la poursuite de la transformation des pays de l'Est. C'est l'une des grandes tâches de cette fin de siècle. Les années 94 et 95 ont vu de remarquables progrès de ces pays. Les économies repartent ; partout les gouvernements s'efforcent de développer les stratégies que nous soutenons. Les signes sont désormais positifs sur nos tableaux de bord mais les tensions sociales et politiques sont vives ; un monde naît ou renaît dans les déchirements, les désordres, les scandales, la précarité des structures qui profitent aux plus habiles. Il nous faut soutenir ces pays sans succomber à la fatigue. Le soutien du reste du monde doit s'exercer dans diverses sphères. En premier lieu, l'ouverture commerciale : au moment où ces pays sont

en train d'essayer de mettre en marche des économies viables, il est essentiel qu'ils puissent s'adapter à la concurrence sur les marchés où ils profitent d'un avantage comparatif. Un autre domaine d'action est celui de l'assistance technique. Et enfin, bien entendu, l'assistance financière qui ne peut porter ses fruits qu'à la condition de s'appliquer à des programmes de stabilisation et de réforme efficaces et convaincantes pour les citoyens de ces pays eux-mêmes. Les problèmes sont incommensurables, mais les fruits de la réussite le sont aussi, non seulement pour ces pays, mais pour le monde entier. D'ores et déjà, la transition s'avère un succès dans plusieurs pays. Est-ce à dire que responsabilité dans la gestion publique et solidarité peuvent permettre de rendre partout plus habitable un monde globalisé ? Oui, si elles peuvent s'appuyer sur des institutions assumant elles-mêmes cette nouvelle dimension du monde. Je n'ai pas eu le temps d'élaborer assez sur le fondement philosophique et théologique de cette double exigence de responsabilité et de solidarité. Je vous ai peut-être aussi donné l'impression d'insister plus dans nos stratégies sur la responsabilité que sur la solidarité : retenez seulement qu'il nous faut être peut-être plus responsables parce que plus solidaires, et plus solidaires parce que plus responsables.

### **III - Quel renouvellement des institutions pour les mettre à l'heure de la globalisation ?**

L'urgence d'une telle entreprise saute aux yeux lorsque l'on compare notre monde et celui de 1945. Chaque pays a désormais conquis sa souveraineté, chacun veut exercer sa pleine responsabilité face à des problèmes de dimension mondiale, et nous savons bien que le plein exercice par chacun de sa part de responsabilité globale est une condition clé du bon fonctionnement d'ensemble. Bien plus, la mondialisation s'est opérée jusqu'ici au gré de dynamismes financiers ou technologiques en quelque sorte autonomes ; nous sentons bien qu'il est grand temps maintenant de les assumer, de prendre des initiatives pour que la progression vers l'unité du monde se fasse dans la cohérence et au service de l'homme. Tout cela appelle des institutions qui facilitent une réflexion en commun, lorsqu'il le faut, au niveau le plus élevé, et

qui soient capables, lorsqu'il apparaît que les problèmes ne peuvent être proprement appréhendés qu'au plan mondial, de faire adopter et de suivre des stratégies mondialisées. Un effort d'imagination s'impose donc *pour définir* les institutions qui serviraient au mieux le bien commun mondial ou, à tout le moins, *pour apporter* aux institutions nées à San Francisco ou à Bretton Woods les correctifs aujourd'hui nécessaires.

Tâche extraordinaire en vérité ! Ne sommes-nous pas la première génération dans l'histoire à être appelée à l'organisation et à la gestion du monde, non plus à partir de la position de puissance d'un Alexandre, d'un César ou des vainqueurs de la seconde guerre mondiale, mais à partir de la reconnaissance des responsabilités universelles de chaque peuple, d'un droit égal au développement soutenable et d'un universel devoir de solidarité ? Comment donc répondre à cette attente dans le but, pour reprendre les mots de *Populorum progressio*, «d'arriver ainsi progressivement à instaurer une autorité mondiale en mesure d'agir efficacement sur le plan juridique et politique ?» (3). Comment le faire sans verser dans l'utopie ?

Gardons-nous d'abord d'une conception magique des institutions mondiales. Nos contemporains attendent des institutions financières internationales la fin de la pauvreté et du chômage, comme ils attendent des Nations Unies la paix universelle. En somme, la prospérité et la paix, maintenant ! C'est oublier les conditions réelles de travail des institutions et leurs interactions avec les gouvernements ! Quels alibis offerts à tous les cynismes, à toutes les passivités, à tous les lynchages de boucs émissaires ! L'effort de réforme doit se situer au cœur des institutions mais au moins autant dans la pratique qu'en ont, le soutien que leur apportent, les contraintes que leur imposent, les pays-membres.

Observons d'ailleurs qu'ici non plus nous ne partons pas d'une situation de table rase. Beaucoup d'institutions existent qui, pour la plupart, ont fait depuis cinquante ans du bon travail. Leurs missions, en général, ont été définies avec suffisamment d'ampleur pour qu'il leur soit possible de répondre sans grande innovation constitutionnelle aux problèmes de la mondialisation ; cela dit, on peut observer aussi que certaines des entrées de ces vastes demeures ont été murées, ou que certains de leurs appartements ont été réquisitionnés par tel ou tel groupe de grandes puissances. Sans exclure, donc, s'il le faut, d'en créer de nouvelles, retenons que le vrai sujet en ce qui concerne les institutions est de les réformer, d'éliminer les obstacles qui leur sont imposés, de leur rendre l'initiative et la confiance dont elles ont besoin pour répondre aux défis de la mondialisation.

Ces réformes, au surplus, doivent se situer dans une optique précise de subsidiarité. Nous n'avons pas le droit de nous défausser sur les institutions de notre devoir d'assumer la mondialisation. Par delà les gouvernements, il y a les peuples. Face à la globalisation, s'il est indispensable d'adapter les institutions, il l'est tout autant de planter l'universel dans le local, à tous les niveaux de la vie collective.

Laissez-moi donc, en m'en tenant à l'orbite économique et financière, et sans me risquer dans les problèmes politiques de la paix et de la guerre, pour lesquels d'autres seront mieux placés pour s'exprimer, vous proposer trois pistes de réflexion :

- comment aider les institutions à utiliser dans leur plénitude leur potentiel actuel ?

- comment associer les instances politiques les plus élevées à la définition de leurs stratégies ?

- comment, enfin, associer les échelons les plus décentralisés de nos sociétés à cette prise en charge de l'universel ?

*La pleine utilisation du potentiel des institutions*

Une règle de sagesse consiste à se demander comment - avant que des réformes plus hardies puissent être introduites - mieux utiliser les instruments que nous avons. Deux pistes s'offrent à nos travaux ; elles sont également indispensables. L'une est, évidemment, la meilleure coordination entre institutions, l'autre l'effort permanent d'adaptation de chacune aux requêtes de la mondialisation, et d'abord en s'efforçant de mieux asseoir leur légitimité en

---

(3) Paul VI, *Populorum* (1967), n° 78



veillant en permanence à ce que chaque pays y soit équitablement représenté et que la voix de chacun, et pas seulement celle de quelques puissances dominantes, puisse y être pleinement entendue.

La nécessité d'une plus étroite coordination s'impose dans beaucoup de domaines, mais me semble particulièrement indispensable pour une meilleure prise en charge de la dimension sociale des problèmes de développement. Il y a ici un éparpillement institutionnel synonyme d'inefficacité. Je plaide - sans grand succès - pour que, à travers une forte coordination, sous l'autorité du Secrétaire Général des Nations Unies, les institutions en cause finissent par constituer ensemble, aux côtés de la Banque Mondiale, de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et du FMI, ce quatrième pilier social dont l'organisation mondiale est si tragiquement dépourvue. Le travail en commun des quatre piliers s'en trouverait singulièrement renforcé.

Quant à l'effort d'adaptation de chaque institution, chacune, je pense, y travaille intensément. Nous y avons consacré l'essentiel de nos réflexions depuis dix-huit mois au FMI, en parallèle avec notre travail quotidien de soutien à quelque 90 pays engagés dans l'ajustement structurel ou luttant contre des crises financières. Pour vous donner une idée plus précise du travail de renouvellement en cours, laissez-moi vous donner quelques têtes de chapitres des principaux travaux de mondialisation - si je puis dire - du Fonds Monétaire International :

- faire en sorte que notre capital - les quotes-parts - reflète correctement les changements de poids financier et de responsabilités des pays ;

- ouvrir à tous les pays membres les systèmes des DTS (Droits de Tirage Spéciaux, c'est-à-dire Droits Spéciaux de Prélèvement) ;

- revoir en profondeur le rôle futur des DTS, puisque la mondialisation de l'économie rend encore plus urgente la question de l'opportunité d'un actif de réserve centrale, émis par une autorité monétaire internationale ;

- renforcer notre surveillance pour mieux prévenir les crises ;

- se doter d'un instrument qui permette, d'une façon continue pour l'avenir, d'offrir aux pays

les plus pauvres des prêts à un taux minimal (0,5 %) pour soutenir leurs efforts pour non seulement échapper à la marginalisation et au surendettement, mais s'engager résolument sur un sentier de croissance de haute qualité ;

- se doter enfin de moyens de financement suffisamment puissants, à travers l'augmentation de nos quotas et le doublement des AGE (Accords Généraux d'Emprunts), pour pouvoir contribuer de façon décisive à contenir des crises financières, où qu'elles viennent à se produire, pourvu que les pays en cause fassent de leur côté les efforts indispensables.

Voilà pour les principaux efforts d'adaptation institutionnelle interne, mais il nous faut aussi, dès maintenant, utiliser nos moyens et, en particulier, l'existence de notre Comité Intérimaire des Gouverneurs, pour remplir une fonction de stratégie globale au niveau de l'économie mondiale. La nécessité a souvent été soulignée, en effet, d'un forum où, non seulement les pays industriels mais aussi toutes les forces émergentes du monde se réunissent selon des règles dont elles reconnaissent la légitimité, en s'appuyant sur un secrétariat dont le professionnalisme et l'intégrité soient reconnus.

Le Comité intérimaire, où l'Inde et le Brésil, le Nigéria et l'Indonésie, entre autres, sont représentés en permanence, qui se réunit à une périodicité suffisante - deux fois par an, davantage si nécessaire -, ce Comité remplit déjà - au moins partiellement - ce rôle et a tous les moyens nécessaires pour l'assurer plus complètement. Faisons-lui donc jouer tout son rôle. Tel est le sens des initiatives récentes pour arrêter par consensus et annoncer au moyen de déclarations périodiques, telle celle de Madrid en octobre 1994, la stratégie macro-économique mondiale appelée par une conjoncture changeante. Une correcte définition de telles stratégies exige toutefois que les responsables élargissent leur vision au-delà de l'optique macro-économique monétaire et financière pour intégrer les dimensions sociale, commerciale et autres. Ceci doit s'obtenir par une coopération institutionnelle de plus en plus étroite avec les autres institutions compétentes telles que le Bureau International du Travail (BIT), l'OMC,...

*Comment associer les instances politiques les plus élevées à la définition des stratégies et à l'orientation des institutions ?*

Mais j'entends une objection : de la même manière que l'on a pu dire que la guerre est chose trop sérieuse pour être laissée aux généraux, et peut-être faudrait-il ajouter la paix aux diplomates, on pourrait trouver imprudent d'abandonner le destin de l'économie mondiale entre les mains des «grands argentiers». L'objection est fondée, et il est essentiel de créer des occasions où les responsables élus des peuples du monde pourraient se réunir pour traiter à leur niveau des grands choix stratégiques de cette gestion commune. C'est le rôle que cherchent à remplir les grandes conférences organisées par les Nations Unies ou celles des Chefs d'Etat. Leur contribution a d'ores et déjà été fort utile, mais il est urgent de trouver une formule plus efficace que celle des grandes conférences où chacun se voit octroyer un bref temps de parole et où le véritable débat demeure dans les coulisses, ou que celle des «Sommets», initialement voulue pour être centrée sur les problèmes économiques, mais qui en déborde de plus en plus, et qui est insuffisamment représentative du monde d'aujourd'hui. Quelle voie explorer ? Un point de départ pourrait consister à organiser alternativement des sommets à caractère politique et à caractère économique, et à s'appuyer davantage sur les institutions existantes. En matière économique, les Sept pourraient s'engager dans cette voie en invitant à siéger avec eux, au moins une bonne partie du temps de leurs Sommets, non pas un groupe de Présidents de pays en voie de développement, plus ou moins arbitrairement choisis, mais ceux dont les pays sont, avec les leurs, au moment d'un sommet, titulaires d'un siège aux Conseils d'Administration des institutions de Bretton Woods, et donc, à ce titre, représentant *légitimement*, pour les problèmes économiques, l'ensemble du monde. Pourrais-je me risquer à suggérer qu'en matière politique une solution analogue pourrait prévaloir, se fondant sur les Nations unies à partir de la composition en cours du Conseil de sécurité et avec une participation active du Secrétaire Général ? Je crois vraiment que cette plus forte articulation des institutions sur les instances politiques les plus élevées renforcerait la prise en charge de la

dimension globale des problèmes.

Tout ceci, si l'on y vient, constituerait un progrès à notre portée dès maintenant. Pourtant, même avec de telles réformes, nous serons encore loin de ce que nous cherchons. Que manquerait-il donc ? Tout simplement, l'essentiel ! C'est-à-dire l'épanouissement au profond de la conscience de tous les citoyens de ce monde de ce sens encore atrophié de l'universel, d'où seul peut venir cette exigence qui hissera les responsables politiques et économiques au niveau de leurs responsabilités de dirigeants d'un monde en route vers son unité.

Ce que nous trouvons au tréfonds de nos problèmes, ce qui fait que je n'ai pu vous offrir jusqu'à cet instant que la grisaille de recommandations stratégiques et institutionnelles sans grand panache, c'est un déficit de citoyenneté mondiale. Par déficit de citoyenneté, j'entends le fait que nous sommes tous, dans nos cultures, dans nos éducations économique, civique, politique, en déficit universel. L'homme de notre temps le perçoit obscurément. Sa culture est en décalage par rapport à l'évolution rapide dans le domaine de l'économie, des finances, de l'information. Nous sommes des atrophiés de l'universel, comme l'homme européen au lendemain du Traité de Versailles était un atrophié de l'Europe, et on sait où cela nous a conduits.

Le 21<sup>e</sup> siècle n'ira pas à son épanouissement si une nouvelle génération de leaders d'opinion n'assume pas sérieusement cette *responsabilité de créer une conscience mondiale dans l'opinion publique universelle*. Il ne s'agit pas d'une petite affaire. Il faut en fait que naisse une nouvelle citoyenneté : non pas un cosmopolitisme, mais une véritable citoyenneté, sans dimensions mutilées, riche de toutes nos appartenances réconciliées. En fait, c'est d'un plus de citoyenneté qu'il s'agit, à tous les niveaux - local, régional, national, mondial. Comment y arriver ?

#### *Planter l'universel dans le local*

En faisant de la dimension de solidarité mondiale non un élément central de nos politiques nationales, mais une dimension ajoutée aux politiques nationales pour soulager les consciences.

Le changement qu'il y a lieu de prévoir dans les grands pays industriels pour appuyer les efforts de tant de pays qui luttent au bord de l'abîme est un changement de grande envergure. L'exigence de solidarité mondiale ne se limite pas au sacrifice du superflu ; ce qui est en cause, c'est la protection de l'acquis, de certains styles de vie, de modèles de consommation, de la structure des pouvoirs établis qui établissent nos sociétés. Il ne s'agit pas de détruire tout cela, mais, comme le dit *Centesimus annus*, «de l'orienter en fonction d'une juste conception du bien commun de la famille humaine tout entière» (4).

Ceci appelle à l'action là où nous vivons. Prenons au pied de la lettre cette belle formule : «*Think globally, act locally*» - «Pensez monde, agissez local». En d'autres mots, nous devons essayer de semer l'universel au niveau local, de planter l'universel partout.

C'est dans nos villes, nos villages, nos quartiers, que doit se construire culturellement le village mondial. Cette dimension internationale de la citoyenneté sera le fruit d'une myriade d'initiatives locales. Les initiatives de ce type se multiplient aujourd'hui. Les ONG jouent à cet égard un rôle incomparable ; elles sont un des lieux où s'expriment avec générosité, et parfois héroïsme, les exigences de cette conscience universelle indispensable à la construction d'un monde unifié. C'est notre responsabilité de les encourager. Leurs initiatives sont le lieu où s'engendre et s'enracine une conscience universelle qui, seule, pourra susciter ce «saut qualitatif» qui portera les initiatives des gouvernements et des organisations mondiales au niveau nécessaire pour doter le monde des institutions et des stratégies que la mondialisation appelle. Telle est la réalité qu'il nous faut reconnaître : la première exigence de la mondialisation n'est pas tellement un changement au sommet - à l'ONU ou ailleurs - mais celle de son ancrage au niveau local.

La prise en charge de nos déficits de régulation planétaires doit être assurée d'abord au niveau des collectivités locales, nationales et régionales. *Le 21<sup>e</sup> siècle doit être celui du renforcement progressif des institutions mondiales, mais aussi celui de la décentralisation et de l'épanouissement simultané et systémique de l'ensemble des échelons de responsabilités.*

L'affirmer n'enlève rien évidemment à la nécessité de mieux structurer l'échelon mondial, de créer des organisations régionales là où elles manquent encore et de renforcer la dimension politique des organisations économiques régionales déjà en place, telles que l'Union Européenne. Plus on juge indispensable de consolider ou d'investir de nouvelles responsabilités les instances mondiales, plus il est nécessaire de les faire accepter par les opinions publiques et de les aider à percevoir qu'un travail ne peut s'opérer avec succès au plan mondial qu'assumé au plan local et soutenu par des initiatives à tous les niveaux de la chaîne institutionnelle.

Dire tout cela n'est qu'une autre façon d'affirmer le rôle crucial de l'éducation des consciences à laquelle la doctrine sociale de l'Eglise et le travail de «Justice et Paix» ont déjà tellement contribué. L'éducation des consciences pour un épanouissement de ce sens des responsabilités universelles, non seulement de chaque homme d'Etat, mais de chaque citoyen, ce n'est que de là que pourra venir le «saut qualitatif» que nous appelons et cet élément «prophétique» dont parlait J. Maritain.

Permettez-moi de citer ce texte que beaucoup ici connaissent bien :

*J'ai dit, c'est Maritain qui parle, que la démocratie ne peut se passer de l'élément prophétique, et que le peuple a besoin de prophètes... La fonction prophétique devrait être intégrée à la vie normale et régulière du corps politique, et émaner du peuple lui-même, comme une inspiration spontanée qui se répandrait dans le corps politique à partir de l'activité spontanée des gens dans leurs communautés locales les plus élémentaires et les plus humbles (5).*

Là est la clé, celle qui ouvrira notre futur non comme un abîme, non comme le lieu d'exacerbation de tous nos conflits, mais comme «notre demeure immémoriale».

Je conclus sur ces trois derniers mots ; cela me rassure sur la solidité de ma doctrine puisqu'ils sont du Président de Justice et Paix, le Cardinal Etchegaray.

Michel CAMDESSUS

(4) Jean-Paul II, *Centesimus annus* (1991), n.58.

(5) Jacques MARITAIN, *L'Homme et l'Etat*, PUF, Paris 1953, pp. 135.136.

# Dix propositions pour l'Europe

par Jean BOISSONNAT

France-Forum doit à l'obligeance des *Semaines Sociales de France* et de leur président, notre ami Jean Boissonnat, que nous remercions très vivement, l'autorisation de reproduire ci-après le texte des conclusions présentées au terme de la session tenue à Issy-les-Moulineaux, du 15 au 17 novembre 1996.

Celle-ci mérite d'être signalée, au moins à deux titres :

- l'actualité brûlante du thème qu'elle avait retenu : «*Entre mondialisation et nations, quelle Europe ?*», au cœur de toutes nos interrogations, nos angoisses, nos querelles... Conférences et débats y furent de grande qualité, tant en raison de la personnalité des conférenciers - il serait trop long de les citer tous, peu courtois et encore moins diplomatique de n'en citer que quelques-uns ; il suffira de mentionner que la politique, l'université, l'administration, le journalisme, la philosophie, la théologie, l'Eglise... y comptaient des représentants de haut niveau - que de celle des participants, venus de tous les milieux, de toute la France, et, pour beaucoup, très engagés dans la vie associative.

- leur grand nombre (entre 1500 et 2000), au-delà de toutes les prévisions. Mesurons un instant la performance qu'a constituée une assiduité remarquable, trois jours durant, aux séances plénières et aux seize «carrefours» spécialisés.

Conformément à la tradition, les Actes en seront prochainement publiés et France-Forum aura sans doute l'occasion de revenir sur quelques-uns des points forts dégagés au cours de cette irremplaçable rencontre d'information et de réflexion.

**A**u terme des trois jours d'analyses et de débats sur le thème de notre 71<sup>e</sup> session des Semaines Sociales de France «Entre mondialisation et nations, quelle Europe ?», je voudrais essayer de tirer quelques leçons de nos travaux. Je le ferai en vous proposant à titre personnel une impression générale et dix sujets de réflexion plus concrets.

D'abord une impression générale qui reprend les termes mêmes de notre sujet : *la nation est notre héritage, le monde est notre territoire, l'Europe est notre volonté.*

Je n'ai pas trouvé de contradiction insurmontable dans nos débats, auxquels ont participé

pourtant des sensibilités très diverses, entre la nation et l'Europe, pas plus qu'entre celle-ci et le phénomène de mondialisation. La culture européenne, son système de valeurs (profondément enraciné dans la tradition chrétienne) sont antérieurs à l'Etat national. En prolongeant la nation sans la renier, l'unité européenne renoue avec son passé culturel ; elle n'abolit pas le fait national dès lors qu'elle s'inspire des valeurs qui l'ont nourri. De même, la mondialisation est, pour une part notable, une œuvre de l'unité européenne. Personne n'osait espérer dans les années 50 qu'on verrait avant la fin du siècle le mur entre l'Est et l'Ouest se démanteler sans guerre ! Ni que la table du Nord s'ouvrirait aux

peuples du Sud. Certes, on ne lève pas de telles frontières sans décevoir, ni sans inquiéter. La liberté apporte son poids d'angoisse. La richesse, son lot d'injustices. Mais l'Europe a joué un rôle décisif dans cette ouverture de tout le territoire de l'humanité, en exposant dans sa vitrine les fruits de la paix retrouvée entre des ennemis longtemps héréditaires et de l'échange multiplié entre des économies longtemps cloisonnées.

Après un premier XX<sup>e</sup> siècle d'horreurs et de misère, notre second XX<sup>e</sup> siècle apparaît comme *une sorte de miracle européen*. Jamais dans l'histoire, une aussi longue période ne s'était écoulée sans qu'un conflit n'ait éclaté entre deux quelconques des pays membres aujourd'hui de l'Union européenne. Jamais le niveau de vie de la moyenne des Européens n'avait quadruplé en 50 ans. Jamais la France n'avait eu de frontières avec aucun ennemi en embuscade.

Certes aujourd'hui, nous voilà confrontés à de nouvelles difficultés : *une grave panne de l'emploi* avec 18 millions de chômeurs sur tout le territoire de l'Union européenne, deux fois plus qu'aux Etats-Unis, trois fois plus qu'au Japon ; *une pénurie de berceaux* : si rien ne change dans notre fécondité, l'Europe aura perdu plus de la moitié de sa population avant un siècle ; dans un quart de siècle seulement, l'Afrique du Nord sera aussi peuplée que l'Europe des Quinze, alors qu'aujourd'hui elle l'est moitié moins. *Trop de chômeurs, pas assez d'enfants. Mais comment être encouragé à procréer quand on est découragé de travailler ?*

Les maux qui frappent l'Europe aujourd'hui sont ceux-là mêmes qui touchent chacune des nations qui la composent : divorce entre les peuples et les élites ; perte de sens dans la vie personnelle et dans la vie collective ; manque de visibilité dans l'avenir. Puisque la source de notre culture et de nos valeurs est européenne, c'est en renouant avec cette source que nous trouverons la force de combattre les maux qui accablent, dans le même mouvement, chacune de nos nations et l'Europe toute entière. Dans cette perspective, l'affirmation de l'Union européenne comme volonté est une façon d'apporter aux volontés nationales un coefficient multiplicateur. En matière d'organisation collective, l'Union européenne est la seule idée neuve d'après-guerre. Elle s'exprime de façon très

simple : recenser les intérêts communs pour la gestion desquels les nations créent des institutions communes auxquelles elles transfèrent des compétences précises. *Cette dissociation partielle, volontaire, sans hégémonie d'une nation sur les autres, de l'Etat et de la nation pour le bien commun de tous, est le brevet d'invention de la communauté des européens*. Jamais une telle tentative n'avait été faite dans l'Histoire.

Encore faut-il que cette invention traduise une volonté commune et reçoive une légitimité durable. L'Europe pour faire quoi ? Comment ? Avec qui ? Voici dix propositions concrètes qui pourraient être déduites de nos travaux.

1 - Bien que la politique sociale doive rester, pour faire jouer les solidarités de proximité, de la responsabilité de chaque nation, l'Union européenne pourrait en accroître l'efficacité en créant, auprès de la Commission, *une Agence en faveur de l'emploi* qui recenserait et ferait connaître aux opinions publiques toutes les expériences tentées dans chaque pays membres pour «activer» les dépenses en faveur de l'emploi, responsabiliser les offreurs comme les demandeurs d'emploi, prolonger la formation pendant toute la vie professionnelle, accélérer la mise en place du travail à temps choisi, favoriser la création d'entreprises pour certaines tâches unipersonnelles, encourager les familles elles-mêmes à devenir des para-entreprises.

2 - La mise en œuvre effective de *la taxe sur l'énergie* dont le principe a été adopté au niveau communautaire (rien qu'en France, cela rapporterait 75 milliards de francs chaque année) ; elle permettrait d'alléger massivement le coût du travail peu qualifié, c'est-à-dire le coût du travail le plus menacé par l'intensification de la concurrence internationale. L'institution de cette taxe aurait aussi des effets bénéfiques sur la réalisation d'un véritable contrat entre l'homme et la nature. Le créateur nous a confié la nature pour la travailler, non pas pour l'épuiser.

3 - Dans le cadre de l'Union économique et monétaire, les pays européens devraient faire converger leurs politiques économiques afin de relancer l'investissement et l'emploi. Ayant perdu un point de croissance par an, depuis le début des années 90, par rapport à leur potentiel et par rapport aux Etats-Unis, les pays euro-

péens pourraient se fixer un objectif de croissance d'ici au début du prochain siècle, de 3,5 % l'an (2,5 % correspondant à la croissance potentielle de moyen terme et 1 % de rattrapage). La mise en œuvre effective des dispositions du Livre Blanc adopté par le Conseil européen de Bruxelles en décembre 1993 serait de nature à favoriser la réalisation de cet objectif, profitant de la reprise qui se dessine en Europe aujourd'hui.

4 - La politique monétaire pourrait d'autant mieux contribuer à cette action que la monnaie unique serait effectivement mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 1999. Dès lors qu'elle se fera dans le cadre d'une réduction des déficits publics (réduction par ailleurs indispensable pour ne pas alourdir les charges sur les jeunes générations) et d'une stabilité de la monnaie, la création de l'euro jouera en faveur d'une modération des taux d'intérêt et d'un meilleur équilibre entre l'euro et le dollar. Celui-ci ne pourra plus abuser de sa position dominante dans le monde.

5 - Mais le passage à la monnaie unique est beaucoup plus qu'un événement économique. C'est le franchissement d'un seuil politique décisif dont les opinions publiques n'ont pas aujourd'hui suffisamment conscience. D'une part, en détenant lui-même des euros, chaque citoyen européen prendra directement conscience qu'il appartient à une nouvelle communauté. *La monnaie n'est pas qu'un pouvoir d'achat, c'est-à-dire un pouvoir d'avoir. C'est aussi un pouvoir d'exister, un pouvoir d'être, d'espérer, de vivre ensemble.* La monnaie est une partie intégrante du pacte social. Tous ceux qui la détiennent savent qu'ils ont quelque chose à défendre en commun : mieux qu'une frontière ; une valeur.

La monnaie unique présente un second aspect politique. Gérée par une banque centrale indépendante, elle crée avec celle-ci le premier pouvoir européen véritablement et totalement fédéral. Or on ne peut imaginer que seul le pouvoir monétaire soit de type fédéral, sans qu'un pouvoir politique le soit également. Ce serait d'ailleurs condamner à terme la banque centrale européenne que de la laisser seule de son espèce ; elle deviendrait une sorte de Saint-Sébastien de l'Europe, cible de toutes les flèches du ressentiment et de la revendication.

6 - Pour donner un contenu concret à ce pouvoir politique européen de type fédéral, il est peut-être trop tard si l'on voulait faire de la Commission un gouvernement européen, et trop tôt pour faire élire un exécutif européen au suffrage universel. Ne pourrait-on pas imaginer une période de transition pendant laquelle un *triumvirat européen composé du Président de la Commission, du Président du Parlement (ou du Président tournant du Conseil des ministres pour éviter le risque de confusion entre le législatif et l'exécutif) et du Président du Conseil européen* (ou d'un secrétaire général de ce Conseil, en charge des affaires de sécurité et de relations extérieures) incarnerait aux yeux des citoyens européens et du reste du monde, ce gouvernement embryonnaire ? Quoiqu'il en soit du moyen choisi, il est temps de déployer autant d'efforts pour réduire le déficit démocratique de l'Europe qu'on en accomplit pour réduire ses déficits budgétaires. Le Parlement, instrument de contrôle populaire, joue un rôle décisif à cet égard.

7 - De toute manière, l'inévitable et nécessaire élargissement de l'Union européenne ne permet plus de faire fonctionner celle-ci avec les institutions d'aujourd'hui. *Les frontières de l'Union ne se définissent pas par la géographie mais par la volonté des nations qui souhaitent y participer*, en acceptant tous les droits et devoirs qui en découlent. La vocation naturelle des pays d'Europe centrale est d'entrer dans l'Union s'ils le souhaitent, quitte à organiser des transitions - non plus à l'extérieur mais à l'intérieur de l'Union. La Russie, territoire à la fois européen et asiatique, devra être étroitement associée à cet ensemble auquel elle apportera les traits originaux et les valeurs de sa civilisation.

8 - Avec les Etats-Unis auxquels nous attache une communauté de valeurs, de destin et d'idéal, l'Europe ne peut se contenter de gémir, de contester ou de revendiquer. Si nous voulons partager leur puissance, il faut être capable de partager leurs responsabilités. Bien souvent, ils nous montrent encore le chemin, par exemple dans la lutte contre l'argent sale, contre la fraude fiscale ou contre le travail des enfants et des prisonniers politiques dans certains pays vis-à-vis desquels les Américains, eux, n'hésitent pas à décréter le boycott.

9 - Ce que l'on a appelé le Tiers Monde a éclaté sous l'effet de la mondialisation. La Chine est déjà la troisième puissance économique du Monde. Elle sera la première avant le milieu du prochain siècle. Il faut se réjouir que des peuples si longtemps écartés du monde économique moderne le rejoignent et ne pas leur fermer nos marchés. Car l'économie n'est pas un jeu à somme nulle ; tout nouveau concurrent est aussi un nouveau client. Mais il faut aussi gérer des transitions pour qu'à une réduction des inégalités entre les nations ou des groupes de nations ne se substitue pas - ou pas durablement - une aggravation des inégalités au sein de chaque nation ou de chaque groupe.

10 - En définitive, la volonté qui manque encore aux Européens, est celle de *définir, d'affirmer*

*et d'incarner collectivement des valeurs morales qui justifient leur Union.* Nous n'avons pas à nous excuser d'être chrétiens. Dans une société dont nous revendiquons la laïcité, nous pouvons affirmer notre identité. Je reprendrai volontiers ici un passage de la lettre que le Cardinal Secrétaire d'Etat nous a adressée de la part du Saint-Père pour la présente session : «Pour être porteuse de promesse, une politique authentique doit être fondée sur des principes moraux et créer un espace de liberté, de solidarité, de sécurité, de justice et de paix. La construction de l'Europe du troisième millénaire est donc à la fois une tâche morale et politique.»

Jean BOISSONNAT

## Les livres de nos collaborateurs et amis

**Jean BOURDARIAS**

«Père Werenfried»  
un géant de la charité

Ed. Fayard

**Jean-Marie PELT**

«Plantes en péril»

Ed. Fayard

**Jean-Claude DELBREIL**

«Marc Sangnier»  
témoignages recueillis

Ed. Beauchesne

**Christian SAVÈS**

«Tristes topiques du politique»

Ed. Ellipses

# Le prix d'excellence

par Charles DELAMARE

**L**e mondialisme, c'est le capitalisme continué avec d'autres moyens. Cette vérité, apparemment, n'est pas très bonne à dire. Les gouvernements, les médias, les intellectuels s'efforcent de dissimuler, ou de se dissimuler, le retour en force d'un régime économique sur lequel pleuvent les critiques depuis 150 ans. Il devrait pourtant être à tous évident que la décomposition de l'U.R.S.S. et le ralliement subséquent du Tiers Monde au libéralisme ont ouvert à ce dernier, sur toute la Terre, un champ qu'il lui est d'autant plus loisible de labourer que les techniques de communication développées depuis dix ans se sont mises au service de son expansion, notamment à travers les marchés.

En feignant de ne retenir que ce dernier aspect de l'évolution en cours, les responsables politiques en Europe espèrent pouvoir se dispenser de la remise en cause de l'appareil social vétuste auquel ils président dans chacun des Etats et, parallèlement, de ne pas modifier les objectifs assignés à l'Union Européenne.

Qu'il soit permis, ici, de s'interroger sur ces deux plans !

## Une économie semi-soviétique

En ce qui concerne le premier point, l'exemple de la France est le plus typique. Non seulement parce que, comme dit Petitjean dans «Les Plaideurs», «ce que je sais le mieux c'est mon commencement», mais aussi parce qu'il s'agit de l'état le plus soviétisé dans le monde occidental.

Lorsque 55 % du P.I.B. est soustrait à la liberté du marché, soit moitié plus que ce qui paraît nécessaire au Japon et aux Etats-Unis pour assurer les fonctions d'intérêt général, il est évident que le pays en question s'est fortement engagé

sur la voie d'un régime économique prévalant encore à Cuba ou au Vietnam.

La «mondialisation» fera apparaître de manière de plus en plus criante la contradiction entre la clé qui est appliquée à la répartition du revenu national et la pression concurrentielle émanant d'un environnement international de moins en moins réglementé et de plus en plus ouvert.

On comprend la réticence montrée par les pouvoirs publics en particulier, et par l'opinion publique en général, à l'égard d'un mondialisme qui forcera l'économie française à rentrer dans la logique qui fut la sienne avant 1914. Dénoncer le «retour au passé» ne sert à rien dès lors que le reste du monde estime que les règles qui régissaient les pays occidentaux avant la Première guerre mondiale sont seules en mesure d'assurer le développement recherché maintenant, de la Chine au Brésil, en passant par l'Inde. Mais s'adapter à cette évolution suppose à la fois une prise de conscience douloureuse et la mise en œuvre de réformes difficiles.

La semi-soviétisation de l'économie française a produit, à beaucoup d'égards, des comportements analogues à ceux que l'on observait d'un œil compatissant chez les agents économiques de l'Est, du temps où l'U.R.S.S. existait encore. Ces derniers n'ont accepté qu'avec réticence les réformes qui ont été accomplies dans la plupart des pays dits socialistes depuis 1990. Il en ira de même chez nous si l'Etat-Providence est mis brusquement au rancart. Déjà, les «services publics» ont fait la démonstration de la répugnance avec laquelle est accueilli le retour à la rationalité dans leur gestion. Les grèves à la S.N.C.F. ou à Air France Europe ne révèlent pas seulement l'attachement des personnels à leurs avantages acquis. Il est compréhensible que des



travailleurs qui s'étaient engagés dans une carrière comportant, à côté de certains inconvénients certaines compensations, ne veulent pas abandonner celles-ci sans contrepartie. Ce qui est légitime. En revanche, il est anormal que les intéressés et, ce qui est encore plus surprenant, une fraction de l'opinion publique affirment qu'à l'avenir il ne peut pas être question de modifier le système établi. Que des trains aux trois quarts vides continuent à rouler entre des sous-préfectures ne les troublent pas ! Comme si l'automobile n'avait pas été inventée et comme si on se trouvait encore en 1878, au temps du Plan Freycinet. La même logique qui inspirait le complexe militaro-industriel dans l'U.R.S.S. de Brejnev se retrouve, atténuée à peine, dans nos arsenaux, nos entreprises encore nationalisées, nos services publics. La résistance au changement dans ce secteur ne surprend pas, tant le coût des déficits engendrés par «l'économie mixte» est ressenti depuis longtemps comme un handicap pour l'ensemble de la communauté nationale, mais qui était supporté avec résignation. Que celle-ci cesse de les accepter, moins de son propre mouvement que sous la pression du monde extérieur, démontre que la semi-soviétisation est beaucoup plus enracinée dans la société civile qu'on ne le croit généralement. Pour illustrer cette conviction, il suffit de prendre trois exemples dans des domaines aussi différents que le logement, l'indemnisation du chômage et la constitution du capital.

### **Le logement hors du marché**

Le logement reste un problème social presque aussi aigu qu'après la guerre, alors que les destructions dues à celle-ci ont depuis longtemps été réparées. En revanche, le système devant résoudre ce problème a été tellement compliqué et tellement alourdi qu'il semble être responsable, en large partie, de l'état insatisfaisant de la construction (1).

L'aide à ce secteur de l'économie consomme environ 150 milliards de francs pris sur le budget ou puisés dans l'épargne semi-publique. En 1996, cette charge a été réduite d'environ 10 % en changeant, de manière pour le moins arbitraire, la destination des fonds collectés par les organismes du 1 % (sur les salaires, et versés par les entreprises). Mais les principes mêmes qui

aboutissent à la mauvaise productivité de cette activité économique ne sont nullement remis en question. Le foisonnement des lois, des décrets, des arrêtés font du «Code de l'urbanisme et de la construction» un Talmud que seuls peuvent interpréter les commentateurs dûment spécialisés : faut-il alors s'étonner que la répartition des logements se fasse en grande partie selon des critères politiques comme autrefois en U.R.S.S. ou en Allemagne de l'Est ?

L'indignation qui agite certains cercles à propos d'«affaires» récentes relatives à l'attribution de logements HLM montre bien que cet acte administratif a une valeur beaucoup plus grande que le loyer, parce que celui-ci n'est pas en rapport avec le prix du marché. Combien de milliers de petits «protégés» ce système a-t-il couvés ? Y aurait-il beaucoup d'électeurs R.P.R. dans les offices d'H.L.M. présidés par un communiste, ou inversement ? Faut-il s'étonner aussi que le nombre de logements construits reste en permanence en dessous de 50.000 unités environ par rapport aux besoins réels ? Le succès de l'idée qu'il faille instaurer un «droit au logement» n'est pas combattue comme l'absurdité qu'elle est, tant cette revendication correspond au goût d'une bonne partie de nos compatriotes pour les avantages concédés par la puissance publique, c'est-à-dire en résultat d'intrigues, de pressions et de clientélisme. Voir Saint-Simon et la Cour de Louis XIV !

### **Les méandres de l'aide à l'emploi**

Que l'on soit moins critique à l'égard du traitement du chômage, cela va de soi. Ce dernier a surgi sous l'influence de transformations techniques et économiques qui ont frappé tous les pays occidentaux en même temps que l'expansion entrait en décélération chez eux. Mais que les procédures appliquées en France soient les mieux adaptées, il est permis d'en douter. A fin mai 1996, le taux de chômage s'élevait à 5,6 % aux Etats-Unis, à 3,5 % au Japon, à 8,9 % en Allemagne, à 8,3 % au Royaume Uni et à 11,6 % en France. La multiplication des aides à l'emploi traduit la réaction étatiste prévalant dans notre pays, à tel point que des experts autorisés estiment que 120 milliards de francs sont

(1) Cf. Ch. DELAMARE : «Le logement sous-produit des marchés» 15/03/1995, Chroniques Economiques de la S.E.D.E.I.S. - tome XLIV.

dépensés, non pas avec un effet totalement nul, mais avec un effet largement disproportionné avec le rendement attendu, phénomène que l'on retrouve dans tous les secteurs administrés. Le capitalisme ne se caractérise pas par l'exploitation des salariés, comme une majorité des Français en est persuadée, mais par l'allocation exacte des ressources, obligatoirement limitées, au meilleur endroit et avec la meilleure efficacité. C'est dans ce sens qu'il faut s'inspirer des principes du libéralisme pour traiter le problème grave du chômage. Autrement dit, plus on s'éloigne d'un véritable marché libre du travail (ce qui est le travers de tout gouvernement français) plus on s'enfonce dans l'institutionnalisation du chômage. Les propositions, comme celle de Pierre Larrouturou avec sa semaine de quatre jours ou celle de Michel Rocard avec sa baisse massive des charges sociales jusqu'à 32 heures par semaine, sont généreuses, comme le relève Michel Godet (2), mais manquent étrangement de ce réalisme qui, sur le plan économique, gouverne de plus en plus le monde. Quel homme politique aura le courage de proclamer qu'avec les différentes aides à l'emploi ou au non emploi les Français, fins stratèges des avantages comparés, ont bien compris qu'à moins de recevoir un salaire de 7 à 8.000 F par mois, ils n'ont pas, à court terme, intérêt à travailler ? Cela d'autant moins que «le temps libre» que les intellectuels philanthropes croient pouvoir ouvrir à l'art et à la méditation est utilisé par un grand nombre pour le travail au noir. Aussi répréhensible que soit cette activité sur le plan moral, il n'en reste pas moins qu'elle est beaucoup plus répandue qu'on ne l'admet publiquement. A tel point même qu'on ne la prend jamais en compte, alors qu'elle n'est pas négligeable ! De 4 à 5 millions de personnes s'y livrent de manière partielle ou à temps plein, produisant un chiffre d'affaires estimé avec prudence à 300 ou 400 milliards de francs, c'est-à-dire un montant sensiblement égal aux sommes dépensées pour le soutien des chômeurs, sans la création d'un seul emploi, comme le fait remarquer Michel Rocard (3). C'est un régulateur social important, même s'il reste tabou.

Dans les services aux particuliers, dans le bâtiment, dans la restauration et l'hôtellerie, dans le transport et la réparation, des hommes (et des femmes) bénéficiant le plus souvent par

ailleurs d'une indemnité de chômage, d'un arrêt de maladie, voire d'une fonction dans les services publics, bref d'une protection sociale, démontrent qu'ils ont une forte propension à travailler et que la limitation des heures de travail ne correspond pas à leur ambition individuelle, mais qu'ils détestent (ainsi que leurs employeurs) payer des charges sociales et souvent même l'impôt sur le revenu parce qu'ils n'en perçoivent pas la contrepartie concrète. C'est une réaction semblable à celle que l'on constatait dans les pays communistes où beaucoup de personnes faisaient une journée de travail «à leur compte» après avoir - mal - servi l'Etat. On retrouve ici, de manière inattendue, une loi du libéralisme. Il vaut mieux régler au minimum pour permettre à chacun de suivre sa préférence.

Une législation est respectée quand elle est simple et légère. En abolissant une bonne partie des interventions autoritaires en faveur des travailleurs, en particulier en réduisant significativement le niveau du SMIC, il est probable que la France retrouverait un niveau de chômage inférieur d'environ 50 % au pourcentage actuel, soit en gros celui du Royaume-Uni. Ce ne serait pas assez, mais on aurait fait un progrès. Il permettrait de concentrer davantage de moyens dans les bassins d'emplois défavorisés par la nature ou auprès des catégories sociales souffrant de handicaps structurels.

Si un tel langage choque beaucoup de nos concitoyens, ils doivent savoir que c'est celui qui est compris sur une bonne partie de la planète et que celle-ci ne s'apitoie pas outre mesure sur la situation de l'emploi en France, comme le font rituellement nos hommes politiques.

### **Capitalisme sans capital**

Le troisième exemple du règne de la pensée semi-soviétique se rapporte au capital. La constitution de celui-ci a été découragée non seulement par l'ambiance culturelle régnant dans la société française, mais aussi par des mesures concrètes traduisant les réactions égalitaristes des électeurs.

(2) Michel GODET : «Les dangers de l'arithmétique» - Le Monde 09/07/1996.

(3) Michel ROCARD : «Chômage, encore raté» Le Monde 16/07/1996.

Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, que le capitalisme privé ait été remplacé par un capitalisme d'Etat, géré par une «noblesse d'Etat» selon le système des participations croisées que Michel Pébereau, dans une étude parue il y a deux ans, paraissait tenir pour une des meilleures solutions possibles dans le monde actuel. La poussée du mondialisme est en train de saper cet édifice, déjà ébranlé par les revers cuisants subis dans les grandes banques ou dans les industries lourdes. Des attaques boursières vont menacer davantage les positions dominantes où le gouvernement coopte des entreprises, au profit de «raiders» venus d'Outre-Atlantique ou d'ailleurs. Les imprécations lancées contre les «marchés» dissimulent à la plupart des Français que «le grand capital» manœuvré par les «gnomes de Londres» (4) est le conglomérat des économies constituées par des petites gens et par la classe moyenne pour préparer leur retraite, du Japon à l'Ecosse en passant par les Etats-Unis. Le système de répartition de la Sécurité Sociale sur lequel se sont greffées les différentes caisses des cadres, des artisans, des agriculteurs,... n'a pas favorisé, comme cela s'est produit ailleurs, la constitution d'une masse de manœuvre capitalistique indispensable au système. Là encore, le préjugé anti-libéral fait reculer les gouvernements successifs devant l'instauration des retraites par capitalisation. Jean Arthuis est trop bon comptable pour ne pas soutenir cette réforme, mais il n'est pas sûr qu'il réussisse à vaincre les idées dirigistes toujours prédominantes dans son ministère ou parmi ses amis politiques.

La réforme de la fiscalité se heurtera au même obstacle. Comment accumuler le capital initial permettant de créer une entreprise quand ceux qui auraient le plus de compétence pour le faire sont soumis, en tant que cadres supérieurs, à une imposition atteignant 56,8 % de leurs revenus ? Christian Saint-Etienne a éloquemment démontré les résultats paralysants d'une pression fiscale arbitrairement concentrée sur la moitié des actifs seulement et ne pesant en fait que sur 10 à 15 % de ceux-ci. Ce qui permet au Ministère des Finances de proclamer sans rire que la France est beaucoup moins soumise que ses voisins aux contraintes de l'imposition directe !

En Union Soviétique des oasis avaient été

ménagées dans le désert de la consommation pour donner aux principaux responsables de la société civile quelques avantages les encourageant à se dévouer à une organisation oppressive. Dans les magasins réservés à la nomenclatura, celle-ci trouvait des biens de consommation, disponibles dans toutes les grandes surfaces du monde capitaliste mais qui faisaient figure, à l'Est, de précieux privilèges. Il en va de même en France où le fisc tolère l'existence de «beriochkas» fiscales dans l'assurance-vie ou l'investissement outre-mer, moins pour s'assurer de la fidélité des élites techniciennes que pour empêcher celles-ci de faire filer leurs maigres capitaux à Luxembourg ou à Genève. Bardées d'une suspicion viscérale à l'égard de la gestion des fortunes dès qu'elles paraissent quelque peu privées, les autorités financières françaises continuent à déclarer, sans la moindre ironie, qu'elles mettent tout en œuvre pour transformer Paris en une place comparable par ses facilités et sa souplesse à Londres ! C'est plutôt Sing Sing que l'on aurait des chances de battre sur le terrain du libéralisme !

Il ne faudrait pas croire que ces quelques exemples ont été choisis dans une intention maligne ou que les faits ont été déformés pour répondre à un préjugé affreusement réactionnaire. On peut simplement regretter de ne pas disposer d'assez de place pour mieux développer et mieux illustrer cette présentation de la mentalité générale dans laquelle baigne l'économie française. Si l'on avait retenu des exemples portant sur des secteurs au moins aussi importants comme l'agriculture ou la Sécurité Sociale, il est clair que l'on aurait facilement pu évoquer une série de faits démontrant d'une manière encore plus probante que les modes de pensée et d'organisation en France sont extraordinairement éloignés de ce qui devient de plus en plus une contrainte mondiale. Le mot contrainte pouvant d'ailleurs induire en erreur, parce que, pour les individus, il s'agit le plus souvent d'une libération de la paperasserie et de l'encadrement administratif comme ils se manifestent encore en France avec les systèmes d'aide à l'embauche des jeunes, avec la prise en charge dans les hôpitaux ou avec les déclarations sur les

---

(4) Ch. DELAMARE : «La démocratie des gnomes» - France-Forum - octobre/décembre 1995.

bénéfices commerciaux,...

C'est le poids des routines qui pousse à la résistance contre cette évolution, non pas le souci de la justice sociale. L'expérience historique enseigne que cette attitude n'aboutit jamais au succès. C'est pourquoi une autre manœuvre se dessine. Elle consiste à mobiliser l'Union Européenne pour que celle-ci mette son prestige et ses moyens au service du lourd conservatisme gallican.

Cette parade est vouée à l'échec. D'abord parce qu'elle ne rencontre pas le soutien de la majorité de nos partenaires qui jugent cette tentative inutile et dangereuse. Mais surtout parce qu'elle ne se situe pas dans la droite ligne de la mission dont le mondialisme laisse aujourd'hui la responsabilité à l'Europe.

### **L'Europe c'est la paix**

En abordant ce deuxième plan de la réflexion, il convient de resituer l'idée européenne dans sa dynamique et non pas seulement dans ses différentes incarnations juridiques à Bruxelles, Luxembourg ou Strasbourg. L'unité européenne ne peut pas se figer aux frontières atteintes après l'entrée des trois nouveaux membres en 1995. La demande des anciens pays de l'Est, éventuellement du Maroc et de la Turquie, est trop pressante pour être éludée. Le rayonnement de l'Union Européenne est beaucoup plus perceptible à l'extérieur de celle-ci qu'au milieu des tensions que génère au quotidien, de manière ordonnée, le fonctionnement de ses institutions.

C'est le règlement civilisé des conflits par la discussion, le vote, le recours au juge qui entraîne l'adhésion des nations au projet européen. Si le Marché Commun a joué un rôle important dans le passage de Six à Quinze en permettant l'abolition des contingentements et des droits de douane, il n'en reste pas moins que le véritable moteur de l'intégration a été politique, historique même. La réconciliation franco-allemande exprimait la volonté de mettre fin à l'enchaînement des guerres sur le continent. Le même désir d'effacer les ardoises de l'histoire se trouve au sein des nouvelles relations entre l'Allemagne et la Pologne. Un jour, on peut espérer qu'une inspiration semblable réunira la Hongrie et la Roumanie, la Turquie et la Grèce, et pourquoi pas, dans un avenir plus éloigné, la

Russie et le reste de l'Europe.

C'est pourquoi, il n'est pas raisonnable de prétendre stopper ce mouvement en arguant des difficultés et des contrariétés que l'élargissement apporterait aux délicats mécanismes de la gouvernance bruxelloise. Que seraient devenus les Etats-Unis si, après la guerre d'Indépendance, les treize colonies avaient décidé de ne plus sortir des frontières acquises ? Des Etats iroquois ou sioux ne menaceraient-ils pas aujourd'hui la longue bande de civilisation étendue au bord de l'Atlantique ? A moins qu'un Empire mexicain se prolongeant jusqu'à Chicago n'ait placé sous sa sujétion les anciens révoltés ? Le mouvement s'est prouvé en marchant vers l'Ouest.

L'Union Européenne est en marche de manière analogue. Outre l'appétence des peuples qui souhaitent y entrer en adoptant ses critères de droit en faveur des entreprises et des individus, il lui faut, pour avancer, le moteur d'une doctrine semblable à celle qui fait de l'Amérique le pays de la liberté.

Ce ressort psychologique et moral sera-t-il fourni par une social-démocratie de luxe comme la réclament un certain nombre d'orateurs du dimanche ? Il est vrai que les défauts du capitalisme ont été corrigés en Occident par différents systèmes de protection depuis le début du siècle. Il importe de conserver le supplément d'humanité qui en résulte. Mais n'est-il pas normal d'adapter aux conditions actuelles des procédures qui avaient été mises en place au temps où le revenu moyen de la population était plus bas en Europe qu'il ne l'est aujourd'hui dans les pays émergents ? Comme le dit Daniel Janssen (5) qui n'a que le tort d'être Président de Solvay : « Nous avons maintenant des populations qui jouissent de niveaux de vie parmi les plus élevés du monde, sans que leur système de protection ait changé. C'est absurde. Il est certain qu'il faut beaucoup moins protéger les risques mineurs de gens opulents, et beaucoup mieux protéger, plus qu'on ne le fait maintenant, les grands risques pour tout le monde. Et encore plus pour les personnes démunies. Sous peine de faire éclater le système, une évolution

(5) Daniel JANSSEN : Président de Solvay - Interview de la Tribune du 08/07/1996.

des principes de base est nécessaire, rapide, mais à négocier».

Si la sauvegarde de l'Etat Providence ne s'impose pas à l'Europe comme l'objectif mobilisateur qu'il attend, quelle idée forte alors redonnerait à celle-ci l'élan qu'elle attend ? Vers quel modèle faut-il se tourner ?

Face à l'évolution du capitalisme devenu tout à fait mondial, il apparaît que l'Europe doit se distinguer, non pas par une résistance obstinée et boudeuse, mais au contraire par son adhésion pleine et entière au nouvel ordre des choses. C'est d'elle qu'est parti initialement le libéralisme issu des réflexions et des luttes qui ont, par ailleurs, permis d'établir la démocratie. Au moment où pratiquement toute la planète reconnaît le bien fondé et la fécondité de cette inspiration, est-ce le moment de maugréer et de proclamer sacrés des dispositifs qui n'avaient pour raison d'être que la correction temporaire des défauts et des perturbations qu'avait subis l'ordre social d'avant 1914 ?

### L'excellence du capitalisme

L'Union Européenne a tout intérêt à se placer à la tête de la mondialisation en présentant aux autres centres d'influence l'excellence de son capitalisme. Elle n'a pas d'autre choix. Mieux vaut, dans ces conditions, accorder une touche d'enthousiasme à la nécessité.

Une telle attitude ouverte et ambitieuse entraînerait rapidement trois conséquences heureuses.

Tout d'abord, le nettoyage du collectivisme, si présent encore en France, comme on l'a vu, mais aussi chez tous ses autres partenaires, à des degrés divers (6), ne s'effectuerait plus comme une sorte de devoir rébarbatif imposé aux Etats désireux de rendre une bonne copie au moment de la mise en action du traité de Maastricht. Il s'agirait de redonner cohérence et légitimité au système économique et de supprimer ainsi les tiraillements qui résultent dans l'espace commun de conceptions divergentes sur les services publics ou le contrôle étatique.

Sortir de l'archaïsme est une ambition capable de revigorer le discours politique, de fixer sur-tout des objectifs clairs aux jeunes générations. Celles-ci comme l'écrit Albrecht Schmidt (7), membre du Directoire de la Bayerische

Vereinsbank, aspirent «à un changement général de la conscience collective, qui aboutira à nous appuyer de nouveau avec force sur l'initiative et la responsabilité personnelles».

En second lieu, les Européens reprendraient confiance dans leurs propres capacités. Il est vrai que dans les pays en voie de développement, le coût des salaires peut être vingt fois inférieur à celui pratiqué à l'Ouest. Mais dans la plupart des produits industriels la part du salarié ne représente guère plus de 15 % du prix de revient total.

Et les pays du Sud-Est asiatique évoluent très vite de leur côté. Les Coréens viennent de décider d'installer une grande usine de puces électroniques en Ecosse, parce que le prix de la main-d'œuvre, toutes charges comprises, y est moitié moins lourd que chez eux.

Un capitalisme moderne n'a pas besoin de brader les systèmes sociaux, une fois les abus les plus choquants remis en ordre. Il apportera, en revanche, la réussite financière qui sert de base à tout progrès social.

La troisième conséquence d'une attitude positive envers le mondialisme concerne la monnaie. Les efforts demandés à chaque gouvernement pour réaliser les conditions posées par le traité de Maastricht donnent l'impression que l'on assiste à un marathon épuisant. On est vaguement anxieux de voir à l'arrivée les concurrents, comme le coureur antique, s'écrouler morts devant les tribunes.

Ce pessimisme reflète le complexe d'infériorité que les Européens ont attrapé au cours des deux guerres mondiales.

La monnaie unique n'est pas un achèvement. C'est un départ pour de nouvelles conquêtes. Jacques Rueff disait déjà, en 1956 : «La civilisation libérale dans laquelle nous croyons encore vivre ne produit ses fruits que dans la stabilité. Si l'on veut la reconstruire, il faut lui restituer la base monétaire solide, sur laquelle elle a été édifiée» (8). Le mondialisme a un aspect

---

(6) Wolfgang STREECK : «Le capitalisme allemand face à la mondialisation» - Chroniques Economiques de la S.E.D.E.I.S. 05/05/1996.

(7) Albrecht SCHMIDT : «Eine Kulturrevolution für den modernen Staat» - Frankfurter Allgemeine Zeitung 13/07/1996.

malsain dans la mesure où il est le résultat des turpitudes du gouvernement américain. Le déficit budgétaire endémique depuis la guerre du Vietnam a produit la dette gigantesque de la Trésorerie américaine qui nourrit largement l'activité des marchés financiers. Ce problème angoisse plus d'un Américain. A la fin de 1995, la crise a éclaté entre le Président et le Congrès qui refusait au premier l'autorisation de porter la dette fédérale au-delà de 5.000 milliards de dollars. En restaurant la monnaie unique, l'Union Européenne aura réussi à guérir cette plaie d'argent qui n'est peut-être pas immédiatement mortelle, mais qui constitue un foyer d'infection majeur pour l'ordre social.

La guérison de cette maladie donnera à l'Europe un avantage décisif dans la course à la mondialisation. Il est surprenant qu'aussi peu de travaux soient entrepris, que se dessinent aussi peu d'initiatives pour utiliser l'atout exceptionnel dont l'économie des Quinze bénéficiera à partir de 1999. L'afflux de capitaux à la recherche de stabilité et de sécurité ouvre des perspectives de développement au sein et en dehors de l'Union, inconnues depuis de longues années.

Le système libéral pourra fonctionner avec

une pleine efficacité sur toute la Terre à partir d'une Union Européenne qui aura restauré la qualité des moyens de paiement, la régularité des transactions et qui aura mis en place l'organisation juridique et administrative garantissant la bonne fin des opérations lancées par les entrepreneurs responsables et honnêtes.

Le capitalisme est d'autant moins dur qu'il est plus pur.

Il est alors l'instrument des hommes politiques qui savent l'utiliser pour l'équilibre dans la société, ce qu'on appelle la justice sociale.

Le capitalisme est un moyen. A la politique de lui donner une fin.

Le prix d'excellence couronne des hommes de valeur lorsqu'on peut décerner à ceux-ci en même temps le prix du cœur, le prix de diligence.

Charles DELAMARE

---

(8) J. RUEFF : «L'âge de l'inflation» - Payot Ed.

# Topographie du politique

Interview de Christian SAVÈS

*Henri Bourbon s'entretient avec notre collaborateur Christian Savès du dernier ouvrage que celui-ci vient de publier : «Tristes Topiques du Politique» (Paris, Editions Ellipses - Collection Polis, 1996)*

**Henri BOURBON** - *Christian Savès, qu'est-ce qui peut pousser un auteur de votre génération à commettre un livre sur le politique, en cette période de «basses eaux politiques» ?*

**Christian SAVÈS** - De par ma formation intellectuelle et mes activités d'enseignement, de recherche, je me suis engagé, depuis plusieurs années, dans une réflexion d'ensemble touchant au politique. A l'occasion d'un précédent essai, j'avais centré mes préoccupations sur un certain nombre d'éléments concrets, de situations que j'identifiais formellement comme constituant les principaux symptômes d'une perversion de l'idée démocratique. C'est cette perversion que je dénonçais avec d'autant plus de conviction qu'elle était (et qu'elle est toujours, hélas !) le fait d'une certaine pratique de la démocratie, ou, pour être plus précis encore, de pratiques d'autant plus condamnables qu'elles se couvraient du sceau de la Démocratie pour prétendre à l'impunité. D'où le titre que je choisis pour ce livre-là «Pathologie de la Démocratie», avec comme sous-titre : «Essai sur la perversion d'une idée» (Paris, Editions Imago, 1994). Quant à ma conclusion, aux accents très nietzschéens, elle était dans le droit fil des développements antérieurs : «Humain, trop humain : la politique». Inutile d'ajouter qu'en quelques pages, j'ai tout juste pu effleurer le sujet, n'entrevoyant que ses

immenses potentialités. Peu soucieux de cultiver un sentiment de frustration, j'estimais que le moment était venu de m'investir dans cette entreprise aussi ambitieuse qu'exigeante, qui consiste à prendre le politique comme objet d'étude. Rétrospectivement, je pense que c'était là une bonne chose, car l'étendue du sujet contraint celui qui prétend le traiter à l'humilité, lorsqu'il en prend conscience.

D'autre part, j'observe que la proximité du troisième millénaire nous invite tous, plus ou moins, à redécouvrir, à repenser la notion de politique. Chacun pressent, à son niveau, que les choses doivent changer si l'on veut espérer sortir de l'ornière. Bref, il faut songer à une possible transfiguration du politique. Mais, pour cela, il faut au préalable repartir de l'aporie du politique en tentant de le réévaluer, malgré ou contre une praxis qui a entaché, de façon indélébile, l'espace politique au cours de ce XXe siècle. De surcroît, personnellement je considère qu'il est justement urgent de s'atteler à la réflexion politique dans les périodes de «basses eaux» que vous évoquez, lorsque le politique semble frappé de discrédit, de désaffection. Il faut alors opter pour une démarche compréhensive et s'efforcer de cerner au plus près les raisons profondes de cette crise, de ce «retrait» du politique. A présent, au lecteur de dire si l'objectif a été atteint.

**H.B.** - *Pourquoi avoir choisi ce titre : «Tristes Topiques du Politique», et n'avez-vous pas le sentiment qu'il est porteur d'un jugement de valeur ?*

**C.S.** - Dans le titre, il y a bien sûr un clin d'œil anecdotique au célèbre livre de Claude Lévi-Strauss : «Tristes tropiques» (Paris, Plon, 1955). Plus sérieusement, il y a aussi et surtout la volonté de caractériser le politique comme un lieu. Dès l'introduction, je reviens sur les trois sens donnés au terme «topique». Après avoir mentionné, pour mieux les évacuer, les sens que lui ont donné respectivement la médecine, la psychanalyse, je focalise un peu mon attention sur le troisième et dernier sens, le plus intéressant dans la perspective qui était la mienne. Etymologiquement, le mot désigne ce qui a rapport au lieu, et, par extension, à l'objet d'une discussion. C'est ainsi qu'en rhétorique, topique est devenu synonyme de lieu commun. L'argument topique était à ce titre directement approprié à la question abordée. Il est à noter qu'Aristote et Cicéron ont écrit des recueils de topiques. Pour ce dernier, les topiques constituaient même une partie de l'art oratoire : les arguments sont comme des lieux et l'art de trouver ces arguments est ce qu'il nomme «topique». Le lieu de l'argumentation, lieu stratégique s'il en est, c'est bien le topique. A partir de là, j'avais trouvé un angle d'attaque pour aborder la question politique : le politique est un lieu, terre d'expérience, d'enjeux, de conflits qui sont mis en scène, parfois de façon très symbolique, à partir d'une rhétorique qui fait invariablement appel aux ressources de l'argumentation : il s'agit toujours, en dernière analyse, de convaincre (et donc de rallier) le ou les adversaire(s). Fondamentalement, nous n'avons rien inventé à cet égard ; nous ne sommes que les héritiers de la grande tradition grecque. Ce sont les Grecs qui, les premiers, ont inventé l'affrontement intellectuel comme procédé de théâtralisation de la vie sociale. Ce n'est pas un hasard si Socrate est à l'origine d'une grande tradition orale et dialogique qui sera reprise par Platon. N'oublions pas que les Athéniens avaient fait de l'Agora une grande place publique, un espace quasi officiel réservé à la discussion des choses publiques. La prédilection des Grecs pour le débat d'idées a constitué l'une des conditions permissives de la Démocratie, dans la mesure

où celui-ci a préparé les esprits, les mentalités, à l'expression et au respect du pluralisme.

Quant au jugement de valeur l'épithète «triste», qui sert à la caractérisation du topique, du lieu politique, laisse mal augurer de l'attrait même de cet objet. Cependant, il ne faut pas hésiter à confronter l'affirmation que contient ce titre au passé qui appartient à l'Histoire, comme au présent qui n'y appartient pas encore. A l'issue de cette démarche d'évaluation-confrontation, il sera alors envisageable de dire avec plus de crédibilité s'il y a jugement de valeur ou jugement de réalité.

**H.B.** - *En définitive, le titre et le contenu de l'essai ne trahissent-ils pas votre intention de procéder à la topographie du politique ?*

**C.S.** - Incontestablement, la topographie est un outil de connaissance visant à un meilleur repérage de l'individu dans l'espace, dans son environnement. Elle se définit comme la science des lieux, et plus précisément du relief de ces lieux. Le politique présente un relief ou, plutôt, une multiplicité de reliefs. Il n'est jamais figé et offre un aspect multiforme : à chaque époque correspond un relief politique bien particulier, et à nul autre similaire. Il est plus judicieux d'orthographier le terme «topographies» au pluriel et non au singulier. Il va sans dire que le relief politique de ce XX<sup>e</sup> siècle finissant a été particulièrement accidenté.

**H.B.** - *Pour les lecteurs de France-Forum, voudriez-vous évoquer brièvement les principales articulations de votre pensée, l'architecture générale du livre ?*

**C.S.** - Le livre est bâti autour de quatre parties qui sont autant de déclinaisons de la thématique du topique, appliquée à l'objet politique. La première partie s'intitule : «Le politique : terre d'expérience ou espace de permissivité ?». Je m'efforce d'y démontrer que le politique est ce qui permet à l'homme de se mouvoir, d'agir, de progresser... mais aussi parfois, de régresser. La deuxième partie, elle, a pour titre : «Le politique : lieu de reconnaissance ou d'inaltérabilité ?». Ce qui caractérise la scène politique, c'est la multiplicité des acteurs. Sur celle-ci, ces acteurs sont, à tour de rôle, alliés ou adversaires. Le politique paraît donc condamné à se mouvoir entre ces deux polarités extrêmes que représen-



tent la reconnaissance et l'acceptation de l'autre comme individu doué de raison et titulaire de droits imprescriptibles, ou sa négation, le refus de sa différence (l'inaltérabilité), sur la base d'un schéma correspondant, grosso modo, à la distinction schmittienne élémentaire de l'ami-ennemi. Dans la troisième partie : «Le politique, lieu de déconstruction ou de sublimation de la volonté ?», je tente d'expliquer pourquoi il ne saurait y avoir de politique sans une volonté qui lui donne son caractère, ses exigences propres... bref, qui lui imprime sa marque. Enfin, avec la quatrième et dernière partie : «Le politique : lieu de mémoire ou pour mémoire ?», je montre en quoi l'Histoire et la réflexion historique servent de point de départ à toute quête de l'intelligibilité. Mais l'Histoire n'est pas seulement la mémoire du politique ; elle en est parfois la construction rétrospective et partisane. Si le politique est un exercice de mémoire, ceux qui pratiquent un tel exercice ne doivent jamais perdre de vue qu'à côté de l'histoire politique, il y a des lectures politiques de l'Histoire. Ceci étant, l'essentiel est de cultiver, en toutes circonstances, une subjectivité de réflexion collant au plus près des réalités objectives ou, pour être plus emphatique, à l'objectivité historique. C'est d'ailleurs à ce noble et ambitieux projet que s'attelèrent, leur vie durant, les grands penseurs du politique, ceux qui nous ont laissé les œuvres les plus pertinentes et les plus pénétrantes : Max Weber, Raymond Aron, Hannah Arendt, Julien Freund...

*H.B. - Pourquoi avoir choisi le mode interrogatif, au niveau de l'intitulé de chacune des quatre parties composant l'essai ?*

**C.S.** - Peut-être par souci de ne pas m'aliéner le jugement du lecteur, en paraissant trop didactique dans ma démonstration, voire trop dogmatique. Le point d'interrogation introduit un élément d'incertitude, un élément de doute méthodique (comme dirait un esprit cartésien). Il vaut acceptation du dialogue et, le cas échéant, de la critique, dès lors qu'elle se veut constructive. Par là, il contribue à la définition des contours de cet idéal-type de la discussion fertile, cher à Karl Popper. De fait, je suis de ceux qui considèrent que le rôle de la philosophie politique est autant de poser les problèmes que de les épuiser. D'ailleurs, aujourd'hui, tous les philosophes

sont au moins d'accord sur cette évidence : pas de philosophie digne de ce nom sans questionnement. Au lecteur de découvrir ce qu'il y a derrière les points d'interrogation et de s'immerger dans la lecture. Encore n'est-il pas certain de trouver une réponse à ses questions, à l'issue d'une lecture attentive et serrée du texte. Il faut nourrir une méfiance instinctive à l'égard du «prêt à penser». Souvent, ce n'est qu'au terme d'une réflexion personnelle, initiée à partir d'une lecture donnée, que le lecteur entrevoit quelque élément de réponse aux questions qui le travaillent.

*H.B. - A la lecture de votre livre, j'ai pu constater, dès l'introduction et à plusieurs reprises par la suite, que vous rendiez un hommage appuyé et convaincu (convaincant, serais-je tenté d'ajouter) à Raymond Aron : pourquoi ?*

**C.S.** - Intellectuellement, Raymond Aron reste pour moi la référence indépassable. Il est mon maître à penser, celui qui m'a initié à la réflexion politique, à travers ses nombreux travaux. Plus que cela, il est celui qui m'a communiqué ce goût, et je dirai même cette passion pour le politique comme objet d'étude, comme champ d'investigation ouvert à la pensée de l'homme. Raymond Aron demeure un modèle de probité intellectuelle, en ce sens qu'il n'a jamais transigé avec ses idées, ses convictions intimes. Il n'a jamais accepté de sacrifier ce qu'il pensait être vrai, dans son for intérieur, à l'air du temps, à la mode intellectuelle, aux diktats d'une intelligentsia de gauche mal disposée à son endroit. N'oublions pas, avec le recul du temps, qu'il fallait un certain courage, dans les années 50/60, pour affirmer les opinions qui étaient les siennes, alors qu'il était relativement isolé dans le paysage intellectuel français et fréquemment pris à partie par ses adversaires les plus déterminés. De tout son cœur, de toute son âme, il a su faire face aux railleries, aux huées fanatiques, sans jamais se désunir, ne se départissant pas de sa lucidité ni de son sens critique acéré. En fin de compte, il a été l'un des rares grands esprits de sa génération à demeurer fidèle, envers et contre tous, à la vocation de l'intellectuel : mettre en toutes circonstances, quoi qu'il en coûte, les ressources de son esprit au service du Juste et du Vrai, ces deux grandes idées chères au cœur de Socrate. Cet hommage

était donc des plus justifiés.

**H.B.** - *J'en déduis que le choix des deux citations, en exergue de l'ouvrage (l'une d'Aron et l'autre de Camus) (1), ne doit rien au hasard ?*

**C.S.** - Effectivement, un tel choix est rarement laissé au seul hasard. Leur vie durant, Aron et Camus ont pensé et agi avec beaucoup de scrupules. Plus que d'autres, ils cultivaient un sens du relatif qui leur permettait de déboucher sur un scepticisme intelligent. Loin de se résigner, ils acceptaient par avance le principe d'un combat contre des forces hostiles, sachant qu'il appartient à l'homme de faire en sorte qu'aucune victoire ou aucune défaite ne soit définitivement consommée. Les citations choisies pour figurer en exergue sont relatives à la nature de la connaissance. D'ailleurs, vous remarquerez qu'elles s'enchaînent parfaitement l'une à l'autre et qu'à dissimuler le nom des auteurs respectifs, le lecteur pourrait les attribuer à une seule et même personne, tant la continuité du propos est évidente. Leur mérite intrinsèque est d'appeler notre attention sur l'extrême difficulté qu'il y a à accéder à une connaissance vraie en ce bas monde. Voilà qui doit inciter le lecteur à l'humilité et à la méfiance instinctive à l'égard des certitudes que d'aucuns peuvent être tentés de lui asséner, des propositions trop séduisantes pour être honnêtes. Si l'on parle habituellement de Science Politique, le terme «Science» renvoie à la méthodologie de travail adoptée pour approcher l'objet de l'étude : le politique. Mais le politique en soi n'est pas et ne peut pas être une science, a fortiori une science exacte. Il est une somme d'idées, d'intentions, débouchant sur des actes créant tel type d'événement. Il arrive que ces actes soient inspirés par des mobiles honorables et qu'ils soient dans le vrai. Il arrive aussi qu'ils soient inspirés par des mobiles beaucoup moins reluisants et débouchent sur l'erreur, le mensonge. Partant de là, la connaissance que nous avons du politique n'est et ne peut être que relative, l'homme étant toujours «en situation», c'est-à-dire à la fois sujet et acteur de son propre devenir socio-historique. Le bon grain est mêlé à l'ivraie : à nous de trier...

**H.B.** - *A vous lire, je n'ai pas eu le sentiment que vous placiez beaucoup d'illusions en une rémission possible des maux qui rongent actuel-*

*lement ce monde, n'est-il pas vrai ?*

**C.S.** - Tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir, affirme un dicton répandu. Mais Albert Camus écrivait également que l'espoir est ce qui fait le malheur des hommes. Il faut être avant tout réaliste : un bref aperçu historique, sur la longue période, fait ressortir l'extrême résistance de certains maux à tous les types de traitements imaginés par l'homme. La guerre, la violence, la haine, l'aliénation, s'inscrivent au cœur du politique, de façon indélébile. A chaque époque, elles ont revêtu des physionomies différentes, plus ou moins marquées. S'il existait une solution évidente et accessible à ces problèmes-là, je pense que les gens qui nous gouvernent l'auraient trouvée et mise en œuvre depuis longtemps. Or, je constate que tel n'est pas le cas et ce constat suffit à motiver cette tristesse du politique que j'exhale. Jusqu'ici, le mal a toujours été plus fort que l'antidote. Nous sommes donc à la recherche d'un antidote suffisamment radical pour faire échec à ce poison, ce venin que sait si bien distiller la politique, et qui lui donne parfois ce visage si ingrat, cet aspect si empreint de désespérance. Pour réenchanter la politique, il faudrait d'abord vaincre définitivement le mal... Vaste programme !

Récemment, Myriam Revault-d'Allonnes a publié un essai sur le mal politique. Il s'agissait pour elle de repérer, au travers des bouleversements tragiques de l'Histoire, la nature secrète de ce mal qui fonde la politique («*Ce que l'homme fait à l'homme - Essai sur le mal politique*» ; Paris, Editions du Seuil, 1995). J'observe néanmoins que d'autres, avant elle, s'étaient employés à sonder le mal au plus profond de lui-même. En disant cela, je songe au regretté Etienne Borne, qui écrivait fort à propos : «Quelles sont au total, dans un monde où le mal prend des formes si multiples, si ingénieusement renouvelées et d'une efficacité souvent dévastatrice, les chances d'un bien trop difficile à reconnaître, à définir, à pratiquer, et qui ne

(1) «En d'autres termes, même si le caractère dialectique de la réalité se transfère à la connaissance que nous en prenons, nous devons aussi établir la vérité de cette connaissance».

Raymond Aron

«Exception faite pour les rationalistes de profession, on désespère aujourd'hui de la vraie connaissance. S'il fallait écrire la seule histoire significative de la pensée humaine, il faudrait faire celle de ses repentirs successifs et de ses impuissances».

Albert Camus

propose parfois, dans un ciel incertain, que la figure sans visage d'un idéalisme abstrait ?» (*«Le problème du mal»* ; Paris, P.U.F.-Quadrige, 1992, Rééd. p. 6). Tout être qui s'éveille à la conscience politique ne peut que se sentir interpellé par une telle interrogation. Quant à moi, j'en suis arrivé à un stade de ma réflexion où j'ai le pénible sentiment que la civilisation, loin de combattre le mal, de représenter un progrès, en devient le complice, l'allié objectif et le porte à bout de bras. Pour s'en convaincre, il n'est qu'à songer aux formes extrêmes de sophistication que le mal a revêtues, au fur et à mesure du développement de la civilisation. Oswald Spengler, lorsqu'il rédigea *«Le Déclin de l'Occident»*, ne fut pas assez sensible à cette dimension du problème ; c'est, à mon avis, ce qui rend certaines de ses analyses plutôt sujettes à caution. Le mal est une réalité trop solidement ancrée en ce monde pour qu'on puisse prétendre le conjurer par de simples déclarations de principe, par des incantations ou même des résolutions. Prenons un exemple concret : proclamer la guerre et la violence en général hors-la-loi, c'est très beau en soi. En pratique, cela ne sert à rien. Car la guerre et la violence ne sont pas des créations «sui generis» ; elles sont le fait de l'homme. Vous voyez tout de suite où je veux en venir : proclamer la guerre et la violence hors-la-loi, c'est du même coup décréter l'homme hors-la-loi, à partir du moment où l'état de non-guerre, de non-violence ne peut exister que dans un monde dont l'homme fauteur de troubles aurait été préalablement exclu, comme mis entre parenthèses. Mais un homme politique vous vend de l'espoir, c'est sa raison d'être, sa légitimité existentielle. Situationnellement, il ne saurait tolérer et admettre le désespoir sans reconnaître en un certain sens sa propre défaite...

*H.B.* - *Justement, à propos des crises qui secouent actuellement notre vieille planète (ex-Yougoslavie, Tchétchénie, Algérie, zone des Grands Lacs en Afrique, recrudescence des actes de terrorisme international...), n'est-on pas tenté de donner raison à Hobbes qui affirmait : «L'homme est un loup pour l'homme» ? Mais, à l'inverse, Etienne Borne aimait à dire : «l'action et la réflexion politiques doivent transformer le combat en débat», et Albert Camus qui n'était pas un optimiste : «il y a dans les hommes plus de choses à admirer que de*

*choses à mépriser».*

C.S. - L'homme certes provoque des guerres, commet des actes de violence, cultive la haine. Mais la thèse de Hobbes peut conduire au désespoir. En politique plus qu'ailleurs, il faut savoir se garder des généralisations hâtives et des tentations manichéennes finissant par altérer le réalisme du jugement, et la perception des choses. Grâce à Dieu, tous les hommes et tous les peuples ne sont pas des loups. Sinon, nous n'aurions jamais pu quitter véritablement l'état de nature pour nous installer (assez confortablement malgré tout) dans la vie sociale. A l'état primitif, l'homme est effectivement un loup pour l'homme, puisqu'il lutte pour sa propre survie, afin de s'assurer de la nourriture et un territoire. En revanche, ce qui caractérise l'état de société, le contrat social comme aurait dit Rousseau, c'est un certain niveau de consensus, une volonté de paix sociale posée comme un pré-requis fonctionnel. Grâce aux progrès de la technique, de la rationalité, cette seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle a inauguré une ère d'abondance pour tout au moins le bloc occidental, à partir du modèle dit de la «société de consommation». Si bien que l'homme a perdu l'habitude (et le prétexte) de se battre pour des raisons physiologiques, bref pour assurer sa subsistance. Mais, si l'homme ne se bat plus par nécessité vitale, il peut encore le faire par envie, voire par instinct. En effet, l'homme n'est pas fondamentalement bon, et l'image du «bon» sauvage demeure un legs rousseauiste tout imprégné de l'optimisme impénitent du Siècle des Lumières. Regardez autour de vous : ceux qui tuent leur prochain (les extrémistes du G.I.A., en Algérie, ou encore les terroristes posant leurs bombes dans des avions ou dans des lieux publics) tuent au nom de la religion, de l'idéologie, ou que sais-je encore. Or, je pose à nouveau une question : et si toutes les raisons invoquées à l'appui d'actes criminels n'étaient que poudre aux yeux, comme pour mieux dissimuler les motivations profondes du geste ? Si l'homme n'osait pas s'avouer à lui-même qu'il tue parfois pour le plaisir de tuer, c'est-à-dire par envie, voire par instinct (ce qui serait plus terrible encore) ?

Nous rebondissons une nouvelle fois sur le problème du Mal, omniprésent. L'un des Dix commandements du Très-Haut intime à

l'Homme l'ordre de ne point tuer : «Tu ne tueras point !». Celui qui ne croit pas en Dieu rétorquera que le Créateur a fait preuve de beaucoup de perversité : après avoir introduit le Mal en l'homme (l'instinct), il lui a commandé de ne point tuer. Ce à quoi le croyant répondra qu'il ne s'agit pas là de perversité mais bien davantage d'une mise à l'épreuve qui sera surmontée par les ressources de la foi. N'empêche que l'agnosticisme risque de les mettre tous d'accord, à partir d'un jugement de réalité : «Ne point tuer, tu ne pourras !». Ce qui fait l'actualité des paroles de Hobbes et ce qui la fera encore longtemps, à mon avis, c'est l'impossibilité dans laquelle se trouvent ses contemporains de prouver qu'il a entièrement tort ou totalement raison. De fait, ils sont durablement condamnés à vivre avec cette assertion, à l'éprouver durement en se sondant au plus profond d'eux-mêmes.

*H.B. - Finalement, et instruits par l'expérience historique, ne devons-nous pas penser, à partir de tout ce que vous venez de dire, que le politique c'est d'abord le conflit ?*

**C.S.** - Je ne crois pas qu'il faille réduire tout le politique au conflit. Par contre, il me paraît acquis que le conflit représente une dimension essentielle du politique. Le conflit est ce qui va permettre au politique d'évoluer, d'avancer en sortant du statu quo. Dans la mesure où il ne saurait perdurer indéfiniment sans léser les intérêts de toutes les parties en présence, il appelle logiquement un dénouement. Ce dénouement obéit habituellement à deux principaux scénarios : le rapport de forces brut avec affrontement, celui-ci se soldant par un vainqueur et un vaincu - le compromis ou la transaction, aux termes desquels les deux parties conviennent d'un équilibre donné qui peut être, à la limite, une forme de régression ou quelque chose de très novateur.

Le grand sociologue allemand que fut Georg Simmel, pionnier de la sociologie des conflits, voyait justement dans le conflit une forme positive de socialisation, un besoin primaire d'hostilité qui allait permettre d'inventer un nouvel équilibre social. Il était certes optimiste, peut-être un peu trop dans sa vision des choses. L'idée du politique comme expression de la conflictualité, nous la devons surtout à ce grand juriste que fut Carl Schmitt. Sa distinction élé-

mentaire de l'ami-ennemi, et la logique binaire d'affrontement qui la sous-tend, postulent clairement l'existence du conflit comme mode approprié de régulation socio-politique. Un peu en disciple de Carl Schmitt, le regretté Julien Freund a repris et approfondi la réflexion de son aîné. A ses yeux, le conflit appartient à ce qu'il appelle «*l'essence du politique*» (titre qu'il donna à sa thèse de doctorat, publiée en 1965 aux Editions Sirey, Paris). Pour vous livrer mon sentiment personnel, j'ajouterai que j'aime beaucoup Simmel, trouvant ses analyses fort séduisantes. Hélas ! il est pour l'essentiel un penseur du XIX<sup>e</sup> siècle, raisonnant avec les schémas et le vécu de son époque. Carl Schmitt et Julien Freund ont sur lui l'indiscutable avantage d'avoir vécu et pensé au XX<sup>e</sup> siècle. Ils ont vu des choses que le malheureux Simmel n'aurait même pas soupçonnées, et leur expérience politique est sans commune mesure, comparée à la sienne. J'en conclus que la vision schmittienne et freundienne du conflit porte la marque d'un réalisme indépassable. Nul besoin d'ajouter que celui-ci contraste singulièrement avec l'idéalisme sous-jacent à la vision simmelienne du conflit.

*H.B. - Une mise au point importante : j'ai remarqué que vous parliez du politique (vous dites «le» politique) et non pas de «la» politique ; pourriez-vous revenir sur cette distinction, que vous faites par ailleurs dans le livre ?*

**C.S.** - J'évoque cette distinction dès l'introduction et j'y reviens, plus en détail, au cours du chapitre IV de ma troisième partie, chapitre qui s'intitule : «Au-delà de la volonté : la vérité comme vocation du politique». Je considère que le politique est, successivement, idée et action. La rationalité vient à l'Histoire par une volonté, celle du politique. L'idée de décision de portée historique mue par une volonté d'atteindre un but donné rentre dans la définition du politique. Le politique prend son sens après coup, dans la réflexion qui est aussi effort de rétrospection de l'esprit sur le passé. Le politique tient de la cosmogonie, d'une conception des choses et de l'univers ; il est en outre effort de réflexion et d'organisation. La politique, pour sa part, est décision, tentative d'analyse des situations, pari sur l'avenir. Elle se joue à mesure dans la prospection, c'est-à-dire à la fois dans un déchiffre-

ment incertain des événements et dans la fermeté des résolutions. La politique enfin, par extension, signifie l'ensemble des activités humaines ayant pour objet l'exercice du pouvoir. De proche en proche, sera politique toute activité ayant pour but d'influencer la répartition de celui-ci.

Tandis que la politique reste une *praxis*, une somme d'actes, de situations concrètes, le politique, lui, représente au-delà de la politique, ce qui permet de la penser. Il est cet effort de réflexion consenti pour l'élever, la transfigurer. A partir de là, il est envisageable d'appréhender «la» politique comme un sous-ensemble du politique, c'est-à-dire sa déclinaison en actes purs, abstraction faite de tout effort de l'esprit visant à leur donner une interprétation, du sens.

En d'autres termes, le politique et la politique représentent les deux faces d'une seule et même réalité qui a nom société. Laquelle, consciente de sa contingence et de son imperfection, s'efforce de susciter en permanence une réflexion (suivie d'effets) sur les dynamiques correctrices à mettre en œuvre pour tenter d'amender l'existant. Il serait donc vain et inutile de tenter de les opposer. Le politique et la politique ne sauraient aller de l'avant l'un sans l'autre, sauf à se complaire dans les abstractions et les actes manqués. En politique plus qu'ailleurs, l'action ne va pas sans la réflexion... ou alors, elle ne va pas bien loin. Souvent différenciés, le politique et la politique n'en sont pas moins complémentaires et s'enrichissent mutuellement. Du politique à la politique, l'individu passe de l'avènement aux événements, de la souveraineté au souverain, de l'Etat au Gouvernement, de la raison historique au pouvoir. De même qu'il n'est pas réaliste d'appréhender le politique sans y inclure le moment volontaire de l'acte, il n'est pas plus raisonnable de parler de décision politique sans réfléchir sur le pouvoir. Par conséquent, s'il est important d'avoir à l'esprit cette distinction entre «le» politique et «la» politique, par souci de clarté pédagogique, il faut aussi savoir la dépasser à un moment donné. Ce qui fait le grand homme politique, c'est justement cette capacité à superposer en permanence les nécessités de la politique (c'est-à-dire de l'action concrète) avec les exigences du politique (qui impose par l'effort de réflexion, par la pensée,

une prise de recul, une distanciation immédiate par rapport à l'événementiel, de façon à garder ce coup d'œil et ce sang-froid indispensables aux grandes décisions, celles qui engagent le sort d'une collectivité). De tous les grands hommes politiques, l'Athénien Périclès (495-429 avant J.C.) fut celui qui porta à son plus haut degré de perfection la maîtrise de cet art combinatoire. Je ne m'explique pas autrement ses succès politiques et la longévité de sa carrière, en dépit de la menace permanente d'une opinion publique versatile et du risque d'ostracisme.

*H.B. - Je voudrais, maintenant, revenir sur la quatrième et dernière partie de l'ouvrage, celle qui a le plus interpellé ma conscience de vieux militant. Les deux derniers chapitres sont respectivement intitulés : «L'intelligence triste ou le désenchantement du monde» (chapitre III) et «Penser le politique, c'est mourir un peu» (chapitre IV). N'êtes-vous pas en train de prêcher la désespérance, le renoncement ? Auquel cas, je ne suis pas d'accord : j'appartiens à une génération qui a prouvé, par son engagement, que le politique est justement ce qui offre à l'homme la faculté de faire des choix, d'agir à partir de ces choix, de refuser la fatalité de la défaite, l'humiliation... bref, d'exprimer son libre arbitre. La politique (remarquez bien que j'ai dit «la» politique, cette fois-ci) est ce qui aide à cultiver cette ambition, peut-être la plus noble : vivre en homme libre, agir en homme de bonne volonté. Qu'en pensez-vous ?*

*C.S. - Je me rallie sans arrière-pensée à votre propos. Et je suis d'autant plus d'accord avec vous que je ne vois aucune incompatibilité entre vos remarques et ce que j'ai pu écrire dans ces deux chapitres. Simplement, je pense que mon discours est d'un autre ordre : il vise davantage le mouvement de l'esprit qui consiste à «faire» de la politique. Par de tels intitulés, je signifiais au lecteur que je concevais l'exercice de la pensée politique comme un sacerdoce, une forme de sacrifice, de don de soi. Celui qui fait métier de penser le politique renonce, me semble-t-il, à l'idée-même du bonheur. Il renonce à la sérénité, à la quiétude, pour interioriser le doute, le tourment. Celui qui pense le politique prend graduellement conscience de l'imperfection du monde environnant et de l'extrême difficulté*

qu'il y a à l'amender pour toutes sortes de raisons : on ne fait pas le bonheur de l'homme malgré lui... car, malgré lui, on fait plutôt son malheur.

Quant à l'homme politique de conviction, sincère dans sa démarche, il fait, à un moment donné, l'expérience de ses limites. S'il a conçu son engagement comme un don de soi inconditionnel, il va devoir constater que ce don ne sera pas nécessairement payé de retour, que la versatilité et l'ingratitude de l'opinion publique feront peu de cas de ses efforts aussi généreux que désintéressés. Prenez l'exemple de Jean Lecanuet, homme politique et philosophe de formation (l'un des plus brillants de sa génération), et qui fut l'un de vos très proches amis. Voilà quelqu'un qui s'est engagé, d'abord dans la Résistance et ensuite en politique, pour défendre et illustrer des valeurs qui lui tenaient à cœur, défense à laquelle le prédisposait sa formation intellectuelle. Il ne s'est pas engagé en politique pour faire carrière ; il n'a pas vraiment fait carrière, car il n'avait pas cette ambition-là. S'il n'avait pas d'ambition pour lui, en revanche, il en avait pour ses idées et la famille de pensée qu'il incarnait. J'en reviens ici à la notion de sacerdoce, de sacrifice, que j'évoquais tout à l'heure : c'est dans cette optique qu'il a pensé son engagement, se dépensant sans compter, se dévouant, mettant son talent au service de son idéal. En d'autres termes, il a fait du désintéressement le fil conducteur de son engagement, estimant que l'action politique devait être un sacerdoce au moins aussi exigeant que celui qui consiste à la penser. Je suis intimement convaincu qu'il a fait, lui aussi (même si je ne puis dire quand avec exactitude) l'expérience de ses limites et, qu'à partir de là, il a cultivé comme une conscience de l'échec, échec de celui qui s'est heurté à l'indifférence de l'uni-

vers. Ce genre d'expérience marque un homme, même s'il s'efforce de n'en rien laisser paraître et je ne m'explique pas autrement, chez cet amoureux de la vie, ce regard attristé qui était le sien, les dernières années de sa vie (j'avoue avoir été frappé par ce visage-là). Mais il ne baissait pas les bras pour autant, et c'est ce qui faisait de lui, à mon avis, un homme politique authentique, au sens où il en avait fait une question de vocation et non d'ambition. Bien d'autres responsables politiques que Lecanuet ont évidemment considéré que la politique devait être davantage une vocation au service d'un idéal que la satisfaction d'ambitions. Permettez-moi, à l'appui de ces observations, de reproduire ici la phrase mémorable sur laquelle Max Weber conclut sa célèbre conférence de 1919 sur le métier et la vocation d'homme politique : «Celui qui est convaincu qu'il ne s'effondrera pas si le monde, jugé de son point de vue, est trop stupide ou trop mesquin pour mériter ce qu'il prétend lui offrir, et qui reste néanmoins capable de dire «quand-même !», celui-là seul a la vocation de la politique»...

*H.B. - Cette citation-là me paraît venir fort à propos pour clore un débat autour du politique, n'est-ce pas ?*

C.S. - De fait, c'est une excellente citation pour au moins deux raisons : d'une part, elle invite le lecteur à prolonger la réflexion autour du politique et de ses exigences - d'autre part, elle l'éprouve durement en lui suggérant une façon d'être et de penser, une éthique qu'il lui reste à honorer, s'il prétend s'engager en politique. Car il est toujours préférable de s'assurer, au préalable, de la sincérité et de la solidité d'une vocation, quelle qu'elle soit au demeurant...

# Alain Poher, cet inconnu

par Raymond LEGRAND-LANE

France-Forum - et probablement beaucoup de ses lecteurs - ont été douloureusement affectés par le décès d'Alain Poher. Sa carrière politique exemplaire a en effet témoigné d'un attachement sans faille aux valeurs auxquelles nous sommes attachés. Des liens d'amitié datant, pour certains, d'avant même la création officielle de la IV<sup>e</sup> République existaient entre lui et plusieurs des responsables et collaborateurs de notre revue, à laquelle il ne cessa de manifester intérêt et soutien. Notre ami et collaborateur Raymond Legrand-Lane, haut fonctionnaire européen, qui, jusqu'à la fin, demeura proche du disparu, était, pour rendre hommage à sa mémoire, l'un des mieux qualifiés.

**A**lain Poher nous a quittés après une de ces périodes désolantes où une maladie sans rémission creuse peu à peu un étrange fossé et crée une zone de silence et de gêne autour de celui qui s'éloigne. L'ultime séparation n'altère pas la peine mais elle rend la parole et permet le libre hommage. L'amitié et le devoir de mémoire font naturellement honorer ici un haut dirigeant dont la fidélité aux idéaux qu'entend servir cette revue a toujours été sans faille et qui a occupé dans l'histoire politique de notre pays une place qu'on ne saurait oublier. A-t-on bien situé cette dernière ? A-t-on bien compris quels ressorts soutenaient l'action d'Alain Poher ? Les articles publiés à sa

disparition ont, certes, rappelé des faits, précisé des dates et des titres. Ils ont rarement fait ressortir les traits les plus originaux d'une personnalité que le cliché ressassé de «Père tranquille de la République» - même dépourvu de toute malveillance - représente mal.

A vrai dire, en dehors de cercles restreints, une certaine méconnaissance semble avoir entouré Alain Poher tout au long de sa carrière, même quand l'enchaînement des événements l'a fait accéder au premier plan de la scène politique.

L'exposition aux feux de la rampe n'a souvent donné de lui qu'une image réductrice, parfois

déformée jusqu'à la caricature : celle d'un notable bonhomme, confortablement installé dans les honneurs. Ainsi, devenu célèbre, il est resté pour beaucoup un inconnu.

Apparente contradiction qu'explique pour une part le genre d'action que son tempérament lui a fait généralement préférer : le conseil, la conciliation, parfois l'arbitrage entre des protagonistes plus voyants ou plus bruyants. On ne l'a guère vu batailler publiquement dans les grandes joutes idéologiques ou politiques, du moins avant qu'il soit amené à défendre vigoureusement l'existence du Sénat contre le projet du Général de Gaulle à l'encontre de cette institution. L'affaire, en elle-même, ne passionne pas le grand public, mais elle débouche sur un séisme politique majeur qui place Alain Poher au centre des événements : le voilà Président de la République par intérim et bientôt candidat à la magistrature suprême.

On reviendra sur ces épisodes. Soulignons seulement pour l'instant que la notoriété nouvelle acquise par Alain Poher à leur issue ne le détournera pas du rôle d'influence dans lequel il excelle. Son registre restera celui de la modération et de la médiation, styles ou vertus qui n'attirent pas spécialement la reconnaissance des foules, ni même toujours celle des chroniqueurs.

Au surplus, sa personnalité n'est pas de celle que l'on découvre à la première approche. Curieusement ce sont ses dons évidents de contact et d'accueil qui peuvent quelquefois faire oublier au nouveau venu d'autres versants d'un caractère riche de multiples facettes. Car on retient naturellement, d'abord, la rondeur, l'affabilité, l'écoute bienveillante de l'interlocuteur. Mais il faudra comprendre aussi que l'échange n'autorise ni la familiarité ni l'indiscrétion. Alain Poher, causeur disert, servi par une mémoire infailible des gens et des choses n'est pas avare de souvenirs, d'anecdotes, voire de « petites phrases », éventuellement acérées. Il garde toujours cependant un sens aigu de la réserve et même du secret.

Cette association d'ouverture cordiale et de prudence, de convivialité et de retenue n'est pas le seul trait inattendu, ni le plus important, d'un tempérament original. On en distinguera d'autres en évoquant quelques moments d'un

destin politique inhabituel. On ne saurait, bien entendu, tout dire en ces quelques paragraphes. On tente ici d'esquisser un portrait et non de présenter le condensé d'une biographie... qui reste encore à écrire. Les livres d'actualité consacrés à Alain Poher sont trop anciens et trop partiels pour en tenir lieu, ni même, ce qui est plus surprenant, les « Mémoires » publiés sous son nom en 1993, sans qu'il ait participé à la préparation de cet ouvrage. Certes, on ne peut douter que d'authentiques témoignages aient été recueillis pour en étoffer le contenu. Ils eussent probablement trouvé un meilleur emploi dans un procédé de rédaction moins artificiel et moins exposé aux erreurs que la confection d'une autobiographie factice.

En « intégrant » la prestigieuse Ecole des Mines de Paris, Alain Poher n'imaginait certainement pas que la majeure partie de sa vie active serait consacrée à la politique. C'est pourtant dans ses années de jeunesse et de formation qu'il faut chercher les sources de ses engagements futurs. Il est clair que pour lui l'avenir n'est pas seulement la réussite professionnelle dans une carrière rémunératrice. Il comporte une dimension de service et d'intérêt général. On la retrouve dans le caractère interdisciplinaire de ses études - Ecole des Mines, « Science Po », droit - et surtout dans le choix qui le fait entrer au Ministère des Finances. Il nous importe davantage de noter qu'il a rencontré tôt les mouvements discrets mais fervents qui entretiennent dans les grandes écoles et les facultés la prise en compte des valeurs du catholicisme social. Il ne s'agit pas pour lui d'une appartenance de forme à une famille spirituelle mais d'une adhésion réelle à des idéaux guidant l'action.

Il faut enfin rappeler que la Résistance a été la rude et dangereuse école où se sont forgés les caractères de toute la génération de jeunes dirigeants qui émerge à la Libération. La participation d'Alain Poher y a été active et périlleuse. Elle lui vaut un statut personnel rehaussé tandis qu'il développe son expérience dans des fonctions et des domaines nouveaux. Maire d'Ablon-sur-Seine, sa ville natale, il s'initie à la conduite si humainement enrichissante des affaires communales. Dès sa création il adhère



au Mouvement Républicain Populaire (MRP). Chef de cabinet de Robert Schuman, Ministre des finances en 1946, il apporte à son « patron » une collaboration de qualité qui deviendra entre eux une étroite et constante communion d'idées. Il faut aussi mentionner une tâche passagère mais combien délicate en ces lendemains de guerre et d'occupation. Alain Poher, après avoir été Président du Comité de libération du Ministère des Finances, préside le Comité qui doit régler les problèmes d'épuration. La mission lui convient bien. Elle est sans doute un hommage au combattant courageux mais plus encore une marque de confiance dans son talent pacificateur. Tout cela semble heureusement prélude à son entrée définitive « en politique ».

En 1946, il est élu au Sénat. Pardon !... au Conseil de la République. La nouvelle Constitution n'a pas seulement retiré à la Haute Assemblée une grande partie de ses pouvoirs. Elle l'a même privée de son nom. Les Sénateurs du nouveau régime ne tarderont d'ailleurs pas à récupérer leur titre traditionnel et surtout à retrouver, sinon certains pouvoirs définitivement perdus, du moins une influence et une autorité morale qu'ils ne recouvreront cependant qu'au prix d'une véritable reconstruction politique. Alain Poher en est un des artisans. Il a été bien accueilli dans une Assemblée dont les membres anciens encore présents - les plus nombreux - sont sensibles aux égards que leur témoigne un jeune collègue d'une courtoisie sans défaut et dont ils savent reconnaître la compétence et la sagacité. Il est d'ailleurs vite nommé à un poste-clé : rapporteur général du Budget.

Notons encore, car il aimait à évoquer ce souvenir, qu'il avait retrouvé au Palais du Luxembourg un mentor auquel il avait dû, dès ses années de jeunesse, une part de son initiation à la politique : Ernest Pezet, député démocrate populaire entre les deux guerres.

L'action du rapporteur général du Budget retient assez l'attention pour qu'on l'invite bientôt à s'occuper du même sujet, mais, cette fois, du côté gouvernemental. Alain Poher devenu Secrétaire d'Etat au Budget en 1948 ne fera cependant qu'un assez bref passage dans cette charge qui le mobilise totalement au moment même où il devrait faire campagne pour conser-

ver son mandat sénatorial (soumis à renouvellement selon une modalité particulière au premier Conseil de la République). Il est battu et quitte aussitôt le gouvernement. Heureux échec, peut-on dire rétrospectivement, et Alain Poher l'a peut-être pensé lui-même quelquefois puisque les nouvelles fonctions auxquelles il va être appelé constitueront sans doute une excellente introduction à la partie « européenne » de sa carrière.

Il est, en effet, nommé Commissaire général aux affaires allemandes et autrichiennes. Après quelque cinquante ans, cette fonction paraît sans doute assez énigmatique. Elle le sera moins si on rappelle la situation créée par la défaite de l'Allemagne nazie et la capitulation sans condition de mai 1945. Il n'y a plus de gouvernement allemand. L'ancien Reich a été partagé en quatre zones par les puissances victorieuses qui détiennent, chacune dans la sienne, tous pouvoirs et toutes responsabilités. La gestion par la France de sa zone d'occupation a exigé - en dehors des aspects proprement militaires - la mise en place d'un dispositif administratif important et complexe dont le Commissaire général, à Paris, sous l'autorité du Ministre des Affaires étrangères, supervise le fonctionnement. Il doit aussi en organiser la réduction, corollaire d'un rétablissement progressif d'une autorité politique et administrative allemande. Alain Poher s'acquitte avec plein succès de cette mission, a priori non dépourvue d'embûches car les « occupants » français d'Allemagne et d'Autriche forment un monde bien particulier au style parfois quelque peu colonial et très méfiant du pouvoir parisien. Ses qualités humaines et son aptitude exceptionnelle à apprécier instantanément les problèmes qu'on lui soumet lui valent cependant la confiance de tous, à commencer par celle du Général commandant en chef, le Général Koenig, toujours auréolé du souvenir de Bir-Hakeim et qui, à Baden-Baden, fait figure de vice-roi.

Une nouvelle charge lui donnera l'occasion d'approfondir encore son expérience des relations internationales et sa connaissance des problèmes allemands. Elle sera passagère, elle aussi, car l'évolution de la situation en Europe de l'Ouest et de la place que doit y prendre l'Allemagne nouvelle sera rapide.

Alain Poher représente la France à l'Autorité Internationale de la Rhur, organisation originale puisqu'elle regroupe les trois alliés occidentaux, les pays du Bénélux et l'Allemagne qui y siège dans les mêmes conditions formelles que les autres membres. Mais les problèmes traités et les décisions prises ne concernent que l'économie allemande et, en premier lieu, la part de charbon de la Rhur à réserver aux autres pays européens. L'A.I.R., organisme de transition, cessera bientôt son activité, dépassée par les perspectives d'une tout autre ampleur qu'ouvrent le Plan Schuman et la préparation de ce qu'on appelle alors le «Pool charbon-acier». A cette préparation, Alain Poher prendra naturellement part, non point comme négociateur direct, mais comme personnalité qu'on ne saurait manquer de consulter tant l'ensemble de ses compétences couvre bien la matière en discussion. Dès 1953, cependant, c'est très officiellement qu'il entre dans le dispositif institutionnel européen. Il figure en effet parmi les premiers parlementaires français (il a entre-temps récupéré son siège sénatorial) appelés à faire partie de l'Assemblée commune de la Communauté Economique du Charbon et de l'Acier (CECA), l'institution qui deviendra, en 1958, le Parlement Européen.

C'est un souci d'équilibre démocratique qui a conduit les auteurs du Traité de Paris à créer, en face d'une Haute Autorité soustraite au contrôle des Parlements nationaux, une assemblée parlementaire européenne. Préoccupés surtout de répondre à une exigence de principe, ils n'avaient explicitement prévu pour elle qu'une mission et des pouvoirs très limités. Si l'existence formelle de l'Assemblée commune était assurée, son avenir réel était tout entier à dessiner. Dès sa constitution, quelques rares membres de l'Assemblée - l'usage du terme «parlementaires européens» n'existait pas encore - estimèrent qu'ils ne devaient en aucune manière accepter qu'elle devienne un organe fantôme faisant de la figuration démocratique occasionnelle dans une construction institutionnelle où la Haute Autorité retiendrait seule l'attention. Alain Poher fut des quelques-uns qui surent inventer pour l'Assemblée un style et des méthodes de travail et lui donnèrent une authentique consistance politique.

Il s'engage dans cette tâche à sa façon habituelle, parlant rarement en séance plénière, intervenant surtout dans les réunions de groupe ou de commission. La pertinence de ses arguments et la force de sa conviction lui valent bientôt une autorité particulière qu'il conservera tout au long d'un mandat parlementaire européen d'une durée exceptionnelle puisque, commencé en 1952, il ne prendra fin qu'en 1978. En 1966, il est devenu Président du Parlement européen. Après deux ans, un fait significatif confirme la considération spéciale dont il bénéficie. L'usage établi voudrait qu'un autre membre lui succède au fauteuil présidentiel, comme semble l'exiger l'opportunité d'un roulement suffisamment rapide entre représentants de pays et de groupes politiques différents. Pourtant Alain Poher est invité à garder sa fonction une troisième année et l'on fera comprendre à un successeur qui voudrait évoquer à son profit ce précédent que «Poher, c'était Poher»...

Sa notoriété - on peut dire son prestige - ne s'arrête pas aux limites de ce monde apparemment fermé qu'est celui de l'Assemblée communautaire. En réalité, celui-ci ne manque pas d'ouvertures et de liens avec l'extérieur. Nombreux sont les anciens ou futurs ministres, voire chefs de gouvernement qui ont siégé sur ses bancs. Dans tous les pays membres, Alain Poher reçoit un accueil à la mesure de sa personnalité et du rôle qu'il a déjà joué sur le plan européen, qu'on semble parfois mieux connaître qu'en France.

Le moment cependant est venu où les Français - on est en 1968 - vont entendre beaucoup parler d'Alain Poher que les sénateurs, en tout cas, n'ont pas oublié. Sans qu'il soit candidat, c'est lui qu'ils choisissent pour présider leur Assemblée fort mal à l'aise depuis que le président sortant a été mis en quarantaine prolongée pour avoir employé dans une déclaration critiquant une position du Général de Gaulle un mot que celui-ci a considéré comme intolérablement injurieux. On compte sur Alain Poher pour liquider un contentieux devenu à la longue insupportable et surtout pour diriger la défense contre un projet de référendum qui propose, à côté de dispositions censées organiser la régionalisation, une transformation, qui n'est rien moins que la destruction du Sénat. Alain Poher

ne décevra pas l'attente de ses collègues et se lancera avec beaucoup de pugnacité dans cette bataille où il doit employer d'autres moyens d'expression que ceux dont il a l'habitude. Un mémorable «Face à la presse» donnera même de lui une image qui surprendra les téléspectateurs et paraîtra fort efficace. Il ne cherchera guère cependant à développer une capacité médiatique dont le perfectionnement est sans doute trop étranger à son caractère.

*Alain Poher, Président de la République par intérim,  
avec Couve de Murville et Messmer (mai 1969)*

On ne saurait aborder ici les motivations - encore controversées - qui firent s'obstiner le Général de Gaulle dans un scrutin à haut risque et qui lui donna tort. Sa démission immédiate n'était certainement pas ce que désirait spécialement Alain Poher, mais il reste que celui-ci apparaît devant l'opinion comme un des principaux «tombeurs» du Général, et surtout qu'il est amené à le remplacer dans un certain nombre de ses fonctions puisque la Constitution le fait Président de la République par intérim.

Une scène a été souvent racontée, celle du premier Conseil des Ministres qui mettait le nouveau Président par intérim face à un gouvernement dont la plupart des membres dissimu-

laient mal leur regret et leur rancœur, voire pour quelques-uns une hostilité proche de la haine, en voyant Alain Poher installé dans le fauteuil où quelques jours auparavant siégeait le Général... Certes, Maurice Couve de Murville, Premier ministre, avait trop le sens de l'Etat... et celui des convenances, pour ne pas s'employer à préserver la dignité que devait garder cette étonnante séance. Celle-ci n'en constituait pas moins un exceptionnel test de qualité pour le Président intérimaire. Pour ne pas risquer d'y paraître insuffisant ou ridicule, il fallait une extrême intelligence de la situation et une parfaite fermeté dans le comportement. Alain Poher ne manquait ni de l'une ni de l'autre.

L'entrée en fonction de Président par intérim a été bien accueillie par de larges fractions de l'opinion qui lui accorde une popularité qu'on ne pouvait prévoir. Des voix se feront même bientôt entendre souhaitant que Poher devienne Président à part entière... L'intéressé a lui-même écarté cette éventualité déclarant qu'il y avait à son avis incompatibilité entre les responsabilités de l'intérim et une candidature dans le scrutin présidentiel. Pourtant la conjoncture politique complexe qu'engendre le résultat du référendum va le contraindre à revenir sur une position sans doute trop rapidement exprimée. Il faut tenir compte des chiffres : une majorité d'électeurs a clairement fait savoir qu'elle ne désirait pas que le Général de Gaulle restât plus longtemps à la tête de l'Etat. Certes, formellement, ils n'étaient en aucune façon interrogés sur ce point. Mais de Gaulle lui-même a déclaré solennellement aux Français qu'il leur posait la question par le biais de ce scrutin référendaire, et elle en devenait finalement l'enjeu principal. La réponse est négative. Elle ne comporte pas seulement le rejet d'un pouvoir central qui souffre d'usure et de sclérose autoritaire. C'est aussi le désaveu d'une pratique politique où un parti dominant, rassemblé dans l'allégeance inconditionnelle au chef de l'Etat, écrase un peu trop ses alliés naturels. Il faut maintenant donner une signification positive à la volonté de changement qui vient d'être manifestée. On ne saurait la trouver dans le jeu d'une alternance droite-gauche qui n'a d'ailleurs aucune possibilité de fonctionner à cette époque. Une réponse pertinente serait plutôt la présence dans le scrutin

présidentiel qui va suivre d'un candidat indépendant de la famille gaulliste, d'orientation centriste et capable de présenter de façon crédible un programme rénovateur. L'entreprise n'est pas aisée et un certain nombre de personnalités pressenties se dérobent devant les difficultés d'une compétition qui promet d'être rude.

Finalement, Alain Poher semble le seul qualifié pour l'affronter et de multiples démarches le pressent d'annoncer sa candidature, que les premiers sondages créditent d'ailleurs des meilleures chances. D'aucuns déjà imaginent sa victoire, car la sympathie spontanée qui l'entoure après son entrée à l'Élysée devient quelque temps un véritable engouement, qu'il observe avec sang-froid. Je me rappelle l'avoir rencontré et lui avoir dit : «Si l'on votait dimanche, vous seriez Président de la République !». La réponse fut immédiate : «Peut-être bien, mais ce sera le dimanche suivant, et d'ici là...». Le ton parfaitement calme ne laissait paraître ni regret ni inquiétude. Mais, dans son for intime, Alain Poher a-t-il vraiment souhaité devenir Président de la République ? Tout ce que l'on peut savoir de cet homme à la fois si ouvert et si secret ne fait guère penser qu'il ait connu un seul instant la griserie qu'on imagine saisir un homme politique découvrant tout à coup devant lui la perspective - aléatoire, certes, mais nullement chimérique - d'accéder à la magistrature suprême. Présenter, ainsi qu'on l'a fait dans certains articles parus après son décès, sa candidature comme la manifestation nouvelle d'une ambition personnelle, d'ailleurs vouée à l'échec, constitue sans doute une erreur et même un contresens.

Rien n'autorise non plus à croire qu'il aît été effrayé par les responsabilités et les contraintes attachées à la plus haute charge de l'Etat. Il faut plutôt retenir qu'Alain Poher - exception rare parmi les dirigeants politiques de son rang - n'avait pas la passion du pouvoir. Il n'éprouvait pas ce besoin d'aller plus haut et plus loin qui engage tant d'entre eux dans une poursuite incessante des fonctions et des titres. On trouve même chez lui une sorte de modestie - quitte à faire sourire quelques esprits sceptiques comprenant mal qu'on associe ce mot à une carrière qui, pour n'avoir jamais été le fruit de l'ambi-

tion ou de l'arrivisme, fut tout de même fort brillante. Certes, Alain Poher était conscient de sa valeur et des niveaux auxquels elle devait trouver son emploi, mais il fut toujours plus soucieux des services qu'il pouvait rendre que du prestige à tirer des postes auxquels il fut appelé.

Ce détachement secret à l'égard d'un éventuel succès dans la compétition présidentielle explique-t-il la relative modération avec laquelle il s'y engagea ? Il était trop loyal pour ne pas jouer pleinement le rôle qu'il avait accepté, fût-ce à son corps défendant. On put d'ailleurs constater la rapidité avec laquelle il assimila des pratiques de communication de masse où l'on ne retrouvait guère le caractère feutré et personnalisé des campagnes sénatoriales. Il le fait d'ailleurs sans chercher à dissimuler son style propre derrière un personnage de tribun qui n'était pas dans sa manière. Il est sans doute plus gêné par les contraintes d'un intérim qui - même reconnu formellement compatible avec la candidature - imposait tout de même une évidente réserve. Et surtout, l'apparition d'une nouvelle configuration politique couronnée par l'élection d'un Président de la République aurait supposé un long et solide travail de préparation politique. Tel n'était pas le cas, et il n'appartenait évidemment pas à Alain Poher de l'improviser.

En définitive, Georges Pompidou l'emporta, mais le décompte des voix au second tour du scrutin ne fit pas apparaître un déséquilibre anormal entre les deux candidats et il ne parut pas que le Président du Sénat eût subi un échec personnel humiliant. Curieusement, on sembla même oublier très vite son engagement dans la compétition pour ne retenir que l'activité spécifique du Président par intérim. Sur ce plan, à l'exception sans doute du cercle des gaullistes purs et durs, une sorte d'unanimité s'établit à droite comme à gauche pour rendre hommage à son impartialité, à l'autorité souriante avec laquelle il règle quelques questions urgentes, bloquées pour d'obscurcs raisons. Il lui arrive même de recevoir des félicitations explicites du *Canard Enchaîné*. Combien d'hommes politiques se sont vu accorder ce genre d'éloge par

le célèbre hebdomadaire ? Il faut dire que peu de fonctions semblent exiger un éventail de qualités si parfaitement inscrites dans le tempérament d'Alain Poher. Il aurait pu cependant n'être jamais appelé à en faire la démonstration. L'intérim n'a pas de place dans un calendrier prévisible. Pourtant, quelques années après ce premier intérim, Alain Poher sera chargé une seconde fois des mêmes fonctions, par suite du décès du Président Pompidou. Cette fois, il n'y a même plus cette interférence délicate avec une candidature et, sans aucune réserve, «l'intérimaire» reçoit plus de compliments encore et un surcroît de notoriété. Pendant quelque temps, les mentions d'Alain Poher dans la presse l'associeront à cette fonction comme si elle constituait pour lui une occupation habituelle.

Une savoureuse caricature le montre d'ailleurs marchant allègrement une serviette marquée «Intérim» à la main, et la bulle lui fait dire : «Six semaines par-ci, six semaines par-là, ça finira par faire un septennat !». Il n'y eut pas de troisième intérim, mais on en évoqua l'éventualité en une période difficile de la présidence Mitterrand. L'Élysée goûta peu ces rumeurs.

Doit-on dire qu'après le second intérim, le temps des péripéties et des imprévus est terminé pour le Président du Sénat, deuxième personnage de la République ? Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing n'est pas pour la Haute Assemblée un temps de turbulence et il est facile à son Président d'en «piloter» les activités dans le style attentif mais consensuel qu'il affectionne. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 amène une nouvelle donne politique, rejetant dans l'opposition une Haute Assemblée en majorité droite et qui souffre de voir ses pouvoirs bridés par la règle du jeu constitutionnelle. Alain Poher n'est pas homme à encourager les affrontements secondaires, mais il aura à intervenir dans d'importants conflits qui surgiront vite. Le Sénat n'aura pas de mal en effet à découvrir dans des projets gouvernementaux des menaces contre des libertés fondamentales qu'il entend défendre. Son Président se montre lui-même très sensible à certains de ces périls dont le moindre n'est pas celui qui pèse sur l'enseignement libre. Sans sortir de son rôle, ni

rechercher quelque bénéfice médiatique personnel, il s'engage fortement dans cette affaire et contribue largement à obtenir du gouvernement et du Président de la République lui-même un recul proche de la capitulation. Ce n'est pas la seule circonstance où l'on constate que le goût légendaire d'Alain Poher pour la conciliation et la recherche du compromis peut faire place à une fermeté intransigeante quand sont en jeu des principes pour lui essentiels.

Les sénateurs maintiendront longtemps au fauteuil un Président qui y a fait ses preuves et auquel la Haute Assemblée doit beaucoup. La fonction n'est pas une simple récompense ou une sinécure. Elle est même usante pour celui qui la prend à cœur dans toutes ses dimensions. Elle n'en reste pas moins prestigieuse et convoitée. Quand vient, en 1989, l'échéance du renouvellement triennal, les candidats à la relève ne manquent pas. La bataille confuse engagée dans les coulisses entre diverses personnalités aboutit à un résultat que beaucoup n'attendaient pas. S'ajoutant à ceux confiés depuis vingt ans, le Président Poher se voit appelé à remplir un nouveau mandat qu'il n'a peut-être pas vraiment désiré. Prolongation accidentelle et sans relief qui ne doit pas être prise en compte dans le bilan d'une carrière parlementaire exemplaire.

Cette évocation, sciemment incomplète, d'un demi-siècle de vie publique d'Alain Poher est d'abord un apport, chargé d'émotion, au souvenir d'un homme et d'une époque. N'incite-t-elle pas aussi à réfléchir aux leçons qui pourraient être tirées de son exemple en un temps où la classe politique tout entière souffre d'un discrédit qui n'a que de lointains précédents. Personne n'a jamais contesté que, pour Alain Poher, le «métier» politique fût vraiment une mise au service des autres, rejetant loin la recherche de profits personnels. Il ne manque certainement pas d'acteurs de la vie politique qui déclarent faire pleinement leur une telle définition. Sauront-ils convaincre les citoyens de notre pays qu'ils sont de beaucoup les plus nombreux et méritent de retrouver leur confiance ?

Raymond LEGRAND-LANE

# Albert Camus

## ou l'éveil des consciences

par Rémy LE GALL

*En octobre 1957 Albert Camus recevait le prix Nobel de littérature. En janvier de la même année, dans le premier numéro de France-Forum, Henri Bourbon avait rendu hommage à l'écrivain dans un article intitulé «Un esprit libre : Albert Camus». Quarante ans plus tard il est intéressant de mesurer l'intemporalité de cette œuvre porteuse de sens qui, aujourd'hui encore, appelle les questionnements les plus fondamentaux sur la personne humaine. Notons que France-Forum a publié sur Albert Camus des textes d'Etienne Borne («Albert Camus ou la rectitude» - décembre 1957), de Pierre-Henri Simon («Le témoignage humain d'Albert Camus» - février 1960) et de Roger Quillot («Camus et Pascal» - octobre 1973).*

«Aujourd'hui maman est morte» : l'incipit de *l'Etranger* est devenu aussi célèbre que celui d'*A la recherche du temps perdu*, «Longtemps je me suis couché de bonne heure». Enrobé d'adjectifs, déguisé de formules et rhabillé par les superlatifs, que n'a-t-on dit ou écrit sur celui que Jean-Jacques Brochier et bien d'autres après lui ont qualifié de «philosophe pour classes terminales». Son mémoire sur le néoplatonisme et la pensée chrétienne n'a pas suffi à faire de lui un philosophe reconnu par ses pairs. Et pourtant... Albert Camus prétendait «revenir aux mots de tout le monde en y apportant l'honnêteté qu'il faut». Ce qui passait pour une incapacité relevait en fait d'un parti pris. On a trop souvent associé complication et profondeur : Camus a considéré, lui, qu'un écrivain doit exprimer simplement la complexité des êtres et des choses. De ce journaliste engagé, écrivain de l'amour et du désespoir de vivre, témoin de son temps délivrant un message par nature intemporel, les écrits recèlent d'étonnantes vertus pédagogiques. Cette œuvre inachevée porte en elle la plus belle des promesses, celle d'éveiller chez ses lecteurs la conscience de son individualité et de la dignité de la personne humaine, de révéler à chacun son propre jugement et, par là même, son propre art de vivre.

### Parcours initiatique

Aujourd'hui donc, comme il y a quarante ans, l'œuvre d'Albert Camus saisit de pleine face ses nouveaux lecteurs. Comment expliquer que l'on ressent derrière la simplicité, la limpidité apparente de ses écrits, l'existence d'un mystère ?

Serait-ce l'étrange sentiment d'inachèvement qui ressortirait de l'œuvre d'un écrivain frappé par le sort alors qu'il allait donner le meilleur de lui-même ? L'illusion inconsciente que le chemin est tracé et que nous devons le prolonger, sans guide cette fois et par nos propres moyens ? Ou serait-ce encore le tumulte de notre esprit tourmenté, secoué de sa léthargie par une révolte qui répond à nos aspirations les plus obscures ? Peut-être tout cela à la fois ? Qui

*Albert Camus :*

*la recherche d'une morale dans un siècle sans Dieu*

pourrait le définir avec certitude ? Ce qu'il y a de plus sûr, c'est que l'œuvre de Camus, sous la voile d'une probe et rigoureuse mécanique narrative dénuée d'artifices littéraires, tente de mener au plus loin cette interminable et intertemporelle quête du sens qui rejoint les préoccupations les plus fondamentales de chaque individu.

Louis-Ferdinand Céline, pour ne prendre que cet éminent exemple, a certainement innové dans le bouleversement des structures narratives, mais comment mesurer ses prouesses d'écriture, que l'on a qualifiées de révolutionnaires, avec l'apport crucial des écrits d'Albert Camus ? Ce serait oublier sans doute ce que l'œuvre d'Albert Camus a d'essentiel : une vocation naturelle d'accompagner voire de provoquer, l'éveil ou, pourrait-on dire, l'accouchement des consciences. Et cette dimension-là est sans prix. Pour comprendre le singulier état de grâce de cette œuvre il faut suivre avec circonspection ce sinueux cheminement, ce parcours par étapes qui doit conduire au questionnement primal sur lequel se construit notre identité d'homme libre. Cette vérité n'apparaît qu'en filigrane, au détour d'une lecture transversale et non linéaire de l'œuvre de Camus. Ce parcours est loin d'être aussi fléché qu'une première lecture superficielle pourrait le laisser augurer. C'est accidentellement que jaillissent un à un des éclairs fulgurants de lucidité comme les pièces d'un vaste puzzle que nous avons à reconstituer. Tout cela semble préfigurer une obscure naissance, celle de la vérité mise à nue, horizon scintillant qui motive notre existence.

### L'arbre qui cache la forêt

Dans le premier volume de ses *Romanesques*, Alain Robbe-Grillet parle longuement de Camus, et plus précisément de *L'Etranger*, précisant qu'il n'est pas le seul écrivain à le nommer au premier rang des rencontres jalonnant sa formation. Précisément parce que l'œuvre d'Albert Camus, derrière son côté rudimentaire, émotif, et le langage sincère et fraternel qui la porte, fait naître la première interrogation philosophique, suivie, souvent, de l'habitude si féconde d'une réflexion interrogatrice. Derrière leur apparente transparence ces textes ont une irremplaçable action animatrice. Lorsque l'on interroge les nouvelles générations de lecteurs de Camus, on note que ce sont surtout les récits

qui retiennent l'attention et que leur lecture est avant tout sociale. De *L'Etranger*, c'est la nudité et le tragique de l'aventure qui les touchent, la mécanique pervertie des rapports sociaux, l'aridité et l'inhumanité de la justice, le meurtre rituel et la bêtise de la peine de mort. De *La peste*, c'est la leçon de solidarité et d'espoir qui les frappent le plus : la chaîne des êtres vient à bout des monstruosité de l'histoire et des inepties administratives, la placidité de l'homme permet, au milieu des pires tourmentes, de continuer à être et d'espérer le bout du tunnel. *La chute* semble peut-être plus accessible aux générations mûries par l'expérience : l'ambiguïté du monde, la duplicité des êtres, l'initiation à l'examen de conscience. Un degré en dessous, *Noces*, dont on pouvait croire le lyrisme et l'exaltation passés de mode, suscite encore l'intérêt de ceux qui restent sensibles à l'errance, pourtant aujourd'hui désuète, sur les chemins de Katmandou ou des hautes collines de Provence.

Les apprentis philosophes peuvent se référer à *L'Homme révolté*. La référence fréquente à l'Histoire, les implications culturelles, l'aspect argumenté et le découpage en chapitres habillent, à leur façon, la simplicité et le bon sens du plaidoyer camusien. Celui-ci est bien le chant profond de l'individualisme opposé aux pseudo-paradis terrestres promis par les systèmes politiques, réfutation pragmatique du communisme en tant que pratique historique, revendication de la cause de l'homme. C'est parce qu'il y a eu oblitération d'une tradition non négligeable de la pensée marxiste, de Rosa Luxembourg à Gramsci, que *L'Homme révolté* a pu susciter en 1952 la volée de bois vert que l'on sait. Depuis, que ce soit dans les goulags stalinien ou dans les rizières ou les forêts du Cambodge, la dure «naissance» de l'homme nouveau paraît faire écho au «Viva la muerte» des franquistes. Le spectacle de la cruauté et de la folie secoue encore les lecteurs de *Caligula*. Des scrupules des *Justes*, on ne peut dire que les terroristes de l'ETA ou des Brigades rouges aient retenu grand-chose. Plaidoyer pour un autre temps, leur discours n'en reste pas moins le repère de la capacité des révolutions à ne pas sombrer dans le despotisme ou l'aventure. S'il ne peut être reproché à Camus - comme à Malraux - d'avoir mis au jour un monde qui allait ressembler aux cauchemars de l'histoire,

son univers plein de bruit et de fureur fera encore longuement résonner le cri que Gide opposait à l'inertie des Dieux : l'homme.

### L'innocence

«Nous marchons à la rencontre de l'amour et du désir». Camus écrit *Noces* à vingt-trois, vingt-quatre ans, dans un état de ferveur, d'exaltation, qu'il a souvent, par la suite, tenté de retrouver, comme un secret perdu. «Je mordais dans le fruit déjà doré du monde, bouleversé de sentir son jus sucré et fort couler le long de mes lèvres». Ce secret perdu, c'était peut-être l'innocence, la sensation la plus pure de vivre au plus près des choses, d'apprécier à sa juste valeur ce que la nature et la vie nous offrent de plus beau et de plus doux. Au-delà des mots, il y a cet état premier et, pour Camus, «ceci est une morale, et nous vivons pour quelque chose qui va plus loin que la morale. Si nous pouvions la nommer, quel silence.»

L'innocence sera une idée que l'on retrouvera au cours de l'œuvre de Camus comme un aboutissement, notamment face à l'absurde. Pour l'auteur du *Mythe de Sisyphe*, «il n'y a qu'un problème philosophique vraiment sérieux : c'est le suicide. Juger que sa vie vaut ou ne vaut pas d'être vécue, c'est répondre à la question fondamentale de la philosophie.» La mort, la sienne propre ou celle d'autrui, est pour Camus le seul point à partir duquel il y a lieu d'évaluer la vie, la nôtre dans le cas du suicide, celle d'autrui dans le cas du meurtre. Les valeurs de la morale dériveront naturellement dès lors que nous saurons trouver une raison pour vivre plutôt que mourir et pour condamner le meurtre, la peine de mort, quelles qu'en soient les justifications. De ce rapport à la mort, nous ne décidons pas. Il comporte une dimension que l'on pourrait qualifier de structurale ; il est de principe mais s'incarne dans l'histoire selon des formes et des figures différentes. Chaque conjoncture vit ce rapport à la mort selon une passion ou un sentiment déterminé qui la colore et lui donne sa métaphysique.

Commençons par l'absurde, ce sentiment qu'Albert Camus mit en scène dans *L'Étranger* et dont il donna la clé dans *Le Mythe de Sisyphe*. «Quel est donc cet incalculable sentiment qui prive l'esprit du sommeil nécessaire à sa vie ?

Un monde qu'on peut expliquer même avec de mauvaises raisons est un monde familier. Mais au contraire, dans un univers soudain privé d'illusions et de lumières, l'homme se sent étranger. Cet exil est sans recours puisqu'il est privé des souvenirs d'une patrie perdue ou de l'espoir d'une terre promise. Ce divorce entre l'homme et sa vie, l'acteur et son décor, c'est proprement le sentiment de l'absurdité».

Tout est dit : l'absurde désigne un certain mode de rapport à soi-même, aux autres et au monde, une forme d'expérience que l'on subit ou que l'on s'exerce à vivre en se rendant étranger au monde des autres. On peut faire l'expérience de l'absurde à de multiples occasions : l'absurde est d'abord dans la répétition des habitudes et des gestes quotidiens dès lors que l'on ressent que cette répétition n'a pas de sens. Le monde moderne, métro-boulot-dodo, le travail répétitif se révèlent absurdes dès lors que l'on découvre qu'ils ne tiennent que par habitude, urgence et conformisme. Prendre conscience que tout cela est vide et sans raison, c'est l'absurde. Mais l'expérience peut se généraliser. L'absurde, en effet, c'est la privation du sens. Or rien n'est plus facile que de se rendre étranger au sens. En effet les systèmes signifiants, tout ce à travers quoi nous communiquons, sont faits d'une matière et d'un corps dont l'organisation et la disposition codée en font des supports de sens. Or, tout ce qui se prétend vrai, explicatif, raisonnable, est menteur, car ce ne sont qu'autant de légitimations qui ne reposent sur rien. L'absurde est cruel, il évide tout ce qu'il rencontre, rend tout dérisoire ; il suppose une ascèse radicale. Ainsi l'absurde, destructeur de toute morale, est lui-même au principe d'une morale immoraliste. En effet, l'homme absurde ne peut, par principe, en sortir. Ce ne pourrait être qu'au profit d'une raison d'exister, qui ne saurait résister au saccage de l'absurde.

Le doute cartésien comprend en lui-même le principe de son dépassement : plus le doute sera radical, plus la certitude qui s'ensuivra sera forte. L'absurde au contraire est un piège dont on ne peut pas sortir. Deux conséquences : l'absurde va conduire au rejet de toute philosophie dans la mesure où une philosophie n'est jamais qu'une proposition de légitimation, une manière de vous inviter à vous en sortir, à faire le «saut».



L'homme absurde doit rester en-deçà de toute solution, car toute solution est démission. C'est la raison pour laquelle il ne se suicidera pas. Le suicide est encore ou déjà une solution. «Il s'agit de s'obstiner», écrit Camus. L'absurde a sa vertu : cette lucidité sans limite qui, derrière tout, fait toujours et indéfiniment apparaître le manque de fondement. L'absurde permet de se débarrasser de toute conscience malheureuse, de tout sentiment de péché ou de culpabilité. Au bout de la lucidité absolue, une nouvelle conscience de soi : l'innocence.

L'expérience de l'absurde dès lors qu'elle est cultivée et radicalisée devient une expérience de l'absence de tout fondement. Car l'absurde est la découverte qu'il n'y a rien derrière le décor pour le soutenir et le justifier. Le monde est un théâtre, et nous ne sommes que les acteurs de nous-mêmes. La personne, comme l'étymologie le rappelle, n'est qu'un masque.

Le Meursault de *L'Etranger* affrontait l'absurde en toute innocence. Dans *La Chute*, Clamence l'affronte en toute conscience. Il est l'homme qui avait cru aux valeurs et qui, ayant découvert leur hypocrisie, a constaté leur faillite. «Chaque homme, dit-il, témoigne du crime de tous les autres, voilà ma foi et mon espérance». Qu'est-ce à dire ? Que la véritable voie de l'homme va de la conscience de sa culpabilité vers une innocence qu'il sait ne devoir jamais lui appartenir, mais pour la conquête de laquelle il doit combattre sans trêve et sans repos, éternellement. Camus se livrera dans *La Chute* à sa propre démystification, pour nous léguer cette leçon qu'il n'existe pas de morale confortable, mais qu'il faut choisir la perpétuelle brûlure, le perpétuel appel de l'insaisissable pour mériter le nom d'Homme.

### L'expérience phénoménologique

Le *Mythe de Sisyphe* commente le sentiment de l'absurde, *L'Homme révolté* veut comprendre la dialectique de la révolte et de la révolution qui, depuis la Révolution française et en particulier au XX<sup>e</sup> siècle, a ensanglanté le monde entier. Ce faisant, la démarche d'Albert Camus n'est pas non plus sans rappeler le Hegel de *La Phénoménologie de l'Esprit* : il lui reprend la dialectique du maître et de l'esclave dont le principe est aussi de faire du rapport à la

mort le principe de toute valeur ; il lui reprend encore l'idée que ce rapport à la mort s'incarne dans des figures historiques mues par d'impitoyables dialectiques. Il est toujours possible de mettre en suspens le sens pour ne plus avoir affaire qu'à une matérialité devenue insensée. Cette expérience n'est pas sans précédent dans l'histoire de la philosophie : lorsque les sceptiques pratiquaient la «suspension du jugement», c'était, dans le langage de Camus, pour faire apparaître l'absurdité des dogmatismes qu'ils cherchaient à tourner en ridicule.

Lorsque Husserl donne comme mot d'ordre à la phénoménologie de pratiquer l'*epoché transcendante* afin de retrouver la chose même avant ses significations, il propose un geste qui peut aussi bien conduire à l'absurde. Dans *L'Etranger* également, le surgissement pour rien des choses, sous le regard d'une conscience vide, nous y frappe avec une violence si crue que l'on remarque à peine qu'il constitue la parfaite représentation, presque didactique, de l'expérience phénoménologique selon Husserl. Au début du récit en effet, on éprouve la sensation choquante d'avoir pénétré dans une conscience tournée de façon exclusive vers le dehors, sensation inconfortable et paradoxale s'il en fut, puisque justement cette conscience-là n'aurait pas d'intérieur, pas de «dedans», n'affirmant son existence à chaque instant - sans durée - que dans la mesure où elle se projette hors de soi. Mais bientôt les choses se gâtent, Meursault se révèle comme le contraire d'une conscience vide, nous comprenons peu à peu que cette sorte-là de vide constitue seulement la parodie de ce que serait une véritable conscience husserlienne.

Autre expérience phénoménologique : *L'Homme révolté*. Cet ouvrage est en effet construit comme une sorte de phénoménologie de la révolte et de ses contradictions. L'absurde contient en soi-même le principe de son dépassement : la révolte. Camus en ordonne les figures selon un double niveau métaphysique et historique. «La révolte métaphysique est le mouvement par lequel un homme se dresse contre sa condition et la création tout entière. Elle est métaphysique parce qu'elle conteste les fins de l'homme et de la création.» Le maître inlassablement accusé ne peut être que Dieu. Sa

radicalité ne lui permet pas d'être grecque. Elle commence à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle avec l'œuvre de Sade et se poursuit dans les œuvres et les personnages des romantiques, de Dostoïevsky, Nietzsche, Lautréamont, Rimbaud et des surréalistes. Il y a dans le geste, la décision de la révolte, plusieurs composantes «Qu'est-ce qu'un homme révolté ? Un homme qui dit non. Mais s'il refuse, il ne renonce pas : c'est aussi un homme qui dit oui, dès son premier mouvement.» La révolte, d'abord, n'existe que dans un rapport maître-esclave, un rapport de domination-servitude. Il n'appartient pas au maître de se révolter, mais seulement à l'esclave. C'est son privilège. La révolte ensuite n'est pas seulement négation, refus, destruction, mais aussi bien affirmation. «Si confusément que ce soit, une prise de conscience naît du mouvement de révolte : la perception, soudain éclatante, qu'il y a dans l'homme quelque chose à quoi l'homme peut s'identifier.»

La révolte, principe même des valeurs, devrait nécessairement dégénérer, de maîtres penseurs en révolutions interposées, en justification du crime. «Le révolutionnaire est en même temps révolté, ou alors il n'est plus révolutionnaire, mais policier et fonctionnaire qui se tourne contre la révolte. Mais, s'il est révolté, il finit par se dresser contre la Révolution... Tout révolutionnaire finit en oppresseur ou en hérétique.» Précisément il n'y a pas de solution à cette dialectique. Il faut tenir, perpétuellement et inlassablement, les deux bouts : limiter la révolution par la révolte. Voilà le postulat. «L'homme est la seule créature qui refuse d'être ce qu'elle est. La question est de savoir si ce refus ne peut l'amener qu'à la destruction des autres et de lui-même, si toute révolte doit s'achever en justification du meurtre universel, ou si, au contraire, sans prétention à une impossible innocence, elle peut découvrir le principe d'une culpabilité raisonnable.»

### **Le sens usurpé de l'histoire**

*L'homme révolté* est une description de la situation de l'homme privé de Dieu mais aussi de l'homme défini par l'histoire. Camus, à la différence de Sartre, refusera toujours de valoriser l'histoire. *Le Mythe de Sisyphe* et *L'Étranger* renvoient à une expérience qui fut celle de l'avant-guerre qui implique la plus grande

méfiance à l'égard de l'histoire. C'est l'expérience de ceux qui se sont sentis étrangers à ce monde de l'avant-guerre si saturé, à droite comme à gauche, de grandes rationalités historiques. Peut-être avaient-ils sourdement conscience qu'il leur revenait d'opposer à l'affirmation massive de toutes ces grandes raisons criminelles le refus absolu, l'absence de participation, la manifestation qu'elles sont en fait sans raison, insensées, et qu'il y a peut-être plus de valeur dans une déflation de la raison que dans son inflation. Mais la guerre et l'après-guerre, ses crimes et ses insoutenables révélations, l'expérience inédite des totalitarismes allaient conduire la même génération et les mêmes hommes à une autre forme de conscience historique : le meurtre légitimé dont la génération de Camus vient de voir le déploiement dans «l'apocalypse hitlérienne» et la révélation des camps stalinien suscite un douloureux sentiment d'égarement. *L'Homme révolté* fait scandale en 1951, car il dénonce sur un même plan les excès de la Terreur, les crimes du fascisme et du communisme. Albert Camus refuse de se laisser emporter par l'action, et par le mouvement de l'histoire.

On s'éloigne du fondamental lorsqu'on réduit le comportement politique de Camus à l'antibolchévisme. La grande affaire, l'obsession de l'auteur de *L'Homme révolté*, était de s'insurger contre l'Histoire. Contre la sacralisation de l'inéluctable et de l'irréversible - les deux concepts étant définis par tous les croyants, habités par «l'esprit d'orthodoxie», qui s'estiment habilités à donner un sens précis à l'Histoire. L'homme de 1997 est toujours profondément concerné par cette question qui, selon Georges Bataille, «envisage l'effort de l'homme actuel pour survivre à la servitude morale que la société lui propose». L'heure n'est plus au partage de l'Allemagne mais à sa réunification, à la guerre froide mais à l'éclatement du bloc soviétique, à la fascination des intellectuels pour l'idéologie communiste mais au soupçon systématique porté sur tout ce qui touche au politique, et pourtant la leçon est toujours la même.

### **L'apollinien et le dionysiaque**

On ne saurait écrire sur Camus sans analyser l'influence du soleil dans son œuvre. Même aux

pires moments, le soleil répand dans l'œuvre de Camus la vie, la beauté profonde. *Noces* est un magnifique hymne au soleil qui célèbre les noces avec le monde. A l'inverse, toutes les œuvres de l'ombre sont empreintes du même pessimisme, celui de la chute irrémédiable. Soleil et ombre sont des symboles que Camus ressent dans sa chair mais qui ne sont pas moins porteurs de sens. On retrouve cette dualité chez Platon dans l'allégorie de la Caverne tout comme dans *Le Malentendu* où Camus écrit : «Il faut tout faire pour que la pauvreté ne se conjugue pas avec la vie sans ciel ni espoir (...) pour que les hommes échappent à la double humiliation de la misère et de la laideur». Dans les scènes les plus fortes d'apparition de l'absurde on trouve toujours le soleil comme élément moteur de l'action. Au milieu de *L'Etranger*, Meursault, par lassitude, tue un arabe sans raison apparente. On a souvent expliqué ce geste par le rôle du soleil, omniprésent dans tout le passage. Mais le soleil, ici, plus qu'une image ou un symbole, est un personnage vivant au sens propre du terme, une force agissante. Tout est prêt pour le sacrifice : «Il y avait déjà deux heures que la journée avait jeté l'ancre dans un océan de métal bouillant (...). Toute une place vibrante de soleil se pressait derrière moi». Les éléments se font sacrificateurs, le soleil pénètre Meursault : «La brûlure du soleil gagnait mes joues (...) La lumière, giclant sur l'acier, était comme une longue lame étincelante qui m'atteignait au front (...) Je ne sentais plus que les cymbales du soleil sur mon front.» Le meurtre rituel va pouvoir s'accomplir. «Il m'a semblé que le ciel s'ouvrait sur toute son étendue pour laisser pleuvoir du feu. Tout mon être s'est tendu et j'ai crispé ma main sur le revolver.» Camus, très marqué par la terre d'Orient, a une relation au soleil-père qui va plus loin que la relation habituelle du monde occidental. Le soleil a une influence directe, agissant un peu comme un dieu sur la vie des gens. C'est ce même soleil qui, après avoir provoqué le déséquilibre, va symboliser le retour à l'équilibre de l'esprit, bien après celui du corps : c'est ce qu'on appellera la pensée de midi.

La pensée de midi qui figure dans la dernière partie de *L'Homme révolté* avec son écriture frémissante, son âpre lyrisme et ses élans blessés, avait tout pour agacer les théoriciens en

chambre. Trop de lumière éblouie, trop de scrupules, une attention trop exclusive portée au bonheur humain, quitte à renoncer aux chimères de l'homme nouveau. Il s'agissait en fait d'une sagesse révoltée soucieuse de susciter un art de vivre sur le qui-vive. La fameuse dimension solaire qui fait constamment osciller l'homme entre le bonheur et l'absurde, entre la lumière et la mort, n'est pas sans rappeler deux instincts antagonistes par leur origine et par leur fin que Nietzsche mit au jour : l'apollinien et le dionysiaque. Ces deux instincts sont au cœur de tout art parce qu'ils expriment les deux tendances fondamentales et contradictoires de l'homme : le goût dionysiaque de la démesure s'opposant au sens et à la volonté de mesure. D'un côté Apollon, dieu du soleil et de la lumière, et de l'autre Dionysos, dieu de l'ivresse et de la folie. Camus attribue un rôle quasi-salvateur à l'art. Mais l'art lui-même étant tension vers l'unique et se trouvant soumis au nihilisme qui domine la civilisation du XX<sup>e</sup> siècle peut être emporté par la démesure, cette «ubris» autrefois définie par les Grecs comme la faute par excellence. Camus assigne donc des limites à la liberté : celles de la capacité des autres à se révolter. La révolte ainsi conçue comme revendication de la liberté des autres autant que de soi-même est créatrice et rejoint ce «oui» *bataillien* qui est acceptation de tous les aspects de la vie comme une protestation contre la mort. Bataille s'est prononcé d'ailleurs en faveur de la pensée de midi. La mesure que préconise Camus, écrivain somme toute plus apollinien que dionysiaque - si tant est que l'on puisse véritablement découpler ces deux notions - n'est pas renoncement. Camus entend préserver le dynamisme de l'action individuelle et collective, la révolte étant un moyen d'affirmer que «nous sommes». Il conçoit la mesure comme une tension. «On accomplit une vérité qui est celle du soleil, mais aussi celle de sa mort.»

### Retour au silence

«L'œuvre musicale, comme la sonorité, se déploie entre deux silences : le silence de sa naissance et le silence de son accomplissement» (1).

Durant toute sa vie Camus, qui n'a jamais

(1) G. BRELET, *Le temps musical*.

cessé de se débattre contre les mots, aura rêvé de silence dans l'exercice même de l'écriture. Dans *Le Premier homme*, pèlerinage aux sources de son être, Camus a voulu se ressaisir, s'unifier, en contemplant son origine. Le grand vertige de ce roman, son leitmotiv qui roule en ressac d'amour, est l'attachement à la mère. Une mère muette que l'on retrouve dans *L'Envers et l'Endroit*, la première œuvre de Camus qu'il ne se décidera à rééditer qu'en 1958, deux ans avant sa mort. Dans la préface à cette réédition il écrit : «Si, malgré tant d'efforts pour édifier un langage et faire vivre des mythes, je ne parviens pas un jour à réécrire *L'Envers et l'Endroit*, je ne serai jamais parvenu à rien, voilà ma conviction obscure. Rien ne m'empêche en tout cas de rêver que j'y réussirai, d'imaginer que je mettrai encore au centre de cette œuvre l'admirable silence d'une mère et l'effort d'un homme pour retrouver une justice ou un amour qui équilibre ce silence.»

*Le Premier homme* avait donc vocation à répondre à cette aspiration profonde. Lorsqu'on lit *L'Envers et l'Endroit* puis le manuscrit inachevé du *Premier homme*, on ne peut qu'être frappé par les similitudes. L'écrivain était sur le point d'accoucher d'un livre qui allait donner une unité à son œuvre. Saisi en plein vol, il ne laissera à la postérité qu'une tentative prometteuse. S'il n'y avait qu'un message à retenir de ce dernier essai d'écriture, ce serait que finalement tout est peut-être déjà joué dès l'enfance. Camus aura sans doute été confusément, sa vie durant, à la recherche du père manquant, tout comme l'écriture n'aura été qu'un témoignage d'amour à une mère murée dans le silence avec qui il n'a jamais pu vraiment communiquer. Pauvreté, silence, soleil, absurdité d'un destin qui distribuerait les cartes, éléments moteurs de toute une existence, et pourquoi ? Cette question, c'est à nous maintenant d'y trouver des réponses, d'après notre propre histoire. L'œuvre de Camus nous ouvre un chemin, celui de la réconciliation entre notre fragile bonheur de vivre et le rôle à donner à notre existence. Chacun devra trouver le savant dosage, l'alchimie subtile qui «équilibrera son silence.»

Un intellectuel responsable, voilà ce qu'était vraisemblablement Albert Camus, voilà ce qui se dessine tout au long de son œuvre, c'est-à-dire celui qui ne pousse jamais ses mots au-delà

de ce qu'il peut faire ; au-delà de ce qu'il pense, au-delà de ce qu'il vit. Citant René Char - «L'obsession de la moisson et l'indifférence à l'histoire sont les deux extrémités de mon arc» - Camus marquait son accord avec la foudroyante clarté de la pensée poétique face au pathos des idéologies. Camus ne devait jamais présenter le profil d'un maître à penser, cette idée l'aurait d'ailleurs horrifié, mais il devint pour beaucoup un maître à vivre, un éveilleur de conscience.

Un maître à vivre, car il eut le courage de ses idées en prenant position contre l'idéologie marxiste-léniniste ou contre les excès de l'épuration, et parce qu'il était étranger, par nature, à tout manichéisme. Ce démocrate (2), partisan d'une Europe du travail et de la culture, entendait se situer tout entier du côté de l'éthique et de la conviction ; tantôt en professant une philosophie de l'urgence - «Il y a la peste, il faut se défendre, c'est clair» -, tantôt en prônant les vertus d'un humanisme réaliste - «Dans son plus grand effort, l'homme ne peut que se proposer de diminuer arithmétiquement la douleur du monde». Il a voulu condenser dans son œuvre la grande impossibilité d'un siècle sans Dieu : fonder une morale. Il s'en est expliqué dans une formule qui n'a pas pris une ride : «Il s'agit de savoir si l'homme, sans le secours de l'éternel ou de la pensée rationaliste, peut créer à lui seul ses propres valeurs.» Si Camus a posé cette question mieux que personne, c'est peut-être parce qu'il pensait avec ses sens. Cet être «vitriolé par le doute», comme il se définissait lui-même, a tenté d'éclairer le monde de ses souffrances, de ses faiblesses comme de ses forces. Si son message continue de passer avec une rare puissance, c'est qu'il donne à chacun la possibilité de le lire, de l'interpréter, puis de découvrir, au cœur de cette simplicité, une intrigue, une clé pour notre monde à nous, pour notre envers et notre endroit.

Rémy LE GALL

(2) Lire *Démocratie et modestie*, Combat, février 1947 ; *Démocratie et dictatures internationales*, Actuelles I, éditions Gallimard.

Parmi l'abondante bibliographie réservée à Camus et à son œuvre, il faut lire notamment Roger QUILLLOT, *La mer et les prisons*, Gallimard 1956 ; Jean GRENIER, *Albert Camus*, Gallimard, 1968 ; Jean-Claude BRISVILLE, *Camus*, Gallimard, 1970 ; Jacqueline LÉVI-VALENSI, *Le roman camusien et sa légitimité*, dans *Le genre du roman*, P.U.F., 1981 ; Jules ROY, *A propos d'Alger, de Camus et du hasard*, Le Haut Quartier, 1982 ; Roger GRENIER, *Albert CAMUS soleil et ombre*, Gallimard, 1987.

# La Vie Littéraire

par Philippe SÉNART

**En attendant Godot**, au Théâtre du Rond-Point. - Pour saluer **Kleber Haedens**. - Une **Histoire de la Restauration**. - **Madame de Maintenon**, par André Castelot. - **Agrippa d'Aubigné**, par Eric Deschodt. - **Louis XIV**, par Pierre Goubert. - **Louis XV**, par Jean-François Chiappe. - **Philippe Sollers met Sade** à la question. - Regards sur les **Maoïstes**. - **Bernard Pingaud** : Bartoldi le comédien. - **Françoise Sagan** : Le miroir égaré. - **Laurence Cossé** : Le coin du voile. - **Yann Queffelec** : Et la force d'aimer. - **Pascale Roze** : Le chasseur Zéro. - **Jacqueline Harpman** : Orlanda.

Il y aura bientôt un demi-siècle qu'*En attendant Godot* a été représenté pour la première fois dans une petite salle de la rue de Babylone. La pièce de Beckett est devenue depuis un classique du théâtre. Ionesco a écrit que «le véritable art d'avant-garde (mais, rectifiait-il, le théâtre d'avant-garde n'existe pas) est celui qui, s'opposant à son temps, se révèle comme inactuel», qu'«en se rêvant inactuel, il rejoint le fonds commun de l'universel», et que «étant universel, il peut être considéré comme classique». *En attendant Godot*, déjà entré à l'Odéon, antichambre de la Comédie française, est repris aujourd'hui avec un immense succès au Théâtre du Rond-Point dans la mise en scène de Marcel Maréchal. Il est prêt, indifférent au Temps, à aborder le XXI<sup>e</sup> siècle.

*En attendant Godot* ne nous renvoie pas moins à l'époque très précise où il a été créé. 1953, c'était la fin de l'après-guerre, c'était le commencement de l'ère de l'abondance et la société de consommation allait naître. Alors que deux clochards faméliques tournaient inlassablement autour d'un arbre desséché en parlant interminablement pour essayer de se prouver qu'ils existaient, et en croquant des carottes crues, l'on s'arrachait *L'Express*, un nouveau journal plein de recettes de cuisine au caviar et au foie d'oie. La France ne rêvait que de s'empiffrer. Pouvait-elle se reconnaître dans les hommes couverts de haillons que Beckett exposait sur son théâtre comme des bêtes curieuses ?

Beckett prévoyait que la société de consommation devait crever d'indigestion, mais, d'ores et déjà, il sentait qu'elle souffrait d'un malaise mortel de l'esprit. Dans un monde trop plein et

qui ne peut être purgé de toutes les choses qui l'encroûtent (c'est le temps où Georges Perec écrira *Les Choses* et où Robbe-Grillet réinvente le *chosisme* de Ponge), dans un monde matériel qui va s'épaississant et s'alourdisant comme nous le montre sur un autre théâtre Ionesco, dans ce monde matériel où l'on a tout, on veut être. Un romancier qui a alors du succès, M. Le Clezio, s'écrie qu'il y a en lui une âme qui n'a pas vu le jour. Dans la nuit obscure où nous plongeait Beckett, dans la nuit obscure où l'on attendait Godot (mais qui était Godot ? et quand viendrait-il ?), une lumière «en haut» brillait peut-être. Beckett, dans son aspiration à la lumière aperçue par un soupirail, annonçait-il le jour ? Sur l'arbre desséché, à la fin de sa pièce, poussaient déjà quelques feuilles. Mais pour reconnaître Godot, pour l'accueillir, pour l'entendre, s'il délivrait un message (sauf à se taire comme l'Orateur du Ionesco des *Chaises*), il fallait se mettre en état de grâce. Beckett, dans *En attendant Godot*, nous offrait des carottes crues. *En attendant Godot*, c'était le purgatif spirituel dont nous avions besoin. Pièce pour Carême, qui pensait qu'*En attendant Godot*, était une pièce religieuse ?

Sommes-nous entrés en Carême ? On s'obstine à ne pas faire pénitence. Les programmes politiques font toujours semblant de prôner le refus de l'austérité. Mais il est un peu question partout de la morosité générale. *En attendant Godot*, théâtre classique, donc théâtre éternel, se révèle théâtre toujours *actuel*.

\*  
\*\*

Il y a vingt ans, mourait Kléber Haedens. Cet anniversaire a été marqué par la réédition de ses deux premiers romans, *L'Ecole des parents* et *Magnolia-Jules* (1) publiés en 1937, et une biographie due à l'excellente plume de M. Etienne de Montéty (2) qui a écrit son premier livre sur Thierry Maulnier (3). M. de Montéty, biographe de Thierry Maulnier, ne pouvait que rencontrer Kléber Haedens qui, raconte Brasillach, suivait celui-ci «comme son ombre» dans les cafés et les salles de rédaction des petites revues «non-conformistes» d'avant-guerre, où des jeunes gens turbulents tenaient contre la société bourgeoise des propos incendiaires. «Kléber Haedens est né, écrit M. de Montéty, en 1937, à la brasserie Lipp.» Il faut préciser que la brasserie Lipp était la salle de rédaction de *Combat*, l'une de ces nombreuses petites revues, *Ordre nouveau*, *XX<sup>e</sup> siècle*, *Réaction...* dont M. Loubet del Bayle s'est fait l'historien (4). *Combat* était dirigée par Jean de Fabrègues, René Vincent, Jean Le Marchand (une éminence grise de la littérature de droite de ce demi-siècle que l'on retrouvera après la guerre à l'hebdomadaire *Arts*, à la revue *La Table ronde*, au *Quotidien de Paris* et dont on aimerait lire un jour les Souvenirs). Y écrivaient Robert Brasillach, Thierry Maulnier, bien entendu, le plus violent de tous, Jean-Pierre Maxence, Claude Roy, François Gravier, Maurice Blanchot... Jacques Laurent-Cély (le futur Jacques Laurent) et François Sentein, en culottes courtes, y apportaient leurs premiers articles. Kléber Haedens écrivait déjà dans les pages littéraires de *L'Action française* et dans *L'Insurgé*, un brûlot ultra-réactionnaire. Thierry Maulnier n'avait pas trente ans et il exerçait au milieu de cette jeunesse un magistère de la pensée. Sa réputation s'étendait bien au-delà de la Brasserie Lipp. Je citais des phrases de son livre sur Racine dans mes dissertations françaises, et mon bon maître M. Pompidou sabrait son nom à l'encre rouge (mais en souriant). Pouvait-on penser que Kléber Haedens, se profilant timidement derrière Thierry Maulnier, aspirerait, bravant l'Université, à être cité lui aussi dans les devoirs des écoliers du futur demi-siècle ? Ecrivant à trente ans une *Histoire de la littérature française*, il se donnait l'air d'avoir tout lu. Il jugeait de tout, librement et parfois peut-être témérairement. Mais tant pis, ou tant mieux ! Cette *His-*

*toire de la littérature* où Kléber Haedens prenait la pose d'un anti-Lanson, en adoptant la carrure de Léon Daudet, était un régal. Elle n'était pas vue du haut d'une chaire, mais c'était un jardin à travers lequel on se promenait dans l'agréable compagnie de celui que M. de Montéty nomme avec bonheur un «écrivain du bon plaisir». Un jardin à la française ? Kléber Haedens nous entraînait souvent par des chemins perdus dans d'épais fourrés où personne ne semblait encore avoir mis le pied et dont il écartait les ronces pour y faire apparaître un trésor. Ou bien, il nous détournait avec horreur de quelques statues campées au milieu de parterres bien ratissés, celles par exemple de Zola ou de Flaubert.

N'est-ce pas pourtant (ô ironie) dans la postérité flaubertienne qu'il faut placer le premier roman du jeune Kléber Haedens, *L'Ecole des parents*, satire féroce de la bêtise bourgeoise ? Elle s'incarne dans le père et la mère de Jean Delmain, le héros de ce roman qui ressemble beaucoup à Kléber Haedens. Comme Kléber, Jean Delmain est fils d'officier, il suit ses parents au Sénégal, il rentrera en France pour faire ses études au Prytanée de La Flèche, sera recalé au bac, déclare par un clair matin de révolte qu'il n'y a plus que la poésie et la politique qui l'intéressent. Jeunesse douloureuse que celle de Kléber Haedens ? La déteste-t-il à l'instar d'un Sartre, enfant trop gâté, ou d'un Malraux, humilié d'être le fils d'une épicière de village et qui inventera un roman épique pour y loger sa vie ? Non. Je comparerais cette enfance, à celle du Jacques Vingtras de Jules Vallès. Ni Vingtras, ni Jean Delmain n'ont été des enfants martyrs. Kléber Haedens n'est délivré dans ce premier roman, le bouton d'acné de son œuvre, que des purulences de l'adolescence. Le commandant Delmain dont il trace un portrait cruel mais empreint d'une secrète bienveillance est un brave homme d'officier artilleur sorti du rang, sentencieux et imbécile, qui ne veut que le bien d'un fils récalcitrant et qui veut lui donner le goût des mathématiques à coup de taloches pour en faire un polytechnicien. Kléber Haedens a dit qu'il ne devait à ses parents que «l'horreur indélébile de l'ennui». Il y a dans le ciel terne de

(1) (2) Grasset

(3) Julliard

(4) Le Seuil

cette enfance une éclaircie. C'est le séjour au Sénégal dans l'île de Gorée dont la principale rue s'appelle la rue du Chevalier de Boufflers (gouverneur de la colonie sous Louis XIV) par où passera, dans l'œuvre de Kléber Haedens, un souvenir d'îles parfumées, le souffle de l'aventure, un joyeux cliquetis d'épées de corsaires. C'est la deuxième partie de *L'Ecole des parents*. On y respire le bonheur. Dans la troisième partie du roman, Jean Delmain est précepteur dans une famille bourgeoise aussi stupide que la sienne, mais, en plus, odieuse. C'est un jeune homme mélancolique et un peu hautain, boursoufflé de romantisme. A la fin du roman, il est mis à la porte de cette maison où il n'a été compris que par une pâle jeune fille. «Dehors il pleuvait, écrit Kléber Haedens, les côteaux, les bois, l'univers entier se perdaient dans la brume. Jean n'avait pas de manteau, il était tête nue... Il hésita une seconde sur le perron puis, résolument, s'engagea sous la pluie». Où va-t-il ? Qui aurait imaginé que, dans ce paysage d'hiver dont toutes les issues sont bouchées, s'ouvrirait la carrière ensoleillée d'un écrivain donné entièrement à la joie de vivre ?

\*  
\* \*

Trois grandes Histoires de la Restauration ont été écrites au siècle dernier par Vaulabelle (républicaine), Nettement (légitimiste), Duvergier de Hauranne (parlementaire). De nos jours, l'Histoire du R.P. de Bertier de Sauvigny fait autorité. Elle manifeste de la sympathie pour les «ultras», ne serait-ce que par esprit de famille (le révérend père descend du fondateur des Chevaliers de la foi) mais avec une teinte de libéralisme, ce qui apparente son auteur au groupe dissident de Chateaubriand et de Hyde de Neuville, la «défection». On peut aussi se référer à deux ouvrages qui sont loin d'être périmés, *Les institutions politiques de la monarchie parlementaire française* de Paul Bastid et *La Restauration* du marquis Marie de Roux publié entre les deux guerres dans la célèbre collection historique à couverture jaune d'Arthème Fayard, celui-ci dans la mouvance bainvillienne. Nous devons à MM. Emmanuel de Waresquiel et Benoît Yvert une nouvelle *Histoire de la Restauration* (5). On en cherchera plutôt la filiation dans l'*Histoire du gouvernement parlemen-*

*taire en France de 1814 à 1848* de Duvergier de Hauranne.

MM. de Waresquiel et Benoît Yvert étudient, dans ce laboratoire d'idées politiques qu'a été, sous l'enseigne de la liberté, la Restauration bourbonnienne, «la naissance de la France moderne». Louis XVIII et Charles X, «souverains falots sous lesquels le pays a vécu comme tétanisé, replié sur lui-même» écrivait dans son *Histoire de Napoléon le Grand* (Napoléon III, mais oui !) M. Philippe Séguin qui, pour faire bonne mesure, ajoutait aux deux derniers Bourbons Louis-Philippe d'Orléans. Ni Louis XVIII, ni Charles X n'apparaissent tels dans l'ouvrage de MM. de Waresquiel et Benoît Yvert. «La Restauration, a dit Renan, a fondé le vrai développement de la France au XIX<sup>e</sup> siècle». Louis XVIII et Charles X n'ont pas envisagé ce développement d'un même point de vue, mais tous deux lui ont ouvert une voie, Louis XVIII, celle de la monarchie parlementaire (pourquoi ce régime ne s'est-il pas imposé ? M. Rosanvallon a essayé de répondre à cette question dans sa *Monarchie impossible* (6)), Charles X, celle où de Gaulle l'a suivi, donnant raison, un peu tard, à la prédiction de Balzac dans son *Curé de village* : «Dans vingt ans les Français auront reconnu la nécessité de la saine et grande politique de Charles X». L'ont-ils reconnue ? Qui se souvient encore que de Gaulle a fondé la V<sup>e</sup> République sur la condamnation du régime des partis, celle-là même que Charles X a prononcée en 1830.

Le régime des partis est, depuis qu'elle existe, le régime même de la France, pays historiquement divisé contre lui-même. Francs contre Gaulois, communes contre seigneurs, huguenots contre ligueurs, patriotes contre aristocrates. Une cassure la coupe en deux, et elle n'est pas consolidée. La récente polémique autour de Clovis, où la France n'a polémique que contre elle-même, le prouve. «C'est une chose déplorable, écrit Guizot dans son *Essai sur le gouvernement de la France*, que la guerre entre deux peuples qui portent le même nom, parlent la même langue, habitent le même sol». Lorsque Charles X s'en va sur la route de l'exil,

(5) Perrin

(6) Fayard (cf. France-Forum n° 304-305, juillet-septembre 1995)

en août 1830, le vieux duc d'Esgrignon, à Alençon, sort de son *Cabinet des antiques* balzacien pour le saluer, et il s'écrie : «C'est la revanche des Gaulois». «On croirait, avait dit Fouché, que la France enferme deux peuples aux prises l'un avec l'autre». Louis XVIII a voulu être le roi de ces deux peuples. Nos amis, les présidents Bonin et Didier, ont consacré à cette tentative un très remarquable ouvrage, *Louis XVIII roi de deux peuples*, qui manque à la pourtant très complète bibliographie établie par M. Benoît Yvert. Mais en octroyant à la France une Charte dans la dix-neuvième année de son règne, Louis XVIII ne refaisait pas l'Histoire à la manière de M. Jean Dutourd dans son essai de politique-fiction, *Le maréchal Von Bonaparte*, il sauvegardait le principe même du droit monarchique qui veut que le Roi ne meure pas. Il réunissait au nom de la prérogative royale tous les pouvoirs dans la même main de justice. Pouvait-il réaliser dans ce cadre constitutionnel l'harmonie des contraires ? Ce fut, comme l'a dit M. Rosanvallon, le «moment anglais» de l'histoire politique de la France ?

Le libéral Martignac ayant remplacé l'ultra Villèle, après le libéral Decazes, dans de vaines alternances, Charles X dut constater que le régime des partis fonctionnait mal et que la France n'était pas à l'aise dans son moment anglais. Il rappelle aux Français que «la Charte a placé les libertés publiques sous la sauvegarde des droits de la Couronne» et que ces droits, dont elles tiennent leur existence et qui lui sont antérieurs, sont «sacrés». C'est rester fidèle à l'esprit de l'antique Constitution française. Le duc Victor de Broglie a reconnu dans ses *Souvenirs* la responsabilité de la gauche dans son opposition obstinée à toutes les tentatives de faire fonctionner tant bien que mal le régime des partis. Il bat sa coulpe : «Nous, les hommes d'Etat en herbe et en espérance du parti whig qui faisons état de penser et d'agir dans une région supérieure aux préjugés de secte et de tradition, de voir plus clair et plus loin que les autres..., nous nous sommes comportés en vrais gens de parti», c'est-à-dire soucieux, au détriment de l'intérêt public, de seuls intérêts particuliers». MM. de Waresquiel et Benoît Yvert sont bien obligés de constater que Polignac, malgré toutes ses ouvertures vers les centres (il faut relire les mémoires de Pasquier), a été victime, avant même d'expo-

ser son programme devant la Chambre, d'un procès d'intention. Il voulait augmenter le nombre des députés, abaisser l'éligibilité à trente ans, décentraliser l'administration, adjoindre les capacités à l'électorat. On avait décidé de ne pas l'écouter. Il était frappé d'ostracisme. Ce dévot qui avait des apparitions de la Sainte Vierge, mais rêvait de faire bénéficier la France d'un nouveau moment anglais, en donnant à l'aristocratie le rôle qu'elle jouait Outre-Manche, était *diabolisé*.

Les fameuses ordonnances de 1830 sont-elles légales ou non ? MM. de Waresquiel et Benoît Yvert éludent cette question. L'article 14 est certes peu clair. Définit-il le pouvoir réglementaire du Roi ? Ou énonce-t-il un principe supérieur de salut public ? Il n'a soulevé pourtant aucune objection lorsque Louis XVIII y a eu recours en 1814 et 1815 en prenant des ordonnances dont le programme était à peu près celui des textes reprochés à Charles X. Le gouvernement libéral De Serres-Decazes avait envisagé de s'en servir pour «casser la Chambre», selon ce qu'a révélé Charles de Rémusat dans sa correspondance avec sa mère, en modifiant le nombre des pairs et changeant l'âge des députés. «C'est le moyen unique d'anéantir les ultras en un instant» exultait le jeune Rémusat. Le «coup d'Etat» de Charles X n'est, en fait, rien qu'un coup de force. Le roi n'avait pas prévu, seulement, que, pour réussir, il avait besoin précisément de la force. Or l'armée était en Algérie.

1830, année fatidique ! Les «Trois glorieuses» sonnent un glas. C'est alors que la France est entrée dans ce que Prosper de Barante nomme une ère d'«anarchie morale» dont il ne semble pas qu'elle soit encore sortie. La Charte avait donné à la France des institutions, mais elle avait «ajourné la société». Le mot est de Royer-Collard. M. Chaban-Delmas, il y a quelques années, annonçait une «nouvelle société». N'était-ce pas vouloir reprendre l'Histoire de France où l'avait laissée, dans une attente vaine, Royer-Collard ? Pour fonder une nouvelle société, encore fallait-il qu'il y en eût une. Notre Guizot, Georges Pompidou, jugea ce projet superflu et d'ordre purement décoratif. La France a vécu depuis la Révolution, ayant consommé un peu plus d'une bonne (ou mau-



vaïse) dizaine de Constitutions, dans des baraquements provisoires. Le mal est-il constitutionnel ? Ecrire une Histoire de la Restauration « chère, selon Renan, à tous ceux qui pensent d'une manière élevée », c'est prendre un plaisir d'esthète. Mais il faut se garder de l'illusion politique. Les voies ouvertes par la Restauration n'ont abouti qu'à des impasses, se perdant dans un terrain vague où, dans l'absence de société, l'on peut se demander à quoi sert d'essayer de construire quelque chose.

\*  
\* \*

Un roman picaresque, la vie de Madame de Maintenon ? Petite-fille d'Agrippa d'Aubigné, capitaine et poète, fille de Constant qui passa vingt années de sa vie en prison, aspirant vainement à prendre sa retraite dans le confort de La Bastille, Françoise d'Aubigné est née à Niort en 1635 dans la conciergerie de la prison où était alors enfermé son père. Embarquée avec ses parents pour l'Amérique, en revenant pour faire la manche dans les rues de La Rochelle, recueillie par un oncle et une tante huguenots dans un château du Poitou où elle garde les dindons et chante les psaumes, enlevée par une autre tante, celle-là catholique, sur ordre de la Cour, pour être rendue à sa vraie religion, elle est amenée à Paris, découvre le monde, pratique la galanterie si l'on en croit Saint-Simon, figure dans le roman de M<sup>me</sup> de Scudéry, *Clélie*, sous le nom de Lyriane, épouse le poète burlesque Scarron, met dans ses coquetteries un piment de dévotion, devenue veuve, portant le deuil à ravir, se glisse à la Cour dans le sillage de Mme de Montespan qu'elle a connue dans la société de l'hôtel d'Albret, la « merveille » dit-elle. Elle est chargée d'élever, dans une demeure clandestine, les bâtards du Roi. Elle y reçoit ses visites. Une relation d'intérêt et de sentiment se noue au dessus des chères têtes blondes. Françoise d'Aubigné sait où elle avance ses pas, jusqu'à basculer dans le lit de Louis XIV, nullement par inadvertance, mais pour remplir, si l'on peut dire, un devoir d'Etat. Elle devient secrètement la femme du Grand Roi après la mort de Marie-Thérèse. « Reine dans le particulier », écrit Saint-Simon, présidant en bonne tante aux intimités familiales, elle est, dit Sainte-Beuve, « la personne essentielle, conseillante et consolante au

milieu des affaires et des afflictions ». Où ne s'est pas élevée la petite mendicante de La Rochelle ? Elle a conté qu'enfant, elle avait dans une partie de jonchets tiré le roi. Elle s'était sentie « prédestinée ». M. André Castelot retrace ce roman (7). Nous avons remonté à sa suite la belle *Allée du Roi* le long de laquelle Mme Françoise Chandemagor a accompagné la jeune fille pauvre dans sa marche au trône où il ne lui a manqué que la couronne pour achever le destin qu'elle avait pressenti (8). M. André Castelot a prolongé cette glorieuse allée jusqu'au moment de 1794 où les sans-culottes ont violé la sépulture de M<sup>me</sup> de Maintenon et pendu son cadavre, la traitant, enfin, selon le mot de l'un de ses biographes, le duc de Noailles, rapporté par M. Castelot, « en vraie reine ».

Le chevalier de Méré, qui l'a initiée au monde, l'a recommandée à la duchesse de Lesdiguières en ces termes : « Elle est douce, secrète, fidèle, modeste, intelligente et, pour comble d'agrément, elle n'use de son esprit que pour divertir et se faire aimer ». A-t-elle aimé Louis XIV qui l'avait éblouie lorsqu'il est entré dans Paris, revenant d'Espagne d'où il ramenait Marie-Thérèse ? Ou bien n'en a-t-elle investi les abords, puis pénétré dans le saint des saints, elle qui était « gauche à l'amour » selon une spécialiste, Ninon de Lenclos, qu'en dissimulant son dessein, celui-là même de Dieu, chargée de mission qu'elle était auprès de Louis XIV par son confesseur pour l'arracher au vice et le conduire dans le droit chemin d'une liaison régulière et contrôlée sous le regard de Notre Sainte Mère l'Eglise. « Le service de l'Etat et de l'Eglise, voilà votre dévotion » lui dictait à Saint-Cyr, où elle achevait sa carrière, l'évêque de Chartres. Le Roi trouva auprès d'elle toute la joie d'un intérieur tranquille et doux, quasiment bourgeois, où il pouvait satisfaire ses penchants dans des cinq-à-sept sans histoires. Après l'amour-passion que lui avait inspiré la « merveille », il découvre et cultive dans son rapport avec Mme de Maintenon l'amour-goût. Dirige-t-elle l'Etat comme le prétend Saint-Simon ? Elle se tient à son ouvrage dans un coin de la chambre où Louis parle des affaires avec ses ministres. Quand elle s'aventure à dire son mot, elle est

(7) Perrin

(8) Julliard

promptement remise en place. A-t-elle inspiré la révocation de l'Edit de Nantes ? Porte-parole des évêques peut-être, mais c'était le vœu national. Quand, au moment des revers de la guerre de Succession d'Espagne, elle supplie le roi de demander la paix, «si c'est là ce que Dieu veut, dit-il, je le veux bien, mais si ce sont les Anglais, permettez-moi de n'y consentir».

«Elle s'entend à la politique comme mon chien Titi» disait la Palatine. Il suffisait à Françoise d'Aubigné d'avoir trouvé auprès du Roi la situation de respectabilité discrète à laquelle elle n'avait, dans les traverses de sa vie, cessé de tendre. «Je voulais faire prononcer mon nom, a-t-elle confessé, avec admiration et respect, jouer un beau personnage, surtout être approuvée par les gens de bien». Mais dans le style de vie qu'elle s'est imposé pour y parvenir et s'y maintenir, ne lui arrivait-il pas, au souvenir de sa jeunesse, de bâiller d'ennui ? Fénelon la troubla. Le quiétisme la ramenait dans les douces prairies de sa campagne poitevine quand elle se laissait «baigner dans la lumière de Dieu», et aspirait à «prier comme on respire». Elle voulut convertir le Roi. «Rêverie, madame, rêverie», hochait la tête Louis XIV qui préférait les vers de Benserade à la théologie. La belle Lyriane de la *Clélie* éprouvait ainsi dans sa retraite versaillaise, une dernière fois, la tentation du romanesque. Mais n'a-t-elle jamais conduit sa vie, dans les voies du roman où elle s'est engagée en comprimant sa nature, que pour resplendir dans la gloire, but de toute carrière de grande précieuse ? Un roman picaresque, la vie de Françoise d'Aubigné ? Un roman précieux. Sous la sagesse où elle trouve enfin le havre de paix de la grande époque classique dans laquelle se sont apaisés tous les tumultes, il y a la nostalgie de cette folie de jeunesse, quand elle s'écriait qu'elle ne voulait pas la «richesse», mais «l'honneur». Elle est au temps de Racine, son ami, une survivante du temps de Corneille.

\*  
\*\*.

Ce n'est pas au poète, le plus grand des poètes français, «notre Hugo», a dit Thierry Maulnier que M. Eric Deschodt a consacré son *Agrippa d'Aubigné* (9), c'est au capitaine, au guerrier, au héros de «la guerre des deux peuples» commen-

cée sur notre sol français, dès l'origine de notre histoire, continuée au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècles entre catholiques et protestants, dont l'on ne verra la fin que le jour où la France aura cessé d'exister. D'Aubigné a rendu hommage à l'un de ses compagnons tué en combat aux côtés du roi de Navarre, le futur Henri IV : «un homme digne des guerres civiles». Il est, lui-même, l'un de ces hommes. M. Eric Deschodt dresse, façonne, polit sa statue dans un livre brûlant de tous les feux de ce XVI<sup>e</sup> siècle où il est né de la colère de Dieu. Claudel est de sa descendance, dit M. Deschodt, lui qui a déclaré avoir toujours eu besoin d'un ennemi.

M<sup>me</sup> Chandernagor, écrivant les mémoires apocryphes de M<sup>me</sup> de Maintenon dans son *Allée du roi*, a découvert dans l'enfance de celle-ci «un fond de rébellion». C'est l'héritage du grand-père d'Aubigné. A travers les «six guerres de religion» de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, «guerres de mouvement, d'armes et d'esprits», dénombrées par M. Deschodt, il reste, ce rebelle, fidèle à l'honneur d'être français. Il ne perd jamais de vue que, là où est le roi, là est la France. C'est son repère de salut. Henri III, dit-il, eût été, s'il n'avait point régné, «digne du royaume». Henri IV apporte enfin la paix : jamais, écrit d'Aubigné, «la France n'a pu dormir d'un si bon sommeil sur un lit paré de lys». Il a prophétisé l'assassinat de ces deux rois. Il est de ceux qui pensent que le sang royal ne peut que retomber sur la France. Réfugié à Genève, il peut terminer (au-dessus de la mêlée ?...) son *Histoire universelle*, sur le bon usage des guerres civiles.

M. Eric Deschodt relève curieusement chez cet âpre combattant «le désir de plaire, d'aimer, d'être aimé». C'est l'une des constantes de vie de sa petite-fille Françoise d'Aubigné devenue Mme de Maintenon. De l'esprit de révolte au besoin de servir, il est intéressant de suivre, à travers ces filiations, un cheminement d'Histoire.

\*  
\*\*

Le livre de M. Pierre Goubert, *Louis XIV et vingt millions de Français*, publié en 1966, était venu trop tôt. M. Goubert reconnaissait que,

(9) Robert Laffont

d'importants travaux universitaires sur Louis XIV étant en cours, son livre n'était qu'une esquisse de plusieurs figures possibles du Grand Roi dont le portrait était encore à faire. D'ailleurs, Louis XIV l'intéressait moins que les vingt millions de cul-terreux dont il se déclarait fièrement issu, et c'était de sa petite lucarne du Beauvaisis, où il enseignait l'histoire dans un lycée, qu'il prenait une vue générale sur la France et qu'à la manière de Le Nain il peignait le tableau de sa paysannerie. Trente ans ont passé. M. Pierre Goubert publie aujourd'hui sous le titre *Le Siècle de Louis XIV* (10) (mais, nous dit-il, il n'y a pas de «siècle de Louis XIV»), des études, conférences et articles d'où peut enfin se dégager un portrait de Louis XIV qui n'est en rien comparable à celui de Rigaud, mais qui, peut-être, par la sympathie qui s'y exprime, rappellerait plutôt celui peint par Mignard : un prince sportif, artiste et lettré, espoir de toute une nation renaissante. M. Goubert ne se détourne pas pour autant de l'histoire des humbles auxquels il consacre la première partie de son ouvrage, mais il devait fatalement rencontrer Louis XIV au détour de l'un de ses chemins et y camper son chevalet pour le saisir dans le mouvement même d'une longue vie, à travers un printemps qui est celui du renouveau de la France, son été solaire et cet automne où il l'accompagne jusqu'à l'année 1715 que, contrairement à la plupart des historiens, il estime être une grande année. Louis XIV meurt laissant la France plus grande qu'il ne l'a prise ; il lui a donné sa figure actuelle, et la récolte dans les campagnes est bonne. Le siècle de Louis XV, le grand siècle celui-là, pouvait s'ouvrir.

Ne dirait-on pas que M. Goubert est sorti de ses archives, où sont répertoriées plus de doléances que de louanges, pour découvrir dans un clair matin le roi sur lequel ses vingt millions de sujets avaient, jusqu'ici, fait un peu d'ombre ? Il récuse la «légende noire» que les continuateurs de Lavis ont forgée de toutes pièces, souvent fausses, mais il défend aussi Louis XIV contre une opinion royaliste qui, depuis la Restauration jusqu'à nos jours, lui préférerait Henri IV. Ne serait-ce pas oublier que Charles Maurras, assez représentatif de cette opinion, a placé, le grand roi au fronton du temple monarchique dans son *Dictateur et roi*,

et que, de sa prison de la Santé en 1936, c'est sous la signature emblématique de Pellisson, «auteur» des *Mémoires de Louis XIV pour servir à l'instruction du Dauphin*, qu'il envoyait chaque matin son article à *l'Action française* ? M. Goubert consacre à ces Mémoires un intéressant chapitre de son livre. Mais ne mettons pas la zizanie entre nos rois ! Qu'est-ce que la Fronde ? Un ensemble de petites choses qui a fait un grand événement, dit Alexandre Dumas dans *Vingt ans après*. A-t-elle été une Révolution ? Non, pour M. Goubert, mais, certainement, oui, si elle avait réussi. La monarchie est trop vieille, clamaient les libelles, et une république aristocratique se serait fondée sur ses ruines, d'où serait sortie tôt ou tard la république populaire. La Fronde a été en politique l'explosion du Baroque, et une explosion est toujours dangereuse. Art des triomphes à Rome, le Baroque n'a été en France que l'art des troubles. Louis XIV ne l'amnistia jamais. Un demi-siècle après la réception enthousiaste de Rubens par Marie de Médicis, il congédiait le Bernin. Dès avant la Fronde, Corneille, débauché par le Baroque, avait été retourné contre lui par Richelieu. «Vis pour servir le roi», le vieil Horace lançait cet appel à son fils, c'était un appel à la contre-révolution royale. Louis XIV l'entendit. M. Goubert ne s'attarde pas sur les querelles religieuses de son règne. Sans doute a-t-il suivi le conseil de Jacques Bainville : «Dès que l'on parle en Histoire de religion, les emmerdements commencent». M. Goubert, dans son *Louis XIV et vingt millions de Français*, avait un peu cédé parfois au pamphlet. «Louis XIV, agresseur-né» n'était-il pas accusé de vouloir restaurer l'empire de Charlemagne ? M. Goubert se faisait le porte-parole de Guillaume d'Orange, et il a toujours un faible pour ses chers Hollandais, mais que salue-t-il aujourd'hui dans son Grand Roi ? La modération, l'instinct capétien de prudence, la volonté de «raison garder»... Louis était absent au Kahlenberg où l'Empereur avait appelé la Chrétienté contre les Turcs, il préférerait pendant ce temps «accumuler sur ses frontières des petits bénéfices», faisant sa pelote à la Grandet. Un règne de vile bourgeoisie, ô Saint-Simon ! Trente ans de guerre jusqu'en Amérique, mais c'était pour conserver Strasbourg, le verrou du

(10) de Fallois

royaume dont Louis XIV obtint enfin la clef à Utrecht en 1714. Il n'avait voulu qu'être maître chez lui, dans son pré carré. Petit propriétaire terrien, il avait le sens de la clôture. En quoi, il aurait dû plaire à Alain. Comparons son œuvre à celle de Napoléon. Quand il est parti, l'empereur ne nous a même pas laissé Landau et Sarrelouis acquis par Louis XIV, et c'est par Sarrelouis que les Allemands se sont jetés sur Sedan en 1914. Louis voyait-il trop grand ? Il avait vu loin.

\*  
\*\*

«On peint habituellement la France à la mort de Louis XIV, écrit M. Pierre Goubert, sous les couleurs les plus sombres et sur le mode tragique. C'est prendre trop au sérieux les lamentations de quelques écrivains, le souvenir de l'horrible hiver de 1709 et le déficit financier. Aucun de ces trois phénomènes n'était nouveau ; si les grands hivers furent rares, les soupçons littéraires et le désordre financier ne constituaient en rien des anomalies. La France en avait connu bien d'autres et en connaîtra encore»... Cette conjoncture momentanée n'empêche pas M. Goubert de saluer, à la mort de Louis XIV et à la fin «apparemment pénible» d'un long règne, la naissance de la «riche France de Louis XV». M. Jean-François Chiappe consacre à ce roi trop longtemps décrié un ouvrage, je ne dirai pas, après ceux de Pierre Gaxotte et du recteur Michel Antoine, réparateur, mais *souverainement* justicier (11). Il ne pourra plus être désormais fait appel de ce procès que les pères jésuites et les instituteurs de la III<sup>e</sup> République ont instruit et définitivement perdu.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle dont M. Goubert vante la prospérité a connu de graves crises politiques, dont la révolte des juges et la tentative de substituer à un pouvoir progressiste et, selon Albert Thibaudet, «radical-socialiste» l'imaginaire Constitution germanique de Chilpéric et de Clotaire. Louis XV a soumis les juges et sauvé l'Etat. Il faisait faire à la France à sa mort l'économie de la Révolution dont le bicentenaire a permis d'évaluer le coût.

«Quel est le plus grand roi de France ?» me demandait mon bon maître M. Pompidou au lycée de Marseille. «Louis XIV, monsieur».

«Non, Louis XV». Trente ans après, il tenait le même propos à Philippe de Saint-Robert qui me l'a rapporté, croyant m'étonner. Il n'a manqué à Louis XV qu'un ministre de la propagande. Marmontel raconte dans ses *Mémoires* que Voltaire, s'étant campé sur le passage du roi à Versailles, s'exclama «voilà notre Trajan». Louis XV, confus, se voilà la face et se cacha derrière un rideau.

Le conseiller L'Averdy, terrible opposant parlementaire, entrant au Conseil du roi, s'écria tout surpris : «C'est le meilleur des hommes et il a une justesse d'esprit singulière». M. Chiappe loue dans son livre, où il accumule les anecdotes, le meilleur des hommes, - «un prince charmant», dit M. Goubert, mais aussi, mais surtout, le grand politique, celui qui a défini dans son lit de justice du 3 mars 1766 le pouvoir royal : «L'ordre public tout entier émane de moi. Les droits et les intérêts de la nation dont on ose faire un corps séparé du monarque sont nécessairement unis avec les miens et ne reposent qu'en mes mains.» Louis XIV avait déjà dit : «la nation ne fait pas corps en France, elle réside toute entière dans la personne du roi». C'est la doctrine constante de la monarchie française dont de Gaulle a eu la nostalgie. Louis XV l'a proclamée dans ce que M. Chiappe appelle merveilleusement «un coup de majesté».

\*  
\*\*

M. Philippe Sollers a mis récemment dans *Le cavalier du Louvre* Vivant-Denon à la question. Qui êtes-vous, Vivant-Denon ? Un auteur licencieux ? Un survivant des lumières ? Un archéologue amateur ? Un courtisan ? Un diplomate à éclipses ? Un agent secret ? Un anarchiste manqué ?... C'est maintenant Sade que M. Sollers soumet à son inquisition. Qui est-il ? Un théologien négatif ? Un philosophe scélérat ? Un martyr du scandale absolu ? Un masochiste masqué ? Un chrétien déguisé ? Un fervent révolutionnaire ? Un Kant à l'envers ? Un structuraliste sauvage ? Un surréaliste de choc ?... On voit où veut en venir M. Sollers, maoïste devenu papiste. «Il ne faut jamais oublier, écrit-il, que c'est bel et bien le catholicisme qui a permis Sade.»

(11) Perrin

En tout cas, on ne saurait l'imaginer «protestant». Sade, sous le couvert de M. Philippe Sollers, dénonce dans un libelle adressé au cardinal de Bernis à Rome, pendant la Révolution, la religion de l'Être suprême (12). «Vivons-nous en ce moment autre chose que la pure démence de Genève ?» Lui qui a commencé sa carrière en dépeçant vivante (ou faisant semblant) une fille publique, il trouve que «l'abattoir patriotique» est une machine à tuer le plaisir de mourir en le privant de tous les exquis préliminaires élaborés par une civilisation raffinée. La mort est programmée institutionnellement, elle est «industrielle» et «technique», en un mot elle est «morose». «La fable chrétienne (lisons le catholicisme) était absurde, écrit Sollers-Sade, mais elle permettait parfois des élans voluptueux». Un chrétien scandaleux, ainsi Kléber Haedens traite-t-il Sade dans son *Histoire de la littérature française*. Disons, un catholique sans la grâce. Il en est resté à «l'homme naturellement méchant». Il raffine, dans le borborygme où il le roule, sur le péché originel.

Louis XVI était un saint, mais il a causé par bonté d'âme la Révolution. Si le héros sadien avait été au pouvoir, s'interroge M. Sollers, la Révolution aurait-elle eu lieu ? Mais Sade avait demandé aux Français «encore un effort si vous voulez être républicain». C'est sur ce point que M. Philippe Sollers invite Sade à se reprendre. «Pauvres Français, lui fait-il dire dans sa lettre à Bernis, encore un effort et vous vous supprimez». Les religionnaires de l'Être suprême sont «fabriqués de toutes pièces», ils sont «sans mémoire, sans passé, incultes, observant immédiatement la voix de fer de leur idole» qui ne peut être que la langue de bois. Ils ne parlent plus entre eux que par «borborygmes», le galimatias est roi. Pour supprimer les Français, je dirai qu'on babélise leur langue. Sade dont M. Sollers ouvre les yeux, a prévu cela. Un proverbe provençal dit que «le diable porte pierre». M. Sollers tire de son Satan des prophéties pour notre temps.

\*  
\* \*

M. Christophe Bourseiller raconte dans *Les Maoïstes* (13) «la folle aventure des gardes rouges français» en 1968. M. Bourseiller avait alors dix ans. Le marxisme-léninisme d'impor-

tation chinoise soufflait un vent romanesque sur ce qu'il est convenu d'appeler l'intelligentsia. De Jean-Edern Hallier à Bernard-Henry Lévy et André Glucksman, tout ce qu'il y avait de huppé dans cette catégorie socio-professionnelle prospérant principalement dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris en humait l'exotisme avec délices. M. Philippe Sollers a expliqué «pourquoi il avait été chinois». Ivres de dépaysement, ces jeunes gens se libéraient des tutelles familiales en allant haranguer le peuple étranger des ouvriers à Boulogne-Billancourt, en brandissant sur des estrades improvisées des petits poings maigres peu aptes aux travaux de force et, pour respirer un air sauvage, ils allaient tirailler dans les blés en herbe le long des méandres de la Seine, là même où Mme Deshoulières faisait paître jadis ses brebis enrubannées. Que reste-t-il de cette folle aventure dont les participants se sont rangés dans les cabinets ministériels ? Un grand quotidien du matin que les provinciaux débarquant à Paris s'empressent de déployer aux terrasses des cafés ex-littéraires de Saint Germain-des-Prés pour se donner l'air d'être dans le vent, même s'il ne souffle plus qu'en brise nostalgique. M. Jean Rolin évoque dans un roman persifleur, *L'Organisation* (14), le temps où il soufflait en bourrasques. Partout dans le monde où il apparaissait qu'allait éclater une révolution, l'organisation dépêchait ses émissaires. Le narrateur du roman de M. Jean Rolin a été l'un de ceux-ci. Jeune intellectuel bourgeois ayant du mal, avoue-t-il, à se «prolétarianiser», il avait plutôt tendance à suivre dans l'organisation, non pas la ligne «puritaine et militariste», mais une ligne «plus accueillante aux plaisirs». M. Jean Rolin a écrit *L'Organisation* dans le même sentiment qu'Antoine Blondin, *L'Europe buissonnière*. Les livres recommandés étaient *La Révolution sexuelle*, *La psychologie de masses du fascisme*, *La fonction de l'orgasme*. La Révolution, pour s'allumer, faisait feu de tout bois. Le narrateur du roman de M. Jean Rolin préférerait lire *Voyage au bout de la nuit*. Il rapporte de ce voyage à travers la Révolution, qui ne l'a pas conduit dans les tragiques impasses de Céline mais, par des chemins sinueux, dans diverses contrées exotiques et pittoresques comme Périgieux, des souvenirs d'ancien com-

(12)(14) Gallimard

(13) Plon

battant. Candidat, de naissance, à la désertion, il en a tiré, pétillant de malice, le récit de sa folle aventure.

\*  
\*\*

M. Bernard Pingaud appartient à une génération morale marquée par la «difficulté d'être». Ecrivain de haute tenue, drapé dans une dignité sévère, on hésite à lui appliquer un mot un peu trivial qui le définit bien, il est «coincé». Il a écrit un beau roman, *Le prisonnier*, où il apparaissait captif du monde et, encore plus, de lui-même. La littérature était-elle une façon de fuir la vie ? C'était son recours. «La vie n'est pas, disait-il dans ce roman, et l'écrire la fait être». On peut aussi la jouer. Est-ce que jouer la vie, la fait être aussi ? M. Pingaud vient d'écrire dans *Bartoldi le comédien* (15) la biographie imaginaire d'un grand acteur. Mais, pour jouer la vie, ne faut-il pas d'abord la vivre ? Et paraître peut-il dispenser d'être ? M. Pingaud pose cette question : «Où passe la frontière entre le théâtre et le monde ?». Le comédien Bartoldi la passera en se tirant «pour de bon», à la fin d'une représentation de *La mouette*, un coup de pistolet dans la tête. Il avait quitté la scène par amour, pour essayer de vivre avec une femme une vraie vie, et il y est revenu pour cette explication finale. Jouant une fois pour toutes la vie, il s'est libéré de ce monde où M. Pingaud ne s'est jamais senti à l'aise.

Ce n'est pas facilement que M. Pingaud s'est frayé un chemin dans l'existence de son Bartoldi. Pour approcher le personnage, quelles manœuvres et que de précautions ! Ce roman se présente sous la forme d'un rapport de lecture sur le manuscrit d'un nommé Lucien Roussel, célèbre critique dramatique, qui fait raconter la vie de Bartoldi par son ami intime, aussi comédien, appelé le narrateur, celui-ci s'inspirant d'un fait divers «réel», la mort mystérieuse, quelques années auparavant, d'un autre comédien, Frédéric Lenoir. Entre Pingaud et Bartoldi, que d'intermédiaires : le lecteur du manuscrit l'auteur, le narrateur !... Le sujet lui-même, le comédien Bartoldi, se dissimule dans ce que M. Pingaud appelle sa «profondeur cachée». Comment l'en débusquer ? Chacun de ces intermédiaires exerce sur lui-même son sens critique, accumule les commentaires, essaye de

combler les lacunes de cette vie, émet des hypothèses, va même pour mieux comprendre jusqu'à s'impliquer dans une biographie qui se défait en se faisant. «Le mystère de Bartoldi, conclut le lecteur dans le rapport qu'il remet à l'éditeur, ne se définit pas à mesure que l'on avance, il s'épaissirait plutôt.»

Il y a dans *Bartoldi le comédien* un roman sur le théâtre et un roman d'amour. Le roman d'amour, c'est un roman d'analyse de la tradition classique, et l'on se rappelle que M. Pingaud a consacré jadis un très remarquable essai à M<sup>me</sup> de La Fayette, qui a créé en France le roman d'analyse. Il écrivait : «L'analyse doit savoir décrire les tâtonnements d'un individu qui a éprouvé avec angoisse que le monde où il vit est une prison». M. Pingaud, à la fois lecteur, auteur, narrateur, multiplie ici par trois ces tâtonnements. Il use à travers ces intermédiaires, par nécessité, du style indirect qui ne lui permet de saisir son sujet que de profil, comme par la tangente et qui ne peut mettre que de la froideur dans les rapports forcément distants qu'il entretient avec lui.

Il y a à côté de ce minutieux, scrupuleux, sévère, froid roman d'analyse, un roman sur le théâtre, le récit de la carrière théâtrale d'un jeune prodige de la scène, commencée sous l'occupation, se continuant dans l'après-guerre. Il ressemble à Gérard Philipe. M. Bernard Pingaud n'a pas besoin, là, d'intermédiaires pour faire passer dans ces pages une chaleur de souvenirs de jeunesse. On y voit apparaître Dullin et Vilar, on s'y promène du théâtre Sarah Bernhardt au café de Flore, on y rencontre Simone de Beauvoir, les officiers allemands applaudissant *Les Mouches*. La cendre de ces souvenirs, à peine refroidie sous l'écriture de M. Bernard Pingaud, brûle encore.

\*  
\*\*

M<sup>me</sup> Françoise Sagan a collectionné dans une œuvre gentiment mélancolique et tendre, de *Bonjour Tristesse* à son avant-dernier roman qui portait ce titre, *Des chagrins de passage*. Son dernier roman, *Le miroir égaré* (16), est-il encore un de ces «chagrins de passage» ? Ne mar-

(15) Le Seuil  
(16) Plon .

querait-il pas plutôt, dans cette œuvre où cinquante pièces et romans ne font qu'exprimer le malaise d'une adolescence prolongée, un tournant ?

*Le miroir égaré* est l'histoire d'un quinquagénaire qui écrit des pièces de théâtre et qui est l'amant heureux d'une jeune femme, sa cadette de plusieurs années. Elle collabore à sa dernière pièce. Mais une ancienne grande actrice, beaucoup moins jeune, choisie pour jouer cette pièce, supprime l'autre dans le lit du quinquagénaire. Oh, c'est un roman pudique où l'amour ne fait que se refléter dans des miroirs et qui ne laisse après lui que quelques traces vite effacées de lits défaits (*Le lit défait*, un autre roman de M<sup>me</sup> Sagan) dans des chambres discrètes. A la fin du roman, le malheureux amant, abandonné par ces deux femmes, se retrouvera, le cul, si j'ose dire, entre deux lits. «Il avait, conclut M<sup>me</sup> Sagan, tout le temps d'oublier ou d'attendre, en tout cas tout le temps de souffrir». Beaucoup ? Un peu ? *Le Miroir égaré* est la dernière flambée de l'amour, elle retombe en cendres légères, qui ne seront sans doute jamais rallumées.

Ce roman, où une «théâtreuse démodée» scrute ses rides dans un miroir (encore les miroirs !) et où les amants ménagent leur cœur, est celui où, au *Bonjour tristesse* de la dix-huitième année, succède un *Adieu jeunesse*. Comment vieillira M<sup>me</sup> Sagan ? C'est une question que la frêle adolescente des années 50 nous permettait de poser. Elle entre à petits pas feutrés dans la vieillesse, sans beaucoup appuyer sur le sol où elle danse un tango nostalgique, en jouant une comédie qu'elle appelle elle-même «une comédie 1930» flottant dans l'odeur de poudre de riz dont s'enveloppaient les «don-juanes» de Marcel Prévost. Adieu jeunesse ! Peut-être sans regrets... «On n'a pas envie d'avoir vingt ans de nos jours».

C'est un adieu désinvolte et charmant dans une demi-teinte de pastel rose et grise. Il y a au début du roman une jolie vue de Paris. Parfois s'élève entre deux pages froissées l'accent étouffé de la trompette de Duke Ellington, ou apparaît dans une brusque ouverture de fenêtre l'arrière-pays poitevin vers lequel M<sup>me</sup> Françoise Sagan s'est toujours retournée pour se retremper dans un bain frais de campagne française. Des échos, des reflets, tout ce qui restera d'une

œuvre où la vie a passé sans que rien n'arrive.

\*  
\* \*

M<sup>me</sup> Françoise Sagan a placé son œuvre dans le milieu frelaté de fêtards et de semi-intellectuels où son succès l'a jetée et dont elle n'a jamais pu se séparer. M<sup>me</sup> Laurence Cossé nous introduit avec son *Coin du voile* (17) dans un milieu bien différent où les femmes n'ont généralement pas accès, un milieu d'église, le milieu très spécial de la Compagnie de Jésus, qui a entretenu avec la littérature, souvent de bas étage, des rapports rocambolesques. M<sup>me</sup> Cossé projette, à la faveur d'une fable, sur les arcanes de la mystérieuse compagnie, un regard «politique» aiguisé par un parti-pris d'ironie, voire un esprit de satire, mais excluant toute charge caricaturale pour donner à ce récit le caractère d'un conte voltairien ou d'une «sotie» gidienne.

On se souvient qu'Anthime Armand-Dubois, franc-maçon athée et anticlérical, chroniqueur, pour tout dire en un mot, de *La Dépêche de Toulouse*, a refusé, dans *Les Caves du Vatican*, un miracle qui le guérirait, «parce que cela me forcerait à croire en Celui qui n'existe pas». «Dieu existe, je l'ai rencontré» a dit André Frossard. Dieu existe, je l'ai démontré. Dans *Le Coin du voile* est apportée la preuve irréfutable de l'existence de Dieu. Cette preuve rend Dieu évident. Mais l'évidence de Dieu, qui forcerait l'humanité entière à se convertir, est dangereuse pour l'Ordre mondial. L'esprit d'entreprise, le désir de s'enrichir, tous les ressorts de «la société libérale avancée» disparaîtraient instantanément. La production s'effondrerait, les hommes, bras croisés ou mains jointes, cesseraient de travailler, ils ne penseraient plus qu'au bonheur éternel dont ils auraient désormais l'assurance. Ils ne feraient même plus d'enfants, ils appelleraient à grands cris joyeux la mort. Aussi, pour sauver l'humanité, les jésuites, les «casuistes» dit M<sup>me</sup> Cossé, garderont secrètes les six pages dictées à l'un de leurs obscurs confrères. Par qui ? On ne le saura jamais. On n'en connaîtra même pas la teneur. M<sup>me</sup> Cossé, qui, en tant que romancier, ne peut qu'être dans le secret de Dieu, se tait. Un autre secret, après celui de

(17) Gallimard

Fatima et de la Salette !

Le doute sur Dieu est nécessaire à la survie de l'humanité. Le Bien doit coexister avec le Mal. Sinon, aucun équilibre des pouvoirs n'est plus possible «Le Bien pur, on sait où cela mène», écrit M<sup>me</sup> Laurence Cossé, qui va jusqu'à soupçonner le Diable d'avoir fabriqué l'irréfutable preuve. Cette fable illustre à merveille le principe de sagesse politique que l'inopportunité de Dieu doit prévaloir par raison d'Etat sur la vérité de Dieu. *Le Coin du voile* a été passé au moule «politiquement correct» de l'Ecole de la rue Saint-Guillaume. M<sup>me</sup> Laurence Cossé tire discrètement de ce moule une forme de «religieusement correct» où il apparaît que le gêneur, c'est Dieu. Il y a, dans ce *Coin du voile*, que le lecteur curieux soulèvera, un fonds très riche d'arrière-pensées et de sous-entendus.

\*  
\*\*

La mer, l'amour, la mort, ce sont les trois termes dans lesquels s'inscrit l'œuvre de M. Yann Queffelec, mais la source en est l'enfance. M. Queffelec a obtenu il y a une dizaine d'années le prix Goncourt pour son deuxième roman, *Les Noces barbares*. C'était l'histoire d'un enfant né du viol d'une jeune fille par trois soldats de passage, relégué par la famille dans un grenier où la rumeur de l'océan habitait ses songes, placé dans un asile d'enfants débiles où le premier mot qu'il prononce en arrivant, c'est : «où est la mer ?». Il s'en échappe et il se réfugie à la fin du roman dans une épave de navire, au bord de l'océan, où il se sent enfin «chez lui». *Et la force d'aimer* (18), le dernier roman de M. Yann Queffelec, raconte une histoire où la mer, l'amour et la mort conjuguent leurs harmonies autour de ce que M. Queffelec appelle «une illusion d'enfant». Ce récit se déroule aux confins de l'imaginaire et du réel, dans la lumière violente et noire d'une peinture de Vlaminck. Une femme a assassiné son amant au bord d'une plage, et les vagues ont emporté son corps, un enfant est né dans la prison où la mère purgeait sa peine, et il lui a été enlevé, la voiture cellulaire qui la transportait dans une autre prison tombe au cours d'un accident mystérieux dans la mer et cette femme en sort libre. «La chance l'a fait renaître un printemps d'été comme une bulle remonte à la surface de la mer». La mer,

où l'amant a disparu, est le lieu symbolique de toutes les naissances. L'enfant est né d'elle et la mère en renaît. Il lui faudra désormais retrouver l'enfant. Le Breton Queffelec a découvert en vacances Port-Bou et la côte marseillaise. Il a entendu l'appel du *Sud*, et c'est vers le Sud, qu'il conduit l'héroïne de son roman dans un hallucinant voyage en zig-zag. Un Sud chimérique, un autre monde où l'on accède par la porte du rêve. Mona retrouvera-t-elle Eveline ? Ou n'êtreindra-t-elle sur une jetée au milieu des flots qu'une «ombre», une «énigme», une «illusion» ? Elle bascule dans l'eau, on la voit, à la fin du roman, nager dans la nuit vers une lueur très loin, celle-là même de l'enfance perdue, jusqu'au moment où, la force d'aimer épuisée, la lumière s'éteint. «*Disparue dans la nuit*», c'était le titre de l'avant-dernier roman de M. Queffelec, toujours hanté par les mêmes obsessions. *Et la force d'aimer* est un voyage au bout de la mer. M. Yann Queffelec y fait entendre dans la tempête de sentiments où il se sent, par nature, à l'aise la musique sourde et puissante qui monte de rêves renversés et engloutis dans son océan natal.

\*  
\*\*

Un bon roman ne doit pas conclure, disait Flaubert qui laissait au lecteur le soin d'imaginer cet après-roman. Mais l'avant-roman ? Il y a tout un avant-roman dans *Le Chasseur zéro* de M<sup>me</sup> Pascale Roze à qui l'académie Goncourt a décerné son prix annuel (19) ? «Une envie de mourir dans la guerre du Japon», c'est tout le sujet du *Chasseur zéro*. Enfermée dans sa chambre, l'héroïne de ce roman dit qu'elle est «poursuivie par un bruit, que ce bruit est un avion, et qu'il y a dans cet avion un Japonais». D'où vient l'avion qui a percé le silence de cette chambre de jeune fille ? C'est l'avion du kamikaze qui s'est écrasé pendant la guerre du Pacifique sur le pont d'un navire américain et qui a tué le père de Laura Carlson. Comment la mère de Laura Carlson, fille de petite bourgeoisie française, a-t-elle rencontré cet officier américain ? A la suite de sa mort, elle est devenue folle, et elle s'est réfugiée dans sa famille qui n'a jamais approuvé cette union. «Mon enfance

(18) Grasset

(19) Albin Michel



a été sinistre», dit Laura Carlson. C'est l'avant-roman du *Chasseur zéro*. Il est suffisamment esquissé pour regretter qu'il n'ait pas été écrit. Il n'y a dans le *Chasseur zéro*, inscrite dans la mémoire inconsciente de Laura Carlson, que la trace du trait de feu de l'avion kamikaze. Elle s'inscrit aussi dans sa chair, et le pilote japonais dans la familiarité de qui elle a appris à vivre, à qui elle a même donné un nom, c'est lui qui, dans son avion jeté sur elle, la pénètre, la viole, prenant chaque fois la place de son amant. Le kamikaze fond sur elle et en elle. Chaque fois, quelle explosion ! C'est, chaque fois renouvelé, dans ce qui devrait être un acte de vie, le meurtre du père. Comment se termine le roman ? Il devrait se terminer par l'accident où Laura Carlson, devenue sa kamikaze, lance son automobile à toute vitesse contre un camion. Mais un bon roman ne doit pas conclure. Il y a toujours dans la chambre d'hôpital, un bruit. L'infirmière dit que c'est le ronronnement du radiateur. M<sup>me</sup> Pascale Roze a su tirer de cet étrange thème obsessionnel qui lui assure sa musique de fond, un récit précis, net et dur. Elle se réclame de Marguerite Duras.

\*  
\* \*

C'est en lisant dans un hall de gare un roman de Virginia Woolf où un personnage nommé Orlando se change en femme qu'Aline Berger, distingué professeur de faculté, pose un regard sur un joli jeune homme blond et que lui prend soudain la fantaisie d'aller se loger en lui. Elle abandonne son âme timide à son corps de femme et dépêche ses facultés masculines inemployées («tu es un garçon manqué», lui disait-on, petite fille) dans ce corps d'homme pour être enfin le garçon libre et fort, le garçon réussi qu'elle avait rêvé d'être. M<sup>me</sup> Jacqueline Harpmann raconte cette aventure dans *Orlanda* (20). *Orlanda*, c'est le nom qu'elle donne au double d'Aline Berger qui occupe le corps de Lucien Lefrène. Pourquoi un nom féminin ? Il résultera de cette ambiguïté terminologique des situations scabreuses. Aline, dame de bonne bourgeoisie traditionnelle, se donne sous le couvert d'*Orlanda* la liberté de draguer les hommes. Mais Lucien Lefrène habité par *Orlanda* n'en reste pas moins un homme, et c'est avec des hommes qu'à son corps défendant, si je puis

dire, il assouvir les instincts amoureux de l'intruse.

Le changement de corps est une opération que les romanciers curieux par nature pratiquent couramment sur leurs personnages. Il y a toujours eu de ces *métamorphoses* dans la littérature. Récemment encore, nous lisons un charmant roman de M. Didier Van Caulewaert, *Les vacances du fantôme* (21), où un garçon boucher et un grand avocat d'assises échangeaient leurs personnalités. M. Julien Green, dans la préface de son roman *Si j'étais vous*, a posé «la question de savoir si nous serions mieux dans la peau du prochain que dans la nôtre», mais un changement d'état comme dans le roman de M. Van Caulewaert pose moins de questions qu'un changement de sexe. M<sup>me</sup> Harpmann assiste à cette opération en ne manquant pas d'y glisser son point de vue. J'avais lu jadis l'un de ses romans, *Les bons sauvages*. J'avais été effrayé par l'intelligence de cette femme. Elle déclarait que «90 % des hommes sont terrorisés par l'intelligence chez une femme». Ici, dans *Orlanda*, elle manifeste une intelligence diabolique.

Psychanalyste, nous dit-on, M<sup>me</sup> Harpmann n'a-t-elle pas voulu se délivrer dans ce roman de ses fantasmes ? Serait-il son «divan» ? Aline jetée hors de la prison où l'avait enfermée l'éducation maternelle, Aline libérée, mais Aline coupée en deux morceaux, le morceau féminin, le morceau masculin, encore faut-il qu'elle puisse se retrouver dans son unité, se ressouder. M. Julien Green a répondu à la question qu'il posait «On s'ennuie dans la peau d'un autre autant que dans la sienne. Il vaut mieux s'accepter.» *Orlanda* en aura vite assez d'assumer Lefrène et elle s'emploie à dévitaliser ce garçon que l'on croyait fort, pour prendre en lui toute la place. Aline, de son côté, sent de plus en plus cruellement la déchirure qu'elle s'est faite. Mais comment retrouver *Orlanda*, son autre moitié ? Il y a entre ces deux moitiés un gêneur, Lucien Lefrène. Il est de trop. Comment s'en débarrasser ? Le dénouement de l'opération où l'on passe du psychique au policier est abracadabrants.

Philippe SÉNART

(20) Grasset - (21) Le Seuil

# Disques

par Marc DARMON

**Franz SCHUBERT** : *Symphonies n° 4, 5, 8 et 9 ; Impromptus, Moments Musicaux ; Quatuors n° 12, 14 et 15 ; Quintette à cordes, Octuor, Quintette «La Truite», Sonate «Arpeggione» ; Le Voyage d'Hiver, La Belle Meunière ; 3 Messes,...*

6 Boîtiers de 2 CD DECCA 452-390/393/396/399/402/405-2

Pour célébrer le bicentenaire de la naissance de Franz Schubert, Decca édite une anthologie composée exclusivement de versions de référence ou de tout premier plan. En douze disques compacts, et pour le prix et l'encombrement de six, on peut ainsi profiter, entre autres, de la grâce mozartienne de Kertesz dans les *Quatrième* et *Cinquième Symphonies*, de la spontanéité de Krips dans l'*Inachevée* et la *Grande Symphonie*, la musicalité du duo Lupu-Goldberg dans la *Fantaisie pour violon*, le toucher de Britten et l'engagement de Rostropovitch dans l'*«arpeggione»*, la tradition viennoise du Quatuor Weller dans le *Quintette* et le *Douzième Quatuor*, la poésie de Peter Pears et de son ami Britten, à nouveau, dans les grands cycles de lieder.

Il paraît beaucoup d'anthologies et compilations en cette année Schubert. Celle-ci, dont tous les volumes sont recommandables, est une des plus attirantes, par la qualité des interprétations, le choix des œuvres et son organisation éditoriale.

**Ludwig van BEETHOVEN** : *27 Sonates pour piano*

Emil GILELS, piano

Un coffret de 9 CD Deutsche Grammophon 453-221-2

On a souvent parlé ici de l'importance des 32 Sonates pour piano de Beethoven, cet ensemble

se devant de figurer au moins une fois dans toutes les discothèques classiques, en tant que pilier majeur de la musique occidentale. Les enregistrements intégraux sont très nombreux et souvent d'excellente qualité. Nous avons déjà mentionné dans ces colonnes les monuments élevés par Brendel (deux versions, chez Philips), Arrau (Philips aussi), Nat et Schnabel (EMI), Backhaus (Decca), Kempff (DG).

Par rapport à ces enregistrements, le coffret de Gilels a l'évident handicap d'être incomplet. La course contre le temps menée par Gilels pour enregistrer à la fin de sa vie sa version des sonates de Beethoven a en effet été perdue par le pianiste. Manquent ainsi les sonates n° 1, 9, 22, 24, et, dramatiquement, 32. Mais la vision de Gilels se place au niveau des meilleurs interprètes.

En effet, son interprétation est fondée sur des principes simples. L'émotion naît du travail sur le son et des phrasés. Ses tempos naturels, son toucher, son poids dans la conduite de la phrase musicale émeuvent au moins autant que les exubérances ou emportements d'autres musiciens d'un autre tempérament. Ces principes d'interprétation me semblent d'ailleurs les plus conformes avec l'esprit de ces sonates, si bien que ce coffret est devenu une de mes références et une base de ma discothèque.

**Alexandre GLAZOUNOV** : *Le Roi des Juifs Op. 95*

Orchestre Symphonique de Moscou, Dir. Igor Golovschin

Un CD NAXOS 8.553575

Naxos édite au fur et à mesure une très large anthologie (plus d'une dizaine de disques) d'œuvres orchestrales d'Alexandre Glazounov (1865-1936). Sans être novateur comme ses contemporains germaniques (Mahler,

Zemlinsky, Schoenberg,...), Glazounov reste un compositeur de grand talent, généralement très sous-estimé. L'initiative de Naxos, à prix très réduit rappellez-le, est donc tout à fait bien venue.

Nous avons sélectionné la Musique de Scène pour le texte du Grand Duc Constantin Romanov, *Le Roi des Juifs*, sur la vie du Christ. Cette musique, ressemblant par moment à une cantate, par moment à un ballet, est réellement attirante, bien que dramatiquement décousue, ce qui n'est pas gênant pour un enregistrement.

Encore un disque Naxos «découverte» à conseiller sans hésiter.

**Frédéric CHOPIN : 4 Impromptus, Sonates n° 2 «Funèbre» et 3, Ballade n° 3,...**

Wilhelm KEMPF, piano

Deux CD DECCA 452-307/8-2

Les trois disques consacrés à Chopin que Wilhelm Kempff avait enregistrés en 1958 reparaissent en deux disques compacts qui reprennent la même photo de couverture que lors de la première parution. Ces interprétations sont proprement extraordinaires, encore plus originales que l'enregistrement contre nature de la 3<sup>e</sup> Sonate par Glenn Gould (Sony).

En effet, Kempff le beethovénien, le schubertien, nous offre un Chopin inouï, à l'opposé à la fois des poignantes et romantiques visions d'Arrau (Philips) et des interprétations virtuoses. Ici l'interprète privilégie constamment la beauté du chant, ce qui se traduit à la fois par une fluidité dans les styles de Mozart ou de

Scarlatti et un «Cantabile» permanent.

Une telle conception a évidemment ses limites dans l'univers de Chopin. Certains passages sont même méconnaissables (l'«orage» au cœur du *Nocturne en Si Majeur*) à force d'intériorisation et de négation de la face extravertie de cette musique. De même, quelques fausses notes, défaut courant et bien toléré à l'époque, nous confirment que Kempff n'était pas un virtuose instinctif. Mais ces disques seront pour les amateurs de Chopin une expérience passionnante, et ces rééditions de très grande qualité apportent bien plus que la majorité des parutions récentes.

**Nicolai RIMSKY-KORSAKOV : Schéhérazade**

Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam,  
Dir. Kiril KONDRACHINE

Un CD PHILIPS 454-550-2

Nouveau rhabillage à prix réduit pour un classique du catalogue Philips. Cette version de l'œuvre la plus célèbre de Rimsky-Korsakov est sans doute celle à conseiller en premier choix. L'un des cinq meilleurs orchestres du monde et un des plus grands chefs russes du siècle restituent magnifiquement, avec l'aide d'une prise de son transparente, l'orientalisme de cette suite d'après les Mille et Une Nuits.

Ce disque offre en outre un complément de programme optimal avec les deux autres œuvres populaires de Rimsky : le *Capriccio Espagnol* et l'*Ouverture de la Grande Pâque Russe*. Une excellente affaire, décidément.

# Notes de Lecture

## Le droit au sens

de François Bayrou

Fixons d'emblée les règles du jeu : ceci n'est ni une critique littéraire ni, à proprement parler, une note de lecture, plutôt un dialogue amical avec l'auteur, sans prétention à l'objectivité.

*Le droit au sens* : intuitivement on a une hésitation. On nous a déjà rebattu les oreilles avec le droit à la santé, le droit à la fête, le droit au bonheur, et autres sonnettes, comme si la santé, la fête, le bonheur, pouvaient se programmer, se décréter. Mais François Bayrou n'entend pas décréter le sens : dès l'introduction, il nous livre la source où il puise la certitude que le monde a un sens. Car, pour proclamer que le sens peut être l'objet d'un droit, encore faut-il postuler que la vie et la mort ont un sens. Or le non-sens, la dérision, constituent aujourd'hui le paradigme culturel officiel, la répétitive rengaine du roman, du théâtre et du cinéma contemporains. Il y avait l'engagement. Souvenez-vous, cher lecteur : les lendemains qui chantent, la dictature du prolétariat, Guépéou nécessaire à la France, etc. C'était le temps des poètes et des philosophes de l'asservissement volontaire, celui qui s'est instauré en France des décennies durant, sans même l'excuse de la présence d'une armée étrangère. L'alliance des peuples libres a fait que cette armée-là n'a jamais franchi l'Elbe. Il y avait l'engagement, rappelez-vous. Et puis les murs sont tombés. Et soudain il y eut la dérision, considérée, couronnée, décorée, subventionnée, seule régnante. Alors ce *droit au sens* que François Bayrou a l'aplomb de proclamer, d'où peut-il bien tirer sa légitimité ? La réponse est à la page 11, dernier paragraphe, du livre. Evoquant ses convictions, François Bayrou écrit : « Je ne les cache pas ; je n'en rougis pas ; au contraire, elles me rendent profondément heureux. Je suis croyant et je suis chrétien. Je lis la Bible et l'Évangile. Je confesse le Credo. Pour moi et pour beaucoup des miens, cette espérance est vie. » Cela fait cinq lignes sur deux cent quatre-vingts pages.

Mais il y a là des mots qui pèsent. Si la vie et la mort ont un sens, alors, en effet, on peut continuer. Il faut continuer. La défaillance sociale du sens est aujourd'hui une asphyxie individuelle et collective.

Disons tout de suite de quoi on ne parlera pas : il y a dans ce livre, comme dans tout essai, quelques phrases un peu globalisantes, avec des implicites, des relativisations, il y a des développements, des positions, qui mériteraient des discussions serrées, mais qui obligerait alors à ouvrir des débats, certes essentiels, mais qui ne sont pas le débat central du livre. On prend le parti de ne pas les ouvrir. On se concentrera sur ce que François Bayrou a choisi de traiter et qui est une question capitale : qu'y a-t-il de commun entre les Français et qui fait qu'ils ont vocation à vivre ensemble ? Quel concept peut le mieux exprimer cette volonté de vivre ensemble, que reste-t-il aujourd'hui à partager ?

Donnons d'abord le diagnostic de François Bayrou. On se contentera de reprendre, en les mettant bout à bout, les titres qui structurent le chapitre II : nous vivons, écrit-il, le temps du déracinement, celui où la mémoire des liens ancestraux se perd avec en retour une focalisation sur l'identitaire. Or, contre l'identitaire, il faut assumer l'identité sans méconnaître la diversité qui en fait partie, refuser le communautarisme au nom de la communauté, réconcilier l'Europe et la nation. La France est un projet national qui s'exprime en une double référence : la République et la démocratie.

« En mémoire des liens perdus » écrit François Bayrou qui ajoute : « au tournant des années cinquante, nous sommes les derniers-nés de la dernière génération de l'ancien monde ». Et de raconter son expérience d'enfant du Béarn. Et d'évoquer le Finistère. Furtive émotion d'un temps partagé, d'un ancrage commun, profondément, irréductiblement enfoui

dans des jours lointains et cependant si proches. Moi aussi, j'ai connu ce monde paysan archaïque d'avant l'électricité et les adductions d'eau, auquel nous renvoie François Bayrou. C'était avant qu'il ne fût né, du côté de Saint-Mathieu, à l'extrême pointe de la Bretagne, entre 1940 et 1944. La modernité, c'étaient les avions qui chaque nuit bombardaient Brest. Car en ce temps-là il y avait une armée étrangère à chasser du sol de la France. La liberté vint. Elle chevauchait d'immenses chars américains qui, comme les avions, continuent de gronder dans ma mémoire.

La première conclusion que, pour mon compte, je tirerai du propos de François Bayrou, c'est que, pour lui, la France existe. Le constat n'a rien qui aille de soi.

Arasement des nations par des technostructures si ennuyeuses qu'elles finiraient par décourager l'avenir de venir si l'avenir, quoi qu'on fasse pour l'immobiliser, ne finissait toujours par rouler sur le rivage, naufrage de la langue dans un anglais borborygmique et planétaire, métissage des cultures, les projets et dérivés mortifères sont à l'œuvre qui, laissés à eux-mêmes, pourraient bien avoir la fatalité pour eux. Or, si la France est d'abord un mouvement d'hommes et d'idées animé par la passion de ce qui vient, de ce qui est à faire, à construire, elle est aussi un héritage qui vaut qu'on ne le brade pas, qu'on ne le laisse pas se dissoudre dans l'air léger des fins de siècle, des fins de civilisation. Encore faut-il que la France ait pour les Français la valeur d'une identité. Il n'est pas assuré que la nationalité, aujourd'hui, emporte adhésion à la nation telle que les siècles l'ont forgée et telle qu'elle nous a été transmise. L'histoire passée nous montre un mouvement de construction nationale inlassablement animé par les rois puis parachevé par la République. Ce mouvement allait à la fois dans le sens de la liberté de l'esprit et de l'unité de la nation, sous le signe de la centralisation politique et culturelle. Or, pour ce qui concerne la liberté de l'esprit, il se pourrait bien que le défilé, organisé en 1989 sur les Champs-Élysées, pour le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, prenne rétrospectivement la signification d'une cérémonie funèbre, à quoi, en effet, dans le souvenir, il ressemble.

Quant à l'unité de la France, le recensement des forces centrifuges montre qu'elle n'est qu'un acquis fragile, une construction de la volonté, que la démission de la volonté peut, en très peu de temps, laisser sombrer et dont on se dira ensuite, avec la légère émotion qui convient, que c'était une bien belle chose. Une bien belle chose : c'était aussi ce que les Latins, ployant sous le joug des rois barbares, vers l'an 500, pouvaient se dire. Il avait suffi de deux tiers de siècle - prise de Rome par Alaric (410) -, déposit

tion de Romulus Augustule (Romulus Augustule !) par Odoacre (476) - pour que l'édifice de la civilisation gréco-romaine connaisse le naufrage historique. Quand c'est fait, c'est fait.

La France est un Etat. La France est une volonté d'être dont l'Etat aura été l'instrument. Sur quelles références communes, aujourd'hui, peut-elle fonder son identité ? Quelles valeurs partagées, quelles règles acceptées, peuvent-elles la protéger des convulsions qui saisissent, au fil des décennies, les ensembles ethniques et culturels hétérogènes, au fil des millénaires, les empires et les nations ? La réponse de François Bayrou s'appelle la laïcité. L'histoire et les mérites de la laïcité sont exposés dans le livre avec assez de précision pour qu'on ne s'y attarde pas. Attardons-nous aux problèmes.

La laïcité c'est le mode français d'application de la distinction fondatrice : à César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu. Laïcité : le mot est riche d'histoire et d'ambiguïté. Dans l'une de ses acceptions, le terme couvre un engagement idéologique qui, dans son fond, est une entreprise continue, déterminée, séculaire, d'éradication du christianisme. La laïcité est alors un laïcisme qui ne saurait offrir aucun contenu commun puisqu'il n'y a rien à partager sauf pour ceux qui adhèrent à l'entreprise elle-même. Bien entendu l'objectif ultime ne s'avoue que par inadvertance, la brume des mots enveloppant ordinairement et opportunément les mouvements et manœuvres intermédiaires. Dans son autre acception, la laïcité désigne la féconde distinction du spirituel et du temporel, l'autonomie des fonctions, la différenciation des sphères d'action, l'organisation de relations tolérables entre l'Etat et l'Eglise, l'équilibre d'ensemble se fondant sur le principe philosophique et juridique de la liberté de conscience. Ainsi entendue la laïcité n'est pas propre à la France. Ce qui est propre à la France, c'est le refus de laisser la nation se tronçonner en communautés distinctes, appliquant leurs propres normes, occupant des zones d'habitation séparées par des frontières internes, c'est l'affirmation que le monopole de la force appartient à l'Etat.

Apparemment divisées, irrémédiablement divisées, sur tout, des générations de Français, formées tant dans l'enseignement public que dans l'enseignement privé, se sont néanmoins accordées pour parler et écrire la même langue, pour reconnaître la légitimité de la liberté de conscience, pour admettre l'élection comme mode de désignation des gouvernants, pour assurer la solidarité sociale face aux risques fondamentaux de la vie, pour refuser la soumission à l'étranger, pour proclamer la souveraineté de la nation et, en fin de compte, pour donner un contenu effectif et affectif à l'identité nationale, pour faire de la France cette personne dont les premières pages des

*Mémoires* du général de Gaulle disent quelle place elle occupait dans la conscience d'un homme né il y a un peu plus d'un siècle.

Le doute qui court dans le livre de François Bayrou, c'est que ces éléments fondateurs de l'identité ne sont peut-être plus le patrimoine commun de tous les citoyens français. Observons et raisonnons un peu. La Laïcité est un contenant, c'est un cadre, un espace où les différences peuvent se vivre sans que la diversité des convictions engendre l'affrontement sanglant. Sous des formes variables selon les pays, ce cadre de la vie en société s'est étendu aux nations dont le substrat culturel est chrétien. Pas au-delà... Il n'y a guère d'exception. Même si la laïcité a été en France un combat mené au nom du laïcisme, la distinction du spirituel et du temporel a pu s'y instituer en norme juridique parce que la France est une terre de clochers, parce que les vacances scolaires y sont de Toussaint, de Noël et de Pâques, en sorte que les attentats culturels et psychanalytiques contre ces éléments fondateurs de l'identité nationale, loin de pouvoir se réclamer de la laïcité, en précipitent le naufrage. Hors de l'Europe et de l'Amérique et de leurs prolongements au-delà des mers, l'identité de la société civile et de la société religieuse tend à devenir la règle au fur et à mesure que s'effacent les dernières traces de la colonisation. La vague monte, qui enveloppe des centaines de millions d'êtres humains. C'est un fait. Est-il réversible ?

La laïcité est un cadre. Est-ce un cadre vide ? François Bayrou plaide pour qu'elle constitue ce contenu minimum commun indispensable à la vie et à la respiration du citoyen. Mais quel contenu peut-on espérer lui donner si les valeurs et les règles morales qui étaient communes aux prêtres catholiques et aux instituteurs laïques ne sont plus communément reçues ? Dans le chapitre IV de son livre François Bayrou indique le sens dans lequel va sa propre recherche : réhabilitation des corps intermédiaires, pouvoirs de proximité, démocratie de participation. Le projet, c'est de remettre le citoyen au cœur d'une cité qu'il a désertée pour habiter médiatiquement le village planétaire. Il reste à savoir si, dans leur majorité, les Français veulent se gouverner eux-mêmes, car déléguer le pouvoir sans mobiliser le citoyen, c'est, de fait, l'abandonner aux minorités organisées et potentiellement totalitaires, c'est l'oppression de proximité, le contraire même de l'autorité dont François Bayrou fait par ailleurs l'apologie car l'autorité s'exerce selon la loi et dans les limites des libertés. Reste qu'il faut trouver et ouvrir une voie car, sinon, ce qui s'annonce, c'est la guerre civile, la tribalisation mondiale, le mondialisme tribal, avec ses exterminations à répétition dont la fabulation médiatique nous offre le spectacle comme si on y était.

Mais peut-être y est-on.

François Bayrou fait la synthèse de son projet en l'identifiant sous le vocable de *société de confiance*. C'est aller droit au but : d'une société de manipulation, de suspicion, d'effraction, de gesticulation, de mystification, de délation, d'intimidation, de diffamation, de déprédation, de provocation, de tartufferie, faire une société de confiance, c'est bien l'objectif. Confiance aussi en l'Europe, communauté organisée, organique, de nations, non laminoir mécanique de leur identité, confiance qui est à nouveau à fonder à l'aube du millénaire. Vaste programme à vrai dire : la difficulté est dans le cheminement. Mais c'est bien là que sont la vocation et la justification propres du politique : trouver un chemin que les peuples puissent emprunter et qui leur épargne le cataclysme historique. Rappelons-nous 1900. Début du siècle qui s'achève. Certes pas la Belle Époque pour tous. Mais enfin, la paix. Et puis août 14-mai 45. Une guerre de Trente ans dont dix de guerre frontale, de carnage. Des dizaines de millions de morts. Le surgissement du maléfique à visage découvert au cœur de la Russie, puis de l'Allemagne. Le cataclysme historique. C'est ce dont il faut tenter de protéger les peuples pour leur tranquillité et pour leur salut. Savoir le faire, c'est la grandeur du politique. Grandeur ignorée, car on ne connaît que les catastrophes qui ont eu lieu.

Et, puisque François Bayrou est professeur, terminons sur la forme. Son livre est vif, rapide, enlevé, le souffle passe, il y a un élan, un dynamisme, un sens tragique de l'histoire, une allégresse à vivre, qui emportent la plume et communiquent au style son unité, son indubitable unité. Il y a un bonheur d'expression, c'est-à-dire qu'on a du bonheur à lire certaines formulations. Les pages consacrées à l'inexistante autoroute de la Vallée d'Aspe, médiatiquement créée et médiatiquement enterrée, méritent de figurer dans l'anthologie de la désinformation. La propriété des termes, la maîtrise des finesses de la langue, l'enchevêtrement des faits et des principes, la proximité des références historiques et contemporaines, la continuité du dessein sous le rebondissement de la pensée, la capacité à tenir sous le regard vingt cinq siècles d'histoire philosophique, font de ce livre un livre de réflexion qui ne lâche pas le lecteur, de surcroît gratifié d'une typographie exemplairement élégante.

D'une nostalgie faire un projet : retrouver l'harmonie des libertés individuelles avec l'épopée du mouvement collectif - Athènes, Rome, Jérusalem.

André LE GALL

Ed. Flammarion

# Camus une vie

## d'Olivier Todd

Albert Camus (1913-1960) occupe une place à part dans l'anthologie de la littérature française. Il est vrai que sa trajectoire, brisée, le 4 janvier 1960, sur la route nationale 5 entre Champigny-sur-Yonne et Villeneuve-la-Guyard, n'a pas peu contribué à la formation du mythe. Rares sont les écrivains qui, depuis leur disparition, peuvent se targuer de bénéficier auprès du public d'un capital de sympathie non démenti, année après année. Décidément, Camus ne se démode pas ; il est toujours aussi actuel et c'est à cette marque distinctive que l'on reconnaît les grands écrivains. Gageons que c'est, au moins en partie, ce constat qui a amené Olivier Todd à se lancer dans l'imposante entreprise biographique du prix Nobel de Littérature (1957). La disparition de l'écrivain, à l'âge de 47 ans, nous a privés d'une œuvre de maturité qui promettait beaucoup.

Il faut au préalable louer les qualités, de fond et de forme, de cette remarquable biographie. La rigueur de l'écriture et la richesse documentaire de ce travail forcent le respect du lecteur attentif. Certes, Olivier Todd n'en est pas à sa première biographie (il en a notamment publié une sur Valéry Giscard d'Estaing, chez Robert Laffont, en 1977). Au surplus, il fait partie de ces journalistes formés à la scrupuleuse école anglo-saxonne. Malgré de tels atouts, l'ouvrage n'aurait pu être aussi passionnant, de bout en bout, si son auteur n'avait pas été épris de son sujet. Albert Camus est de ces hommes qui ont exercé une secrète fascination sur Olivier Todd. Le texte de ce dernier n'est pas compartimenté, et c'est ce qui contribue à nous le rendre si vivant. Pas de parties distinctes, donc, ce qui présenterait l'inconvénient de cloisonner la vie de Camus, de la reconstruire a posteriori, mais plutôt un enchaînement de chapitres (ne portant pas ce nom) respectueux de la chronologie d'une vie, la sienne. Sa naissance et son enfance en Algérie, terre gorgée de soleil et de lumière, sont retracées avec force détails. Camus n'a jamais dissimulé ses origines sociales très modestes ; au contraire, il les revendiquait même avec une pointe d'orgueil. Il a connu la pauvreté, mais pas la misère. Plus exactement, il a vu la misère dans une Algérie coloniale, faite de contrastes, mais il ne l'a pas vécue personnellement. Sa vie durant, il restera viscéralement attaché à cette Algérie natale dont il gardera la nostalgie profonde. A l'aune de ces remarques, le silence douloureux et relatif qu'il observa, lors de la guerre

d'Algérie, s'explique et prend tout son relief. Intérioriser la souffrance, la réduire au silence, c'est aussi une façon de la rendre plus authentique...

Après des études de philosophie, vers le milieu des années trente, Camus voit un peu plus clair en lui. Notamment, il voit se dessiner sa double vocation : l'écriture et le journalisme. L'écrivain, celui qui, quelques années après, allait publier «L'Étranger», pousse déjà en lui. Ainsi qu'il le confie alors à quelques-uns de ses proches, il veut faire de sa vie le tremplin de son œuvre. Mais les années 1935-1940 seront également marquées par deux expériences essentielles : le communisme et le théâtre. Avec le communisme, Camus fait son entrée en politique. Toutefois, cette adhésion sera de très courte durée : elle reposait sur un malentendu (c'est du reste le titre qu'il donna à l'une de ses pièces) que l'intéressé ne tardera pas à dissiper, et pour longtemps. Camus s'est engagé parce qu'il aimait les hommes : «Si tu savais pourtant combien j'aime les hommes. Combien les déesses qui me touchent sont celles des vieilles, bonnes qu'on a vexées ou de ces ouvriers qui boivent avec moi dans les cafés de Belcourt» (p. 71). Or, le communisme, en dépit de ses déclarations de principe, n'a jamais aimé les hommes : le sort que les communistes algériens, téléguidés par Paris, réservent aux messalistes lui ouvre les yeux. Il ne sera plus jamais complice de cette entreprise de mystification collective qui a nom communisme. Sur la période, l'autre grande expérience de Camus est théâtrale. Avec une troupe d'amis, il fonde le Théâtre du Travail et le Théâtre de l'Équipe. Il monte des représentations destinées à ce petit peuple algérois qui l'émeut tant.

La guerre sera, en quelque sorte, l'accélérateur de l'œuvre camusienne : coupé de son Algérie natale, à Paris, il va devoir s'activer, d'abord pour gagner sa vie, ensuite parce qu'il s'engage dans la Résistance. Cette guerre devait consacrer quasi simultanément le grand écrivain et le grand journaliste. En 1942 paraissent «Le mythe de Sisyphe» et «L'Étranger», qui seront des succès (au moins dans le contexte éditorial de l'époque) et qui lui assureront la notoriété, dans les milieux littéraires. L'épopée du journal «Combat» restera comme la grande aventure journalistique de Camus, peut-être son expérience humaine la plus forte. Par ses éditoriaux incisifs et avec son style propre, il acquiert une renommée qui dépasse désor-

mais les limites de l'Hexagone. Avec Sartre, Merleau-Ponty, Aron et quelques autres, il deviendra l'un des grands intellectuels de l'après-guerre. Devenu célèbre, il n'oublie pas pour autant ses passions : retiré du journalisme, il revient au théâtre et à ses amours féminines. Il n'a pas été pour autant un homme volage car il est demeuré fidèle, à sa manière...

Les années cinquante permettent à Camus de peaufiner son œuvre, d'asséner ses convictions, ses vérités... quitte à s'attirer quelques haines vigilantes. A partir de 1952, la parution de «L'homme révolté» lui donne l'occasion de rompre définitivement et à grand fracas, sur la place publique, avec cette gauche «bien pensante» et pro-communiste sur laquelle Sartre exerce son magistère moral. Il est vrai qu'il cultivait déjà, vis-à-vis de cette dernière, une certaine distance, considérant que ses positions anti-totalitaires l'éloignaient naturellement de cette famille intellectuelle. A propos de «L'homme révolté», c'est justement Sartre, flanqué de Francis Jeanson, qui donnera le signal de la curée, du lynchage, dans la presse de gauche. Camus se raccroche à son œuvre et, à travers elle, poursuit un dialogue jamais interrompu avec lui-même. L'écrivain explore les différentes facettes de sa personnalité, de sa psychologie : ce qu'il appelait «l'Envers et l'Endroit», dans un essai de jeunesse. La trame de son œuvre, il l'avait déjà exposée à son ami Fremenville, dans une lettre datée du 1er janvier 1936 : «Au fond, bien au fond de cette vie qui nous séduit tous, il n'y a qu'absurdité, et encore absurdité. Et c'est tout ça peut-être qui fait notre joie de vivre. Parce qu'il n'y a qu'une chose à opposer à l'absurdité, et c'est la lucidité» (p. 97). Dès lors, il n'a de cesse que de témoigner, par ses écrits, sur son vécu et sur la condition humaine en général. Au fond, plus intransigeant que Sisyphe, il se rebelle et n'accepte pas l'aliénation, trop désireux qu'il est de briser ses chaînes : «Je vis sur l'idée que j'ai quelque chose à dire et que je serai libéré de tout quand je l'aurai dit» (p. 271). La liberté est, avec la beauté, son pire souci. A la question : «Comment vivre avec l'absurde ?», Camus répond sans hésiter : en l'assumant. L'homme doit apprendre à vivre avec ses négations et en faire le principe d'un progrès. Personnage intransigeant, l'écrivain l'est par son refus des compromis, voire des compromissions, ainsi que par sa sincérité, persistante. C'est lui qui dira, à propos du communisme, que nous n'avons pas besoin d'espoir mais que nous avons seulement besoin de vérité (p. 545). Voilà pourquoi, selon ses propres termes, il n'y a eu aucune distance, entre sa vie et son œuvre, l'une étant l'exact reflet de l'autre. C'est assurément le plus beau gage d'authenticité qu'il pouvait offrir à ses lecteurs. Cependant, il avait une autre raison d'écrire, qui tient à l'amour de l'art et à tout ce qu'il faut investir, en

sacrifices, pour se hisser à son niveau d'exigence : «J'aime écrire à cause de toute la passion que cela demande - secrète et ardente» (p. 155). Nul ne songerait aujourd'hui à le nier : Camus fut un passionné. Pas surprenant, dans ces conditions, qu'à l'automne 1957, un jury réuni à Stockholm ait décidé de lui attribuer le Prix Nobel de Littérature à un âge (44 ans) où d'autres aspirent seulement au Prix Goncourt.

Les derniers mois de sa vie, le tout récent Prix Nobel continuera à les vivre par le travail, sachant que seule la création tient l'âme debout. Il ne renoncera pas tout à fait à l'idée du bonheur, écrivant qu'il faut se révolter pour aboutir au bonheur. N'est-ce pas, du reste, ce même Camus qui avait écrit : «Qu'est-ce que le bonheur sinon le simple accord entre un être et l'existence qu'il mène ?» (p. 184). Mais, s'il faut se révolter, c'est que cet accord entre l'être et l'existence qu'il mène n'est pas si simple qu'il y paraît. Il ne va pas de soi puisque l'homme n'est susceptible d'y parvenir que par un effort de volonté, par des actes concrets. La littérature aura donc été la voie choisie par Camus pour tenter de parvenir à un tel accord, en ce qui le concerne. Pourtant, à vrai dire, il parlait trop de bonheur pour être heureux. Est-ce à dire qu'il ne parvint jamais à un tel accord ?

A ses amis, Camus disait souvent que rien n'était plus scandaleux que la mort d'un enfant et rien de plus absurde que de mourir dans un accident de voiture. Sa mort aura été à l'image de son œuvre. Elle aura exprimé l'absurdité dans ce qu'elle a de plus immédiat, de plus saisissant. Celui qui avait un jour écrit - «Perdre la vie est peu de chose et j'aurai ce courage quand il le faudra. Mais voir se dissiper le sens de cette vie, disparaître notre raison d'exister, voilà ce qui est insupportable. On ne peut vivre sans raison» (p. 393) - a brutalement perdu la sienne, victime d'un tel accident. Cette quête de sens, c'était pour lui une façon de faire échec à l'absurde de l'existence : le sens aide à vivre. Sa vie était mortelle, mais le sens de celle-ci s'était hissé à l'immortalité, transfiguré par la littérature. Trente-huit ans après sa disparition, il ne s'est en rien altéré : en témoigne le grand succès de librairie qui a accompagné la parution de son œuvre posthume : «Le Dernier Homme». Ce testament inachevé de Camus, c'était sa vie qu'il offrait déjà aux lecteurs, sans fards. Nous autres, ses contemporains et lecteurs, avons à son endroit une dette de sens que le temps n'effacera pas...

Christian SAVÈS

Ed. Gallimard-Biographies (1996).



# Raimond «Le Cathare» de Dominique Baudis

Raimond VI, Comte de Toulouse de 1194 à 1222 qui assura 14 ans de paix et de prospérité à la capitale de l'Occitanie (1194-1208), n'était pas un homme de guerre, en ces temps troublés où le catharisme, cette hérésie mortifère, faisait de nombreux adeptes, souvent admirables de vertu ; «sa façon tortueuse d'être inébranlable a trompé plus d'un de ses historographes» (Philippe Wolff). Soupçonné de sympathie pour les populations acquises à cette nouvelle religion évangélique à la fois subversive et rigoriste, il était en fait un catholique libéral avant la lettre, épris de pluralisme et de tolérance.

Cependant la papauté d'alors incarnée par la puissante personnalité d'Innocent III n'admettait aucun manquement à la loi de l'Eglise, à sa doctrine, à ses dogmes, à sa hiérarchie. Contraint à la soumission dès 1208, au tout début de la croisade contre les Albigeois, il fut accusé à tort d'avoir assassiné le légat du Pape, Pierre de Castelnau, et dut s'enrôler dans les rangs des barons du Nord que conduisait avec une terrible énergie Simon de Montfort, ce francilien avide et farouche. En 1215 le Concile du Latran consacre la dépossession de tous les seigneurs du Midi ayant eu quelque indulgence pour les cathares. Ce n'est qu'à la mort de ce dernier le 25 juin 1218, tué sous les remparts de Toulouse, que Raimond put goûter à nouveau les joies de la paix civile, précaire il est vrai, dans son château narbonnais avec sa nombreuse famille en cultivant les arts et les lettres. «Pour redessiner sous nos yeux le vrai visage de ce Toulousain à la grandeur subtile, pour redonner voix et timbre à sa parole étouffée, Dominique Baudis s'est plongé avec passion dans les tumultes de son époque, autant que dans les tumultes de son âme». Ainsi s'exprime Amin Maalouf dans son éclairante préface.

Bien de nos hommes politiques se plaisent à la rédaction de biographies qui les inspirent (Henri IV, Napoléon III, Georges Mandel,...). Le Maire de Toulouse ne pouvait rester indifférent au passé glorieux des comtes de sa Ville qui avaient su dès le douzième siècle organiser les libertés communales et régner avec souplesse sur un immense territoire qui s'étendait du Rhône aux Pyrénées.

C'est ainsi qu'au moyen d'un procédé littéraire bien maîtrisé, celui de mémoires imaginaires cachées dans je ne sais quel pilier de la nef raimondine de la cathédrale Saint-Etienne, l'auteur s'est adonné à un travail de recherches historiques, aidé de spécialistes.

Il en résulte un récit vivant, coloré, avec un découpage quasi cinématographique et qui rebondit au rythme de ses épisodes épiques et sanglants (1208-1218). Nous assistons au sac de Béziers, aux différents sièges de Beaucaire et de Carcassonne, à la bataille de Muret (1213), à la reprise de Toulouse, aux rivalités des uns et des autres, aux cruautés et aux pardons «Ce sont tous nos frères retors, nos frères égarés, nos frères grouillants, nos frères tourmentés, acteurs de la même comédie que nous sur la même scène sous un autre décor», ajoute le préfacier. Par ailleurs, il n'est pas interdit de pressentir une identification mentale entre l'avant-dernier comte de Toulouse et le maire de Toulouse ; le même amour de la tolérance et des libertés, la même exigence de bien commun.

Raimond VI est en quelque sorte un peu l'oublié de l'histoire de l'Occitanie. Ce ne fut pas un héros car sa marge de manœuvre était étroite, il ne pouvait être l'homme intransigeant d'une seule cause ; les circonstances lui imposaient la négociation, le compromis.

Cette discrète réhabilitation est servie par un certain bonheur d'écriture qui trahit la passion du maire de Toulouse pour sa ville et sa région. Ces quelques phrases inciteront le lecteur à rencontrer cette époque de brillante civilisation marquée par la tragédie, et qui prit fin avec l'annexion légale de 1271 (Jeanne de Toulouse, fille de Raimond VII, ayant épousé Alphonse de Poitiers, frère de Saint-Louis) mais dont les traces culturelles subsistent.

«La pierre lancée par les Toulousains vient droit sur le heaume de Simon de Montfort... et puis soudain une ovation sans fin s'élève de nos remparts, elle se propage dans les rues, monte dans les étages et s'amplifie jusqu'en haut des églises où les guetteurs s'époumonent sur leurs trompes, les cloches de la ville font résonner l'air de Toulouse des vibrations de la victoire et de la liberté... Hélas ce délicieux été sera pour moi l'un des derniers. Usé par la guerre et âgé de plus de soixante ans, j'attends le jugement de Dieu. C'est le seul qui m'importe désormais... Je suis fier de ce que j'ai défendu plus que de la façon dont je l'ai fait. Mais combattre maladroitement pour une juste cause vaut mieux que d'être le redoutable soldat de l'injustice».

Paul DUMAS-RICORD

Ed. Michel Lafon/Ramsay.

# L'agonie du christianisme

## de Miguel de Unamuno

En la même année de 1925, le pape Pie XI publia l'encyclique *Quas primas* par laquelle il instituait la fête du Christ Roi, et Miguel de Unamuno un petit livre provocant, *L'agonie du christianisme*. Le rapprochement de ces deux textes est saisissant. Tous deux sont fortement datés : ils se situent, quelques années seulement après la Grande guerre, «l'inutile massacre» qu'avait dénoncé en vain Benoît XV, dans le contexte d'une reconstruction qui permettait d'entrevoir une certaine et fragile prospérité économique, mais qui laissait les cœurs et les esprits dans le désarroi. A Rome, le pape entendait fonder un nouvel ordre international sur la paix du Christ et organiser les catholiques en ordre de bataille (l'Action Catholique devait être *sicut acies ordinata*) pour reconquérir la société au Christ. A Paris, le philosophe espagnol en exil, membre de cette génération de 1898 si marquée par la décadence de la catholique Espagne, montrait un christianisme en *agonie*, c'est-à-dire, selon l'étymologie grecque, en lutte pour sa survie et en même temps entré en déclin, le déclin qui précède la fin.

Ces deux documents, pratiquement opposés en tout, se rejoignent sur un aspect essentiel : la nécessité de se battre ; «*Jésus sera en agonie jusqu'à la fin du monde : il ne faut pas dormir pendant ce temps-là*» écrit le philosophe en citant Pascal.

Mais, là où le pape se veut mobilisateur face à un monde hostile qu'il convient de conquérir, face à une modernité qu'il faut christianiser, Unamuno discerne un avenir pour le christianisme dans la mesure où ce dernier saura comprendre le monde dans lequel il est immergé. C'est ce qui explique l'intérêt qu'il porte au personnage étonnant qu'est le père Hyacinthe Loyson. Ce «*prêtre solitaire*», ancien prêtre de Saint-Sulpice, ancien dominicain, ancien provincial des carmes de France, a vécu d'intenses contradictions (Unamuno parle d'une «*intense tragédie*») ; il épousa une veuve américaine après l'avoir convertie au catholicisme, et fonda l'Eglise anglicane de Paris, qui connut elle-même bien des péripéties. Les méandres de l'itinéraire de Loyson permettent à Unamuno de souligner combien le christianisme est une affaire personnelle, celle de chaque individu en lutte avec lui-même, comme l'était le père Hyacinthe. L'auteur du *Sentiment tragique de la vie* (1913), témoin attentionné du modernisme, rêvait d'un christianisme dépouillé, refusait tout dogmatisme et toute structure d'autorité. Il se voulait chrétien sans Eglise.

Tandis que Pie XI réorganisait et généralisait

l'Action Catholique et appelait les catholiques à s'engager, Unamuno tirait sur tout ce qui lui apparaissait comme un embrigadement. Il réservait ses flèches les plus acérées à la Compagnie de Jésus : «*aujourd'hui il n'y a rien au monde de plus sot qu'un jésuite*» - «*en tout cas qu'un jésuite espagnol*», nuanceait-il -. Poursuivant un véritable réquisitoire, il notait que le christianisme en eux ne lutte pas, qu'il est écrasé, «*enterré*» ; dans la foulée il récusait le culte du Sacré Cœur : «*la hiérocardiocratie est le sépulcre de la religion chrétienne*». Il déniait au christianisme sa dimension sociale en consacrant un chapitre au «*prétendu christianisme social*» : «*le Christ n'a rien à voir ni avec le socialisme ni avec la propriété privée*», affirmait-il en se lançant dans une véritable diatribe contre «*cette fameuse démocratie chrétienne*» : «*quant à cette invention de la démocratie chrétienne, c'est quelque chose comme de la chimie bleue. Celui qui soutient la tyrannie peut être aussi chrétien que celui qui défend la démocratie ou la liberté civile. Mais le chrétien, en tant que chrétien, n'a rien à voir avec cela*». Sa critique de l'Action Française qui «*place la patrie avant tout*» se situe exactement sur le même plan. Au nom de la parole «*mon royaume n'est pas de ce monde*», Unamuno renvoyait dos à dos maurrassiens, démocrates - chrétiens et jésuites : «*pour un véritable chrétien - si tant est qu'un véritable chrétien soit possible dans la vie civile -, toute question, politique ou autre, se doit concevoir, traiter et résoudre dans sa relation avec l'intérêt individuel du salut éternel, de l'éternité*».

C'est une curieuse conception du christianisme qu'Unamuno proposait, un christianisme désincarné, qui méconnaît le mystère de l'Incarnation et la portée de l'envoi aux hommes de Jésus-Christ, fils de Dieu, vrai Dieu et vrai homme.

Son *Agonie du christianisme* est à bien des égards déconcertant. Cependant, magnifiquement servi par la belle traduction de 1925 de Jean Cassou, et par l'introduction et les notes efficaces d'Emile Poulat, il invite à la réflexion sur la place du christianisme dans notre monde. Le philosophe espagnol, «*l'un des rares grands intellectuels européens aussi attentif aux problèmes du catholicisme et à l'évolution des idées religieuses en Europe*», rappelle Emile Poulat, familier des Ecritures et des grands mystiques espagnols, récusait l'engagement du chrétien dans les problèmes politiques et sociaux au profit d'une spiritualité individuelle. «*Le christianisme est apolitique*» disait-il, et son déclin viendrait de ce qu'il se mêle trop au

monde. Par delà le côté excessif de ses imprécations, Unamuno invite les chrétiens à réfléchir sur une religion qui tend à surdimensionner son aspect activiste, à donner la priorité à des interventions de type ONG, en oubliant que l'action doit prendre ses assises sur une spiritualité fortement vécue. C'est tout le problème de l'équilibre à établir entre action, réflexion et

prière que ce livre invite, *a contrario* et non sans paradoxe, à reprendre à nouveaux frais.

Jean-Dominique DURAND

\* Miguel de Unamuno, *L'agonie du christianisme*, présenté et annoté par Emile Poulat, traduit par Jean Cassou, Paris, Berg International, 1996, 137 p.

## Le travail

### Une valeur en voie de disparition de Dominique Méda

Le livre de Dominique Méda, ancienne élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, agrégée de philosophie, inspecteur des affaires sociales et professeur à l'Institut d'études politiques, soutient une thèse originale et solidement étayée. Selon elle, le travail ne serait qu'une «invention» récente dont nos sociétés ont ressenti la nécessité dans un contexte historique particulier. S'il a «porté» le lien social sur les deux derniers siècles, le travail ne doit plus constituer aujourd'hui une valeur centrale pour la société. Dès lors, le problème ne doit plus être d'augmenter le volume de travail, mais au contraire de remettre celui-ci à sa juste place, en réhabilitant la politique.

#### L'INVENTION DU TRAVAIL

##### Des sociétés sans travail

Dominique Méda part du constat que le travail, tel qu'il est défini actuellement, n'a pas toujours existé. C'est-à-dire que le travail n'a pas toujours été porteur de lien social. Ainsi, dans la Grèce antique, le travail est considéré comme une activité dégradante. L'idée d'être dépendant de quelqu'un d'autre pour voir rémunérer sa propre action apparaissait en effet comme un facteur de dépendance. L'homme devant avant tout se caractériser par sa liberté devait donc éviter ce type d'occupation. Seul le travail de la terre trouve grâce aux yeux des penseurs grecs car il permet d'éviter la situation de dépendance à l'égard d'autrui. Dans une société fondée sur le développement des facultés de l'homme, la vraie vie est la vie de loisir, et devenir apte à mener une telle vie est le but de l'éducation. Ce loisir n'a bien entendu rien à voir avec nos loisirs modernes : il s'agit de toutes les activités qui ne conduisent pas à assurer la subsistance.

La pensée grecque du travail traverse les siècles jusqu'à la fin du Moyen-Âge. Malgré la fin de l'esclavage et la diffusion du christianisme, la société reste construite sur un schéma antique : notamment

supériorité de l'esprit sur le corps. C'est dans cette perspective que l'on peut citer la Genèse évoquant le péché d'Adam : «Le sol sera maudit à cause de toi. C'est à force de peine que tu en tireras ta nourriture tous les jours de ta vie.» Le travail apparaîtrait clairement comme une malédiction. Dans le même ordre d'idée, Saint Augustin dresse la liste des métiers illégitimes qui englobe toutes les activités, sauf la culture de la terre et l'artisanat. Jacques Le Goff peut ainsi écrire, dans *Pour un autre Moyen Âge* (1991), que dresser la liste exhaustive des métiers interdits dans la société de l'Occident médiéval «serait risquer de dénombraer presque tous les métiers médiévaux». La représentation du travail va néanmoins progressivement évoluer et Saint Thomas codifie ce nouveau contexte en développant l'idée d'utilité commune. Ainsi, les métiers mécaniques, comme ceux du textile, de l'habillement, qui sont nécessaires aux besoins des hommes, reçoivent une certaine considération. La prise en charge des besoins humains par une organisation plus rationnelle des tâches fait peu à peu son apparition. Mais sa réalisation nécessitera encore quelques bouleversements intellectuels. A la fin du Moyen Âge, le travail n'est toujours pas conçu comme une activité unique englobant tous les métiers et créatrice de valeur sociale.

#### L'invention du travail aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles

Pour Dominique Méda, la vraie rupture intervient en 1776 avec la publication des *Recherches sur les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith. Certes, la parution de la *Fable des abeilles* de Bernard Mandeville en 1714 avait déjà déclenché des passions car il vantait la recherche de l'enrichissement. Mais l'ouvrage de Smith franchit une étape primordiale en plaçant le travail au cœur du processus de la fabrication des richesses. Pour lui, la richesse d'une nation dépend exclusivement de deux facteurs : l'habileté au travail et la proportion entre le nombre de travailleurs utiles et inutiles. Parce que le travail est un facteur d'accroissement de richesse, il devient une marchan-

disc, un objet d'échange. Dès lors, l'essence même du travail est sociale. Le travail est bien le nouveau rapport social qui structure la société.

Cette évolution n'a été possible qu'en raison de la fin des communautés naturelles. En effet, cette disparition a autonomisé les individus. Les penseurs du contrat social, de Hobbes à Rousseau, ont contribué au remplacement de l'ordre naturel par l'ordre social. La fin des communautés naturelles pose le problème de l'organisation de la société : la solution smithienne consiste à considérer que c'est de la multiplicité des échanges entre les hommes que naît la société. Le vecteur de ceux-ci est le travail.

La deuxième étape de cette « invention » du travail vient avec la révolution industrielle. Le travail apparaît comme le moyen dont dispose l'humanité pour progresser vers le bien-être. Au XIXe siècle, le travail devient ainsi progressivement le modèle de l'activité créatrice par excellence : le travail est l'essence de l'homme. Pour Hegel, le travail est un idéal de création et de réalisation de soi. Marx « renverse » (« umstülpen ») cette pensée et considère que l'histoire montre que l'homme est devenu ce qu'il est par le travail. Il oppose le travail réel, aliénant, au vrai travail, qui serait l'expression de soi. Ce travail ne peut apparaître que dans la société communiste.

Enfin, la troisième étape du processus ne résulte pas de l'évolution de l'histoire des idées, mais de la pratique politique et de la mise en place de certains mécanismes : il s'agit de la social-démocratie, ou encore de ce que l'on a pu appeler l'Etat social ou l'Etat providence. Dans une optique de plein emploi, il ne s'agit plus de rêver l'essence du travail, mais de rendre supportable sa réalité, notamment en mettant en place les institutions permettant de concilier les aspirations contradictoires dont le travail est l'objet : contradiction entre les conditions épouvantables de travail et le discours de valorisation qui accompagne celui-ci ; contradiction entre la haine du travail et la croyance que lui seul est capable de fonder une hiérarchie sociale juste.

### REMETTRE EN CAUSE LA PLACE CENTRALE DU TRAVAIL

Il devient dès lors nécessaire de s'interroger sur les fins que poursuivent nos sociétés. Est-ce une toujours plus grande satisfaction des besoins, au prix de toujours plus de travail ? Est-ce un travail plus épanouissant ? Pour Dominique Méda, si le travail est d'abord un facteur de production et si son caractère de liberté créatrice est un mythe, alors nous pourrions collectivement décider de réduire sa place. Au contraire, si nous restons sur les représentations traditionnelles, alors il conviendrait de faire du marché du travail un marché identique aux autres, de manière à fabriquer

encore plus de richesses.

### L'illusion du travail comme lien social

La démonstration de Dominique Méda vise alors à montrer en quoi le travail n'est pas épanouissant. En effet, la plupart des chercheurs qui réfléchissent à cette notion la conçoivent comme positive en ce qu'il conduit à une libération. Or, Dominique Méda constate que le travail est avant tout un moyen au service d'une logique capitaliste et qu'il n'a pas pour but l'épanouissement de l'individu. Surtout, la subordination est au cœur du travail salarié, et il ne peut dès lors apparaître comme un instrument de la liberté de l'homme.

D'autre part, l'auteur remet en cause la force d'un lien social qui serait exclusivement centré sur le travail. Reprenant la critique qu'Hannah Arendt formule dans *La Condition de l'homme moderne*, il considère qu'identifier le travail au lien social revient à défendre une idée éminemment pauvre de celui-ci. Cela conduit à refuser à l'ordre politique la possibilité d'être autre que l'ordre économique ou que la simple régulation sociale. C'est oublier que la société a d'autres fins que la production de richesses et que l'homme a d'autres moyens de s'exprimer que la production ou la consommation.

Or, on ne peut que constater le dévoiement de l'organisation sociale par l'économique. Au fur et à mesure que s'affirmait l'impératif d'efficacité productive, l'économie augmentait son emprise sur l'ensemble de la vie sociale, réduisant celle-ci à l'organisation des moyens d'atteindre cet unique objectif. Alors que disparaissaient les systèmes de légitimation ou les traditions, et que se développait la rationalisation de la vie sociale au service d'un seul but, la politique comme art de trouver ou de choisir les fins de la vie sociale devenait de plus en plus inutile. Comme l'écrit Habermas (*La technique et la science comme « idéologie »*), « dans la mesure où l'activité de l'Etat vise à la stabilité et à la croissance du système économique, la politique prend un caractère négatif : elle oriente son action de façon à éliminer les dysfonctionnements, à éviter les risques susceptibles de mettre le système en danger, et non pas de façon à réaliser des finalités pratiques mais à trouver des solutions d'ordre technique ».

### Réinventer la politique

Face à ce constat, il est urgent aux yeux de Dominique Méda de réinventer la politique. En effet, le bouleversement des ordres géopolitiques issus de la seconde guerre mondiale, la constitution d'ordres supranationaux, tels que l'Union européenne, ou encore la mondialisation des échanges, ont conduit à la déstabilisation des individus : ils ont ouvert la porte

à des regroupements sur des bases différentes, religieuses, ethniques ou nationalistes. Les sociétés occidentales sont aujourd'hui confrontées à une crise du lien social. Notre société est menacée de devenir une société balkanisée, segmentée en de multiples groupes, coexistant ou pratiquant une guerre civile larvée.

Dans la démarche de réinvention de la politique, le désenchantement du travail est absolument nécessaire. Il est en effet bien plus qu'un moyen de redistribuer les richesses et d'atteindre une hypothétique abondance. La réduction de la place du travail dans la vie des citoyens devrait leur permettre de développer de nouveaux modes de sociabilité, d'autres moyens d'expression, d'autres manières pour les individus d'acquérir une identité : bref, de libérer l'espace public. Pour Dominique Méda, le problème de notre société n'est pas la pénurie de travail, mais l'incapacité à concevoir un mode de partage de celui-ci qui ne

passé pas par le déversement des plus faibles dans la catégorie des chômeurs. Le nouveau mode de partage du travail devrait respecter trois règles : garantir un égal accès au travail ; viser à un partage acceptable de l'ensemble du travail, revenus, statuts, protections ; accepter d'autres moyens de distribution du revenu que le seul travail.

Au total, cet ouvrage constitue donc un apport extrêmement stimulant pour tous ceux qui réfléchissent à l'évolution de notre société. Même si sa thèse centrale peut paraître provocante, le livre de Dominique Méda est un excellent point de départ pour une réflexion sans tabou sur l'adaptation des structures sociales aux bouleversements que connaît le monde à la veille de l'an 2000.

Emmanuel GOLDSTEIN

Ed. Aubier, collection Alto

## La fin de Ceausescu de Jean-Marie Le Breton

Jean-Marie Le Breton était ambassadeur à Bucarest lorsque survint, le 22 décembre 1989 à 13 h, la chute de Ceausescu (1). Nous nous souvenons tous de ces images extraordinaires : «Interdit, hagard, le visage décomposé, Ceausescu interrompt son discours. Lui, à la différence des téléspectateurs, a entendu les cris de la contestation. En quelques secondes, en direct devant les caméras qui transmettent son image dans tous le pays, le dictateur a perdu pied.»

On connaît la suite : sa fuite en hélicoptère, puis son exécution, en même temps que celle de sa femme, le 25 décembre, après un simulacre de procès.

Témoin privilégié des événements, fort de sa connaissance approfondie du pays, de ses dirigeants, de ses élites intellectuelles, Jean-Marie Le Breton explique bien la fin du dictateur, analyse les ambiguïtés du pouvoir qui lui a succédé et éclaire les nouvelles perspectives ouvertes en Roumanie, à la fin de l'année dernière, par la victoire de l'opposition démocratique aux élections.

Toutes les ombres ne sont pas cependant dissipées. Les archives ne sont pas accessibles et ont peut-être été détruites. Certains ont avancé l'hypothèse d'une fausse révolution - après la fusillade de Timisoara - qui aurait été organisée par le KGB et/ou par la «Securitate» pour, en se débarrassant de Ceausescu,

assurer la survie d'un régime communiste «gorbatchevisé». Cette hypothèse, Jean-Marie Le Breton la retient pas. Il avance pour cela de bonnes raisons.

Il y a bien eu en Roumanie un soulèvement populaire provoqué par la misère qui résulte d'une politique économique absurde, par les destructions et les déportations du programme, dit de «systématisation», visant à créer un «homme nouveau», enfin par le rejet d'un état policier omniprésent et avilissant. Mais la cause profonde n'est-elle pas extérieure ? Un régime aussi stalinien, aussi archaïque, que celui de Ceausescu ne pouvait longtemps subsister alors que le Mur de Berlin venait de tomber et que tout commençait à bouger en Russie, en Europe Centrale et Orientale.

Il y a donc bien eu une révolution, mais elle a été rapidement «récupérée» par un petit groupe d'anciens apparatchiks en disgrâce depuis quelques années, conduit par un homme intelligent et habile, Ion Iliescu, et par un jeune communiste réformateur, séduisant et ambitieux, Petre Roman. Ces quelques hommes, dont Jean-Marie Le Breton dresse le portrait objectif, ont alors, dans la nuit du 22 au 23 décembre où tout s'est joué, passé un accord, explicite ou implicite, avec la Securitate et l'appareil du Parti Communiste, pour ne pas faire de grande «épuration» une fois Ceausescu supprimé. (L'utilisation du «studio 4» de la télévision a joué aussi un rôle

important dans la conquête du pouvoir). Ce pacte avec le diable constitue, souligne Jean-Marie Le Breton, le péché originel du nouveau pouvoir.

Vainqueur aux élections de juin 1990, grâce à la popularité qu'il doit à l'élimination du dictateur, et à la faiblesse de l'opposition (2), Iliescu montrera au grand jour son vrai visage en faisant appel aux mineurs de la vallée du Giu pour mater les émeutes des «golans», c'est-à-dire des étudiants - qualifiés de «voyous» - qu'inquiétait le retour des hommes et des méthodes du passé.

Certes quelques progrès ont été faits dans la voie des réformes. Le gouvernement s'est tourné vers l'Occident et l'Europe. Il a eu la sagesse de conclure en 1996 un accord avec la Hongrie au sujet de la minorité hongroise de Transylvanie.

Mais ce ne pouvait être là qu'une phase de transition. Il était inéluctable que l'évolution, arrêtée ou freinée, vers la démocratie et l'économie de marché reprît tôt ou tard son cours. S'appuyant sur les espoirs déçus des Roumains, sur le mécontentement populaire que le mauvais état de l'économie avait aggravé, l'opposition démocratique, renforcée, rajeunie, mieux organisée, a finalement gagné en novembre 1996 toutes les élections, présidentielle, législative et locales et va gouverner la Roumanie avec l'appoint des amis de Petre Roman.

L'ouvrage s'arrête au seuil de cette mutation qui ouvre de nouveaux espoirs au peuple roumain, ce peuple latin, culturellement proche de la France, qui aspire à retrouver sa place en Europe. Historien, Jean-Marie Le Breton nous mettrait sans doute aujourd'hui en garde contre un optimisme excessif. La tâche du

président Constantinescu et du gouvernement dirigé par le Maire de Bucarest - personnalités de grande valeur, honnêtes et courageuses - s'annonce extrêmement difficile. Les réformes nécessaires, notamment la privatisation des «dinosaures» industriels publics, de l'équipement et de l'organisation, vétustes, entraîneront une montée du chômage, et la consolidation de la démocratie exigera beaucoup de doigté dans un pays où la tradition démocratique n'est pas solidement implantée. Jean-Marie Le Breton rappelle que, pendant l'entre-deux-guerres, période relativement heureuse pour la Roumanie, deux présidents du Conseil en exercice et un ancien président du Conseil avaient été assassinés... Pour nos amis roumains l'avenir passe par le pardon, par la réconciliation, mais pas par l'oubli.

Ce qui se passe dans ce grand pays de près de 23 millions d'habitants nous concerne particulièrement, nous Français, et concerne la Communauté Européenne tout entière. Il est de notre devoir et de notre intérêt d'aider le peuple roumain à réussir, au prix de beaucoup d'efforts et de sacrifices, sa grande tâche de rénovation, de développement et de démocratisation. La stabilité et la paix dans l'Europe du Sud-Est dépendront pour une large part de son succès.

Jacques MALLET

«*La fin de Ceausescu - Histoire d'une révolution*» par Jean-Marie Le Breton - Ed. L'Harmattan.

(1) Jean-Marie Le Breton a pris ses fonctions d'Ambassadeur de France à Bucarest en février 1987. Il avait été Conseiller à la même ambassade entre 1971 et 1974.

(2) Et à un large recours aux fraudes...

## Les langages secrets de la nature

La communication chez les animaux et les plantes de Jean-Marie Pelt

La lecture des ouvrages de Jean-Marie Pelt, a ceci de spécifique qu'elle est d'un abord souvent facile mais se révèle rapidement d'une profondeur à laquelle «l'honnête homme» devient capable de puiser la réponse aux questions élémentaires ou fondamentales qu'il est de son devoir de se poser.

Parler comme tout le monde n'est pas nécessairement synonyme d'absence de subtilité et a fortiori de connaissance. Pour ne citer qu'un exemple, le plus grand des philosophes de notre siècle finissant n'est-il pas Henri Bergson, dont les ouvrages sont d'une tenue littéraire sans pareille ? Au risque de heurter sa modestie je range Jean-Marie Pelt parmi ces savants

auxquels leur discipline - la biologie - n'interdit pas de donner à leur style une forme hautement classique. Autrement dit, il recourt rarement au langage (et pas plus aux termes) propres à sa discipline. Mais passons... Avant de lire «Les Langages secrets de la nature», je l'ai feuilleté et constaté que Jean-Marie Pelt ne manquait pas d'humour. Cet ouvrage de 291 pages exactement, 4 parties et 4 ou 5 chapitres par partie en apporte la preuve.

Chaque chapitre possède son titre : de l'*Arsenal «top secret» des sorciers* aux poisons à foison, *Empoisonnez-vous les uns les autres - Quand les poisons deviennent médicaments*, au *Ballet amoureux*

des champignons, jusqu'à *Ces plantes qui souffrent, Qu'en est-il de la main verte ? La musique et les plantes, De la santé des plantes* - en passant par ces conseils-constatations, *Aimez-vous les uns les autres, Mangez-vous les uns les autres, Langage et communication entre plantes* - enfin à *L'insecte qui lisait un journal* et *Où chacun est mis au parfum*. On se rend compte que l'humour n'est pas étranger à la façon dont Jean-Marie Pelt entend piquer la curiosité de ses lecteurs et les enseigner.

\*  
\*\*

Cette dernière constatation est essentielle. Pour m'en être entretenu à plusieurs reprises avec Henri Bourbon je convenais volontiers des difficultés rencontrées par un journaliste désireux de rendre compte d'un ouvrage de Jean-Marie Pelt. Comment, en effet, proposer un résumé de son contenu sans paraître le déformer, ou bien en citer de longs extraits sans que leur longueur donne l'impression de justifier l'ignorance du critique ?

Puisqu'il n'est pas question de tomber dans un travers pour éviter l'autre, je tiens à citer en exergue de son ouvrage les vers puisés dans l'œuvre de Gérard de Nerval par Jean-Marie Pelt :

«Homme ! Libre penseur - Te crois-tu seul pensant  
Dans ce monde où la vie éclate en toute chose ?

.....  
Respecte dans la bête un esprit agissant....

Chaque fleur est une âme à la nature éclore»

*Vers dorés. Chimères*

Ces vers ne sont-ils pas susceptibles d'éclairer, mieux que je ne saurais le faire, le sens de ses recherches ? Oserais-je ajouter que ces vers sont précédés d'une affirmation de Pythagore : «Eh quoi ! Tout est sensible !».

Jean-Marie Pelt a donc raison lorsqu'il écrit «Cet ouvrage lu, il ne sera sans doute plus possible de voir les plantes et de les approcher comme avant», ou bien encore, à propos d'écologie : «l'environnement n'est pas neutre : support de notre existence il doit rester le cordon ombilical qui nous lie à cette nature dont nous sommes et qui nous porte. L'oublier serait s'exposer aux plus grands périls. Entre l'ordinateur et le marronnier, s'il fallait choisir, c'est le marronnier qu'il faudrait garder.»

En raison même de ce que je viens d'écrire plus haut, il n'est donc pas question de rendre compte ici de l'ouvrage de Jean-Marie Pelt. Le titre même de chacun de ses chapitres m'interdit d'en présenter le

détail, aussi joyeux soit-il. Il faut les lire et, si j'ose ajouter, les déguster tant ils révèlent des faits la plupart du temps ignorés, mais ici révélés dans un véritable poème. Témoignage irrécusable de l'existence «d'une âme» chez les plantes. Gardons-nous du moindre sourire d'ironie ou de dédain... !

\*  
\*\*

N'est-ce pas cette âme que nous révèlent «les apports les plus récents de la science contemporaine à l'écologie de la nature». Des exemples ? Ils ne manquent pas. La première partie de l'ouvrage de Jean-Marie Pelt est consacrée à l'étude des poisons. L'arsenal «top secret» des sorciers nous apprend comment et à l'aide de quelles substances les Vaudous recourent lors des séances de «résurrection des morts...» Après avoir été extrait de sa tombe, «le zombi à ressusciter» se voit administrer «immédiatement - puis encore le lendemain - une pâte à base d'une plante banale mais redoutable, le *datura...*». Vous doutez ? Raison de plus pour suivre Jean-Marie Pelt dans ses explications et ses révélations.

Encore un exemple : il existe, nous dit-il, des «plantes assassines - qui tuent-elles ? des insectes dont la mort nous est contée de la façon la plus précise et véritablement hallucinante. En d'autres termes Jean-Marie Pelt nous narre alors «l'histoire des relations de plus en plus subtiles entre insectes et fleurs».

On savait - peu ou prou - que des insectes devenaient les victimes des pièges que leur tendent les fleurs. Jean-Marie Pelt nous décrit leur invraisemblable fonctionnement. «Les redoutables tentacules du drosera» sont décrits avec une précision qui ne peut que rendre perplexe. Je cite pour la dernière fois Jean-Marie Pelt : «Il faut pour l'admirer (le drosera) le contempler de près ; ses feuilles presque rondes, qui ne dépassent guère un centimètre de diamètre forment une petite rosette au pied d'une tige dressée où s'épanouit en été une belle hampe porteuse de fleurs des plus ordinaires ; en revanche, ces feuilles tout hérissées de tentacules, évoquent la planche à clous des fakirs, une planche dont on aurait eu soin, toutefois d'émousser les pointes acérées, car chaque tentacule, d'un rouge écarlate, se trouve coiffé d'une glande remplie d'un liquide visqueux sécrété par la plante. Chacune de ces glandes réfracte la lumière solaire, étincelant pour l'œil à facettes de l'insecte, comme le font les glandes nectarifères des fleurs». L'insecte n'y voit que du feu : il se précipite sur la feuille et déclenche aussitôt le piège. «Le drosera révèle sa vraie nature, celle d'un carnassier, mais pour l'insecte il est déjà trop tard».

Nos lecteurs sont invités à lire la suite... et la mort de l'insecte emprisonné dans quelques gouttes vis-

queuses. On devine la fin... !

\*  
\*\*

Je conclurai ce bref compte rendu de l'ouvrage de Jean-Marie Pelt en recourant à une citation d'un philosophe qu'il ne reniera pas, du moins à propos du problème qui l'intéresse particulièrement : «L'univers, est une vaste pensée... Qu'est-ce que l'Univers ? C'est quelque chose qui dépend d'une décision qui a été prise par qui ? Par un Etre supérieur

mais dont la caractéristique est la Pensée et peut-être l'Amour... Bien des savants l'ont dit : que Dieu soit pensée, Platon le signerait ; Einstein aussi. D'Aristote à Einstein les plus grands s'accordent pour reconnaître une raison immanente.»

Ces propos récents sont de Jean Guilton de l'Académie française.

Jean TEITGEN

Ed. Fayard, avec la collaboration de Franck Steffan.

## La constitution de la liberté

### de Friedrich A. Hayek

Les éditions Litec viennent de nous offrir une traduction française d'une oeuvre capitale de Friedrich A. Hayek, «La constitution de la liberté» (traducteurs R. Audoin et J. Garelo). Elle avait été publiée aux Etats Unis d'Amérique en 1959, et pourtant, à sa lecture, le choc qu'on en ressent est son actualité, comme si les événements survenus depuis sa parution constituaient une démonstration supplémentaire de la justesse de ses analyses.

«Constitution de la liberté», le titre pose problème. Il ne s'agit pas de la Constitution politique d'un Etat idéal : ce n'est pas un exercice à la Rousseau. L'auteur révèle lui-même (note 8 chap. 11) qu'il a emprunté l'expression à Henry Bracton, juriste anglais du 18<sup>e</sup> siècle, parlant de *constitutio libertatis* à propos de la Grande Charte de Jean sans Terre de 1215. La constitution de la liberté, venue ainsi du latin et non de l'anglais, désigne l'organisation de la liberté tant dans son fondement què dans son fonctionnement.

C'est dire que le projet de l'ouvrage est ambitieux. Hayek était un économiste de métier, mais sa réflexion surmonte, et de loin, «les lourdeurs et les limites intellectuelles de l'économie» (avant-propos de J. Garelo). Elle a recours à la philosophie, à l'histoire, au droit, à l'anthropologie, à la psychologie. C'est une somme qui nous est proposée sur les bases et les modes opératoires du «libéralisme».

Il n'est pas possible de résumer en quelques lignes 500 pages (y compris les notes, trésor d'érudition). Citons quelques têtes de chapitre : la valeur de la liberté, responsabilité et liberté, la règle majoritaire, libéralisme et administration, déclin du droit, sécurité sociale, fiscalité et redistribution, la charpente monétaire, éducation et recherche,... Chacun de ces chapitres mériterait analyse et discussion - mais ceci peut donner lieu à des études ultérieures. Nous nous

attacherons, dans cette présentation, à dégager la pré-supposition, la valeur essentielle, la représentation initiale (*Leitvorstellung*, dans la langue maternelle de Hayek) qui donne le ton à l'ensemble.

#### Confiance en la nature

Hayek fait plus confiance à la nature, à l'évolution spontanée, au jeu de forces qui dépassent l'individu qu'à la raison raisonnante de l'homme, traduite en volonté, pour la conduite de la politique. L'histoire imprévisible est plus forte que les faiseurs de système et les héros de l'action. Elle ruse avec eux et les conduit où ils ne pensaient pas aller. Pour lui, «le libéralisme est la foi dans les forces d'ajustement spontané» (p. 396). «Il est aussi éloigné du rationalisme sommaire du socialiste qui entend reconstruire les institutions selon un schéma que lui dicte sa propre raison que du mysticisme auquel le conservateur a fréquemment recours» (p. 402).

Voici la voie où chemine l'auteur, rejetant d'un côté le rationalisme volontariste du socialiste et de l'autre côté une certaine fidélité mystique du conservateur à des traditions sacrées. Il croit en la spontanéité du progrès (progrès étant pris dans son sens premier de mouvement), mais il y croit d'une façon modeste. Ce n'est pas un article de foi, hypostase d'une déesse toute puissante, mais plutôt une constatation pragmatique des limites du pouvoir de l'homme seul sur les choses et même sur les idées, serait-ce sur ses propres idées. La confiance en la nature n'est que l'envers de la conscience des limites humaines.

«Le libéralisme repose sur une doctrine modeste, humble même, fondée sur une confiance limitée dans la sagesse des hommes et dans leurs capacités... il est aussi éloigné du perfectionnisme que de la hâte impatiente des réformateurs passionnés ; leur impatience devant tel ou tel mal particulier les aveugle souvent



sur les dégâts et injustices que la réalisation de leurs plans entraînera vraisemblablement» (Introduction).

Cette humilité l'amène à mettre en garde les Prométhées de la politique, ces ambitieux qui, «une fois investis de l'autorité, supposent que celle-ci s'accompagne d'une sagesse supérieure et par conséquent du droit d'imposer aux autres leurs convictions».

Qu'on nous permette d'observer que ces Prométhées trouvent plus d'écho chez les électeurs que les sages, et que ceux qui parviennent au pouvoir sont le plus souvent des matamores promettant avec assurance tout et son contraire.

Mais cette humilité ne va pas jusqu'à un écrasement de l'individu, bien au contraire. Ce qui est condamné, c'est le système imposé. Et l'absence de système libère les initiatives individuelles qui, cumulées, font avancer les choses mieux qu'un plan d'ensemble imaginé par quelque politique thaumaturge. Ces initiatives sont fécondes parce qu'elles se glissent dans un ordre non voulu. Ainsi progresse la civilisation quand on ne la contraint pas. On peut prendre l'exemple du marché qui s'est montré plus efficace que l'économie planifiée pour la production des richesses, mais l'exemple peut être multiplié à toutes les activités humaines, y compris à la production des idées, à la science et à la philosophie.

### Spontanéité des institutions

L'histoire des institutions est révélatrice de la spontanéité imprévisible de la société. Nous partons de cette proposition de Lord Acton cité par Hayek : «La fonction qu'assure une institution à une époque donnée peut ne pas être celle en vue de laquelle elle a été établie à l'origine» (*History of freedom*, p. 58). Et nous la renforçons par une formule du juriste romain Neratius incluse dans le *Corpus juris civilis* de Justinien : «*rationes eorum quae constituntur inquiri non oportet aliquam quae certa sunt subvertuntur*» (nous devons éviter de rechercher la raison d'être de nos institutions, sinon maintes qui sont certaines seraient renversées). Nous ne sommes pas en peine d'en trouver des illustrations dans notre histoire nationale récente.

Le *Conseil d'Etat* a été établi par Napoléon Bonaparte pour préparer la législation et, accessoirement, il devait donner son avis à l'exécutif sur la solution des conflits s'élevant entre l'administration et ses usagers. Au cours du 19<sup>e</sup> siècle, ce corps est devenu, par évolution spontanée, sans intervention de règles édictées par l'autorité politique, un juge administratif, ce qui fut consacré par la loi en 1872. Et ce juge a créé un corps de normes juridiques destinées à l'administration, un droit administratif, en contradiction

avec notre tradition de la souveraineté de la loi selon une méthode se rapprochant du précédent britannique. A contre-courant des principes généralement acceptés, des mythes issus de la Révolution, l'institution a sécrété un produit original qui n'a été voulu par personne en particulier, par aucun constituant. L'évolution s'est faite contre les idées affirmées des gens en place.

Le processus a été identique, mais plus rapide en ce qui concerne le *Conseil constitutionnel*. Créé en 1958 sous l'inspiration du général de Gaulle pour veiller à ce que le Parlement ne déborde pas sur les nouveaux pouvoirs donnés au gouvernement de légiférer en certaines matières (art. 34 de la Constitution), il s'est transformé en 1971, par une sorte de coup de force, en juge constitutionnel. Il s'est arrogé compétence pour déclarer non conforme à la Constitution une loi votée par le Parlement, donc émanant de la souveraineté populaire. Et d'où venaient les membres de ce Conseil ? Ils avaient été nommés pour les deux tiers par le Président de la République et le président de l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire par la majorité gaulliste en place. Ici encore l'idée originelle a échappé à ses initiateurs, si bien que le Conseil constitutionnel s'est acheminé *proprio motu* vers une Cour constitutionnelle. Il convient toutefois de faire la part du sérieux coup de pouce donné par la réforme constitutionnelle de 1974, voulue par Giscard d'Estaing, qui a singulièrement étendu les possibilités de saisine de cet aéroportage jusqu'alors exclusivement ouvertes au président de la République et aux présidents des deux Assemblées. (En 1971 il avait été saisi par le président du Sénat). Il pourrait l'être désormais par des députés ou sénateurs à condition que cette démarche soit signée par 60 d'entre eux au minimum.

Les idées (et non l'idée hégélienne) conduisent l'évolution (p. 110), mais ce ne sont pas les idées de tel ou tel, une philosophie, une théorie, un programme ; plutôt des ruisseaux allant vers des rivières, puis le fleuve confluent en un estuaire qui prend l'aspect de l'unité. «Les cheminements individuels dans le cours des choses sont orientés par un ensemble cohérent de concepts» (p. 110). Une sorte d'opinion commune se forme ainsi, qui donne sa direction à l'histoire.

On pourrait rapprocher cette vision de l'histoire de l'évolutionnisme en matière biologique, encore qu'elle soit moins mécanique. La civilisation humaine y apparaît comme le résultat cumulé d'essais et d'erreurs, une oeuvre collective ne ressortissant pas d'un projet humain explicite - mais ne dépendant pas non plus de quelque demiurge, quel que soit le nom qu'on lui donne. Hayek est trop humble pour oser nommer les forces supérieures qui nous gouvernent. Le mot de «hasard» vient quelquefois sous sa plume ou celui de

«chance».

### Démocratie et liberté

Voici le soubassement. Nous voudrions y ajouter une réflexion sur la démocratie que nous détachons ainsi de toutes les autres parce qu'elle nous paraît trop souvent méconnue. Quand on a crié «démocratie !» on croit avoir purgé tous les maux. La Révolution française a pensé que démocratie emportait nécessairement liberté. C'est une idée fautive, mère de possibles totalitarismes.

La règle majoritaire n'est pas en elle-même porteuse de vérité ; elle est un mode de décision, probablement le moins mauvais. Mais si elle est prise pour garantie de vérité, elle ouvre la porte à la dictature de la majorité. La démocratie peut être totalitaire quand la majorité d'un moment impose à la minorité ses valeurs comme des absolus. On ne doit pas oublier que Hitler est parvenu au pouvoir non par un coup d'Etat - il a manqué son putsch de 1923 - mais par l'élection.

Et si l'opinion majoritaire peut servir de mode de

décision, c'est encore à la condition que l'opinion soit indépendante du gouvernement en place. «L'idéal de la démocratie se fonde sur la confiance de l'émergence de vues directrices par un processus indépendant et spontané. Cela exige l'existence d'une large sphère où les opinions des gens se forment, à l'abri de l'influence de la majorité» (p. 102). Et il n'y a pas maintenant que la propagande officielle pour contraindre l'opinion. Celle-ci est fabriquée plus que jamais par les médias écrits, et surtout parlés, à la pensée étrangement unique (il doit bien y avoir une explication à cette étrangeté), par des groupes de pression pratiquant le terrorisme intellectuel, par la loi elle-même, si bien que l'esprit critique n'ose plus s'exprimer. Où sont les journaux d'opinion de la Troisième République qui semaient la diversité dans la controverse même ? C'est ainsi que la démocratie formelle s'enfoncé subrepticement dans le totalitarisme.

Raymond MARTIN

Ed. Litec.

## Ressusciter la politique Qui est l'État

de Pierre-Yves Bourdil

Pierre-Yves Bourdil est l'un de ces philosophes qui montent, irrésistiblement. Il est, à n'en pas douter, appelé à devenir l'une des figures emblématiques de la philosophie française contemporaine. Il est même permis de considérer qu'il s'est définitivement imposé comme tel depuis la publication, toute récente, d'une véritable somme philosophique de plus de 1.000 pages : «Faire la philosophie» (Paris, Editions du Cerf - Collection Passages, octobre 1996). Avec cet ambitieux projet, parfaitement mené à son terme, l'auteur suggère que la philosophie ne renvoie pas seulement à la lecture ; elle renvoie bien plus fondamentalement à un faire. C'est par ce faire qu'elle gouverne notre existence. Ceci explique la tournure transitive du titre : on ne fait pas de la philosophie subsidiairement, mais de manière essentielle, de telle sorte que toutes les autres activités aient une chance d'avoir un sens en fonction de celle-là. C'est assurément ce constat qui l'a amené à faire des incursions dans le domaine de la philosophie politique, publiant quasi simultanément deux essais. L'un est consacré à la politique (comme il se doit) et l'autre à l'Etat. Au préalable, je voudrais insister brièvement sur le rythme et la qualité de sa production intellectuelle, forçant l'admiration du lecteur attentif. Celui qui sait ce qu'il en coûte d'écrire appréciera à sa juste valeur la performance que vient d'accomplir ce philosophe.

Publier, la même année, trois ouvrages (dont un de plus de 1.000 pages), voilà qui en impose et invite au respect.

Le présent compte rendu de lecture entend limiter son propos aux deux essais de philosophie politique, publiés aux Editions Ellipses dans la collection Polis (la bien nommée !). Cette collection, qui a déjà à son actif plusieurs ouvrages, se propose d'éclairer les voies de l'espace public où se joue le sens éthique et politique de notre existence. Son ambition est de participer à l'élaboration d'une culture citoyenne, associant une information précise et accessible à une réflexion engagée, ne répugnant ni à la prise de parti ni à la polémique. Le style et le vocabulaire des deux livres sont parfois décapants, contribuant à nous les rendre vivants, sans temps morts. L'un et l'autre sont bien dans le caractère d'un auteur qui se propose effectivement de rendre la philosophie accessible au plus grand nombre (ambition qu'il concrétise dans «Faire la philosophie»).

Avec «Ressusciter la politique», l'auteur envoie un coup de pied dans la termitière des idées reçues. Sa démarche est non conformiste, il n'hésite pas à aller à contre-courant de toute forme de «pensée unique». Il éveille immédiatement la curiosité du lecteur par sa liberté de ton, son impertinence (au bon sens du

terme). Je dirai que ce livre a été écrit par un franc-tireur de la philosophie c'est ce qui le rend peu suspect de complaisance à l'égard des modes intellectuelles. Ressusciter la politique ou la re-susciter, ainsi qu'il l'écrit à un moment donné, c'est s'employer à repenser ses conditions d'expression, les conditions d'une re-naissance de la politique, comme pour lui donner une deuxième chance... et nous permettre de prendre, avec elle, un nouveau départ. D'entrée de jeu, il pose le problème de fond : «Le commencement de la politique repose sur une irréversible contradiction : comment une vie donnée une seule fois pourrait-elle avoir une signification générale ? En politique, on n'a pas l'occasion de tâtonner et de répéter trente six expériences : une mauvaise appréciation conduit au drame. Plus qu'ailleurs, ce qui est fait est fait» (p. 26).

La réflexion engagée sous de tels auspices, il entend la poursuivre sans fioritures. La raison ultime pour laquelle les hommes s'intéressent un jour à la politique, c'est qu'ils deviennent que les choses n'ont pas toujours été comme elles sont aujourd'hui, qu'elles ne peuvent pas avoir toujours été comme elles sont devenues. Sinon, ce serait trop horrible, puisque cela supposerait que notre condition est pénible par essence. Et l'auteur de poursuivre : «Défendons ici la thèse selon laquelle nous avons besoin de ressusciter la réflexion politique parce qu'elle est nécessaire aux hommes pour être humains» (p. 43). C'est bel et bien à l'usage de la réflexion le plus affranchi possible qu'il nous convie, puisque la réflexion politique doit se donner un but. Or, pour en prendre conscience et l'atteindre, l'homme a besoin de la plénitude de sa liberté. Ce but, ou, plus exactement, cet accomplissement, suppose que la cité parvienne à un état où elle serait souveraine, où les hommes y vivraient en bonne entente et où le rapport de l'une aux autres serait rationnel. Cependant, il appartient à l'homme de se montrer vigilant car les acquis de la politique sont précaires par nature. Le citoyen se désintéresse de la politique dans la mesure où il pense qu'il n'y a rien à faire. S'il n'y a rien à faire, il laisse faire et renonce du même coup à sa vigilance. S'il laisse faire, les sophistes rappuient avec les extrémistes, rassurant le bon peuple en lui promettant un ordre pur et dur. Alors, la sentence tombe, comme un couperet : «Et, au lieu de maîtriser notre destinée, nous succombons à l'aliénation politique» (p. 129). Bourdil ne cesse de nous mettre en garde, sans pour autant devenir moralisateur. Pas de politique digne de ce nom sans raison, sans efforts accomplis pour généraliser sincèrement les convictions particulières de chacun d'entre nous. Agir en politique ne vaut que si l'individu a d'abord réfléchi à la valeur de ses actions ; s'il s'est véritablement posé la question des conséquences de ses actes pour

la communauté. Evidemment, cette réflexion ne saurait faire l'économie d'un problème crucial, celui du pouvoir. Car ce pouvoir ne nous laisse pas forcément le temps de la réflexion ou de l'expression, et jamais aussi peu que lorsqu'il nous faudrait prendre du temps pour réfléchir. Pour tenter de remédier à cet inconvénient, l'auteur propose une éthique du pouvoir que n'aurait pas reniée Michel Foucault : «Il ne reste à l'activité politique qu'à se donner les moyens de fonder, non pas le pouvoir, mais l'usage du pouvoir» (p. 160). Dès lors, l'une de ses ultimes conclusions tombe sous le sens : la seule chance que nous ayons d'être libres est politique. En ce sens, ressusciter la politique, c'est donc ré-activer la liberté.

Et si ressusciter la politique, c'était plus simplement passer de l'individuel au collectif, de «l'Etat, c'est moi» à «l'Etat, c'est nous» ? Le projet était indissociable d'une réflexion sur l'Etat, vu que celui-ci offre un cadre institutionnel à la politique. C'est en son sein que la politique est pensée, impulsée, à l'époque actuelle. A partir de ce constat, Pierre-Yves Bourdil en vient à penser l'Etat, entreprise qu'il mène à son terme avec son deuxième essai : «Qui est l'Etat». L'Etat, dit-on communément, c'est moi. Toute la question est de savoir comment comprendre une telle affirmation, vu que l'Etat vit de n'être pas discuté. Il manifeste une instance englobante, il est une valeur qui s'impose et se suffit à elle-même. Il traduit une entité objective, une substance, une réalité close sur elle-même. Le citoyen sait de quoi il parle lorsqu'il prononce le mot. Ceci dit, l'entité Etat n'existe véritablement que dans la conscience de chacun de ses membres. En repartant du vieux schéma hégélien (individu - famille - société civile - Etat), l'auteur définit l'Etat comme un état, c'est-à-dire un principe incarnant la stabilité ontologique, distincte de la fuite des choses, cela même qui demeure au sein du changement le plus mouvementé. S'il n'est l'être, il en est au moins une figure. La définition qu'il en propose est donc plus philosophique. Elle tranche singulièrement avec la définition, désormais classique, du droit constitutionnel et de la science politique, voyant dans l'Etat l'organisation politique et juridique des hommes vivant sous un pouvoir commun souverain, dans les limites d'un territoire déterminé. C'est bien parce qu'il pense l'Etat sous son rapport philosophique qu'il en vient à écrire que «l'institution politique au sein de laquelle se réalise l'Etat relève d'une construction de l'intelligence humaine» (p. 85). Ce propos est à rapprocher de celui qu'il tient dès les premières pages du livre : «Il faut se donner les moyens de mettre en œuvre de la pensée» (p. 17). Celle-ci se doit de nourrir l'Etat, de l'investir, puisque c'est en lui que se joue en permanence le rapport de chacun à tous. L'Etat garantit la correspondance du rationnel et du réel. Il réalise concrè-

tement la raison, à chaque étape de son évolution. Et Pierre-Yves Bourdil d'observer que «l'Etat marque l'aboutissement de l'homme rationnel» (p. 28). De fait, l'Etat se confond avec l'ambition rationnelle, et l'auteur corrobore encore ce propos dans sa conclusion (p. 121). Précisément, c'est parce qu'il n'a jamais abdiqué cette volonté de rationalité qu'il relève, pour une part, d'une adaptation réaliste aux données de la vie sociale. L'Etat, c'est toujours moi, bien sûr, mais objectivé en autre chose que moi.

Avec les siècles, cette objectivation a pris les traits de la Démocratie. L'aporie de l'Etat posée comme aporie de la Démocratie est constitutive de l'évolution occidentale de la métaphysique : «Dans la réflexion sur l'Etat se joue la possibilité d'une démocratie placée sous la responsabilité commune de citoyens qui entendent assurer directement leur destinée ; qui entendent présider librement à la finalité de leur condition» (p. 66). Le bon Etat suscitant le processus de la domination permanente, la démocratie est ce qu'en avait dit Lénine : une forme de l'Etat, une de ses variétés. Elle est donc, au même titre que n'importe quel autre Etat, l'application organisée, systématique de la contrainte aux hommes. Il faut que la figure de l'Etat nous trouble autant que la violence physique induite par son allure extérieure. L'Etat demeure l'instance où s'affirme le pouvoir général sans lequel la volonté n'est qu'une velléité dépourvue

de référent clair. Or, le pouvoir et la volonté sont les deux leviers de la politique. L'auteur glisse alors de l'observation à l'aveu : «Nous sentons progressivement le terme «politique» s'identifier au terme «Etat»» (p. 109).

Par conséquent, la boucle est bouclée : la réflexion sur la notion de politique amène à se poser la question de l'Etat... qui appelle inmanquablement une réponse politique, laquelle renvoie à la problématique initiale et l'enrichit. C'est qu'aucun esprit, fût-il supérieur, ne saurait prétendre sonder, une fois pour toutes, les possibilités illimitées du champ politique. Bourdil a su trouver les arguments sensibles pour nous en convaincre ; ce n'est pas le moindre de ses mérites. Il appartient dorénavant à ses lecteurs (il s'adresse à un large public) de s'approprier une double réflexion, curieuse de tout. La pensée ne s'élève que dans la recherche de la liberté et de l'authenticité. La connaissance (et ce qui en découle) est à ce prix. A chacun d'entre nous de dire, en son âme et conscience, s'il vaut la peine d'être payé. Dans cette quête de soi-même, la philosophie comme nous la propose Pierre-Yves Bourdil, ne peut qu'être d'un précieux secours...

Christian SAVÈS

Ed. Ellipses, col. «Polis».

# Revue des revues

## Ce qu'avouent les archives du communisme - discussion entre Marc Lazar et Daniel Lindenberg

Dans le numéro de janvier 1997 de la revue *Esprit*, Daniel Lindenberg, collaborateur de cette revue, et Marc Lazar, professeur à l'institut d'études politiques de Paris, se sont entretenus des révélations de Karel Bartosek sur les archives du régime communiste tchécoslovaque. Exposées dans les *Aveux des archives, Prague-Paris-Prague 1948-1968* (Seuil 1996), ces recherches ont suscité de vives réactions et soulèvent le délicat problème de l'interprétation des documents ainsi mis à jour. Très enrichissant, cet entretien lève le voile sur ce qui se dessine derrière le décryptage des archives du communisme. Extraits :

**D.L.** - Le livre de Karel Bartosek vous paraît-il apporter des connaissances nouvelles sur le fonctionnement du mouvement communiste international et, en particulier, sur celui du parti communiste français après la seconde guerre mondiale ?

**M.L.** - La réponse est évidemment oui. Si l'on met de côté, pour le moment, les affaires dites London et Aubrac, on apprend beaucoup de ce livre. On y apprend tout d'abord ce qui s'est passé dans la Tchécoslovaquie communiste. Bartosek avait déjà publié après son arrivée en France, et après avoir été la victime de la «normalisation» en Tchécoslovaquie, des travaux montrant ce qu'a été la répression communiste dans ce pays. Il les reprend et les approfondit dans son ouvrage. On a trop tendance à penser que cette répression n'a touché que des communistes, en particulier à la fin des années quarante et durant les années cinquante. L'ouvrage apporte beaucoup d'information sur ce sujet. D'autre part, il fournit une connaissance de l'appareil international du communisme auquel on ne peut résumer le communisme, mais qui en constitue un aspect fondamental. Enfin, il jette un éclairage important sur la «Genève communiste», pour reprendre une expression d'Annie Kriegel, qu'a été Prague, c'est-à-dire une plaque tournante où se trouvaient beaucoup d'organisations internationales communistes. Du coup, il dévoile des informations concernant le financement du PCF et les réseaux de solidarité qui existaient entre les partis communistes français, italien et tchèque. Bartosek contribue au renouvellement de la connaissance du communisme contemporain dans sa dimension internationale, et donc matérielle.

**D.L.** - Dans ces conditions, comment expliquez-vous la violence des réactions qu'a suscitées ce livre qui a été accusé, au fond, de prêter la main à une opération dans laquelle la résistance et l'antifascisme seraient délégitimés ?

**M.L.** - Je ne pensais pas que ce livre provoquerait de telles réactions. Manifestement, un problème très important est posé par la relation entre la connaissance fournie par le travail historique et un certain type de mémoire historique. Je reprends ici la distinction que propose Marie-Claire Lavabre entre l'histoire savante et la mémoire historique

dont la finalité peut être politique (1). Et il me semble, au vu de la réaction suscitée par le livre de Karel Bartosek, que se fait jour un affrontement entre une certaine histoire et un certain type de mémoire partisane ou à finalité politique. Certaines personnes croient qu'il n'est pas nécessaire de dire certaines choses sur le communisme parce que cela pourrait atteindre soit le passé de la France, soit un impératif présent et futur, en l'occurrence la lutte contre le Front national. Du point de vue historique, ceci est inacceptable, même si je suis un antifasciste. Mais je ne crois pas que c'est en niant certains éléments que l'on peut désormais tirer de la documentation historique que l'on combattrait mieux le Front national. Cet élément me paraît d'autant plus important actuellement qu'est opposé au travail historique le raisonnement selon lequel ce n'est pas la peine de «remuer autant de boue» ; ce qui était finalement les termes employés par Maurice Thorez au moment du rapport Khrouchtchev.

**D.L.** - Il existe un chantier à peine entamé aujourd'hui qui est la sympathie pour l'URSS, et pas forcément pour le communisme, dans la société française, débordant largement les rangs de la gauche. Toute une partie du patronat, et de l'Etat, notamment les affaires étrangères, ont beaucoup fait pour l'image de l'URSS avant 1970 et n'ont pas été pour rien dans le recrutement possible d'agents d'influence. Bartosek dit d'ailleurs que quelqu'un qui a été un agent d'influence ne s'en rend pas forcément compte. Alfred Sauvy, tout en étant plutôt de droite, a chanté les louanges du plan et de la rationalité soviétique, et il n'est pas unique en son genre.

Il y avait en effet en France un prosoviétisme important. Il ne faut pas séparer d'ailleurs ce philosoviétisme du travail mis en place par l'Union soviétique en direction du monde occidental et de la France. La thèse de Sophie Cœuré, qui sera prochainement publiée, montre l'attention que porte l'Union soviétique à son autoreprésentation, mais aussi à la diffusion de son image à l'Occident en général et à la France en particulier. Et puis il faudra bien un jour essayer de comprendre le mythe positif de l'Union soviétique au plus profond des réalités sociales françaises : pas simplement chez les intellectuels, mais, entre autres, dans le monde ouvrier ou paysan qui, sans adhérer au monde communiste, se reconnaissait dans l'Union soviétique, non comme modèle mais comme un rêve ainsi que l'illustre une nouvelle de Leonardo Sciascia (2). Cette histoire est d'autant plus importante à écrire que les tenants de cette mémoire orale, à prendre en considération avec les précautions sociologiques et historiques d'usage, sont appelés à disparaître.

(1) Marie-Claire Lavabre, *Le Fil rouge, Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.

(2) Leonardo Sciascia, *Candido*, Paris, Seuil, 1981.

# L'art de l'éloignement

## par Alain Besançon

Dans le numéro 76 d'hiver 1996-1997 de la revue **Commentaire**, nous nous sommes arrêtés sur la note de lecture d'Alain Besançon sur l'ouvrage de Thomas Pavel, *L'Art de l'éloignement*. Essai sur l'imagination classique (Gallimard, Folio Essais, 1996). Alain Besançon nous trace un itinéraire particulièrement fécond au sein des méandres de l'art classique que Thomas Pavel a su redécouvrir avec beaucoup de subtilité.

Depuis bien longtemps on s'interroge sur la source qui se cache en amont de l'œuvre littéraire et qui l'irrigue mystérieusement. Proust ne voulait pas que ce fût la vie de l'artiste et il accusait Sainte-Beuve d'avoir voulu expliquer l'œuvre par l'auteur. Accusation non fondée, me semble-t-il. Sainte-Beuve créait, en marge de la littérature, une comédie littéraire, une galerie, une collection d'âmes qu'il faisait passer dans son confessionnal de mauvais prêtre et dont il recueillait les confidences avec une concupiscente curiosité. Ce qui l'intéressait c'était les secrets du cœur plus que les secrets de l'œuvre. Celle-là, il la jougeait en fin lecteur, formé

aux principes classiques du discernement, il ne l'expliquait pas. C'est pourquoi il faut lire Sainte-Beuve comme un écrivain « créateur », au même titre que ses contemporains Hugo et Balzac, et non comme un critique. Proust, comme chacun sait, estimait que cette « création » prend son origine dans un moi, mystérieux, séparé du moi visible de l'auteur, sans rapport défini avec lui.

Thomas Pavel, à qui aucune subtilité de la critique contemporaine n'est étrangère, qui connaît à fond la linguistique, et ses mirages, qui est familier des plus absconses philosophies du langage, nous donne un essai où l'on ne rencontre pas trace de tout cela, où l'on chercherait en vain la plus petite macule laissée par les sciences humaines. Au lieu, il nous offre une méditation nourrie de prodigieuses lectures. Il n'a pas reculé devant les tomes aussi nombreux qu'épais de *L'Astrée* ou de *Polexandre*, sa riche culture philosophique lui permet de dire des choses neuves et piquantes même de Descartes et de Malebranche.

## Traduire : nécessité et difficultés

par Pierre Nora

Dans le numéro 93 de janvier-février 1997 de la revue **Le Débat**, son directeur, Pierre Nora, nous livre une mise au point très éclairante de la traduction en France. Extraits :

Reste que l'ouvrage majeur d'un historien de format international (1), et qui cherche à embrasser l'histoire entière du siècle, risque de rester absent d'un pays qui se targue de bon droit d'un haut niveau dans la recherche historique. Et par-delà le cas de ce livre - cas limite et particulier, mais qui attire l'attention à cause de la notoriété mondiale de son auteur -, c'est le naufrage des programmes de traduction dans le domaine des essais, des ouvrages de recherche ou de sciences humaines au sens large que l'on touche du doigt. Il s'agit là, en vérité, d'un effet secondaire du dramatique rétrécissement du marché dans ce secteur. Le public risque de n'en être conscient qu'à titre rétrospectif, et trop tard pour réagir, mais tous les éditeurs concernés s'en inquiètent. C'est pourquoi nous avons souhaité ouvrir la réflexion avec un éditeur concerné au premier chef, Michel Prigent, directeur des Presses universitaires de France. Je lui suis reconnaissant d'avoir bien voulu présenter son analyse que je partage assez pour n'avoir pas besoin de répéter ses arguments.

Le public, en effet, doit bien savoir quelle catastrophe serait pour la vie intellectuelle du pays le retour à l'isolationnisme contre lequel nous n'avons cessé de nous battre.

tous éditeurs confondus, depuis trente ans. L'ouverture internationale, la plus grande familiarité d'un petit nombre de spécialistes avec leurs homologues étrangers, l'inscription systématique dans les bibliographies savantes des grands titres étrangers, l'acquisition de ces ouvrages par les bibliothèques sont d'excellentes choses. Mais ces progrès ont leurs limites, et ils ne remplacent pas l'existence des livres en français. Ils ont même leur revers : l'internationalisation par le haut risque de se payer d'une nationalisation par le bas, en ôtant aux traductions le premier cercle de leurs acheteurs naturels.

Pour ne prendre que quelques exemples que j'ai connus, des livres comme ceux de Karl Polanyi, *The Great Transformation* (1944), d'Ernst Kantorowicz, *The King's Two Bodies* (1957), ou *Saturn and Melancholy* de Erwin Panofsky, Fritz Saxl et Raymond Klibansky (1964) n'étaient certes pas méconnus des économistes, médiévistes et historiens de l'art. Ces titres archi-classiques n'ont pourtant connu leur retentissement effectif, leur rayonnement en profondeur que du jour où, de longues années après leur parution et quand ils n'étaient déjà plus dans leur langue d'origine que des documents, ils ont enfin été traduits.

(1) Eric Hobsbawm, *Age of Extremes*.

« Si la démocratie est la vérité de la politique et s'il faut une philosophie à la démocratie, cette philosophie ne peut être qu'un humanisme intégral. Et l'humanisme n'est intégral que s'il est personnaliste. »

*Etienne Borne*

« On ne décide pas de la vérité d'une pensée selon qu'elle est à droite ou à gauche, et encore moins selon ce que la droite ou la gauche décide d'en faire. »

*Albert Camus*

